



# Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles

Rapport d'activité de 2018-2019



**GFDRR**  
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery

## **Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles**

### **Rapport d'activité de 2018-19**

Le présent rapport résume les activités et les accomplissements réalisés dans le cadre du programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles (NDRR) entre le 1er juillet 2018 et le 30 juin 2019.

#### **© Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement**

Banque mondiale - 1818 H Street, N.W., Washington, D.C., 20433, U.S.A.

Tous droits réservés. Ce rapport a été produit pour le programme Afrique Caraïbes et Pacifique – Union européenne de prévention des risques des catastrophes naturelles (ACP-UE NDRR), une initiative du Groupe des pays ACP, financée par l'Union européenne et gérée par la Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) de la Banque mondiale. Bien que tous les efforts raisonnables aient été pris pour présenter des informations précises dans ce rapport, les constats, interprétations et conclusions exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues de l'ACP, de l'Union européenne ou de la Banque mondiale/GFDRR, ni ne garantissent l'exactitude des données. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur toute carte dans ce travail n'impliquent aucun jugement de la part de l'ACP, de l'UE ou de la Banque mondiale/GFDRR quant au statut juridique de tout territoire ou l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

Le texte dans cette publication peut être reproduit en tout ou en partie et sous quelque forme à des fins éducatives ou à but non lucratif, sans permission spéciale pour autant que l'indication de la source soit faite. Le Secrétariat de la GFDRR serait heureux de recevoir une copie de toute publication qui utilise ce rapport comme une source. Des copies peuvent être envoyées au Secrétariat de la GFDRR à l'adresse sur la couverture arrière. Aucune utilisation de cette publication ne peut être prévue pour la revente ou à d'autres fins commerciales sans autorisation écrite préalable du Secrétariat de la GFDRR. Toutes les images restent la propriété exclusive de la source et ne peuvent servir à aucun but sans la permission écrite de la source.

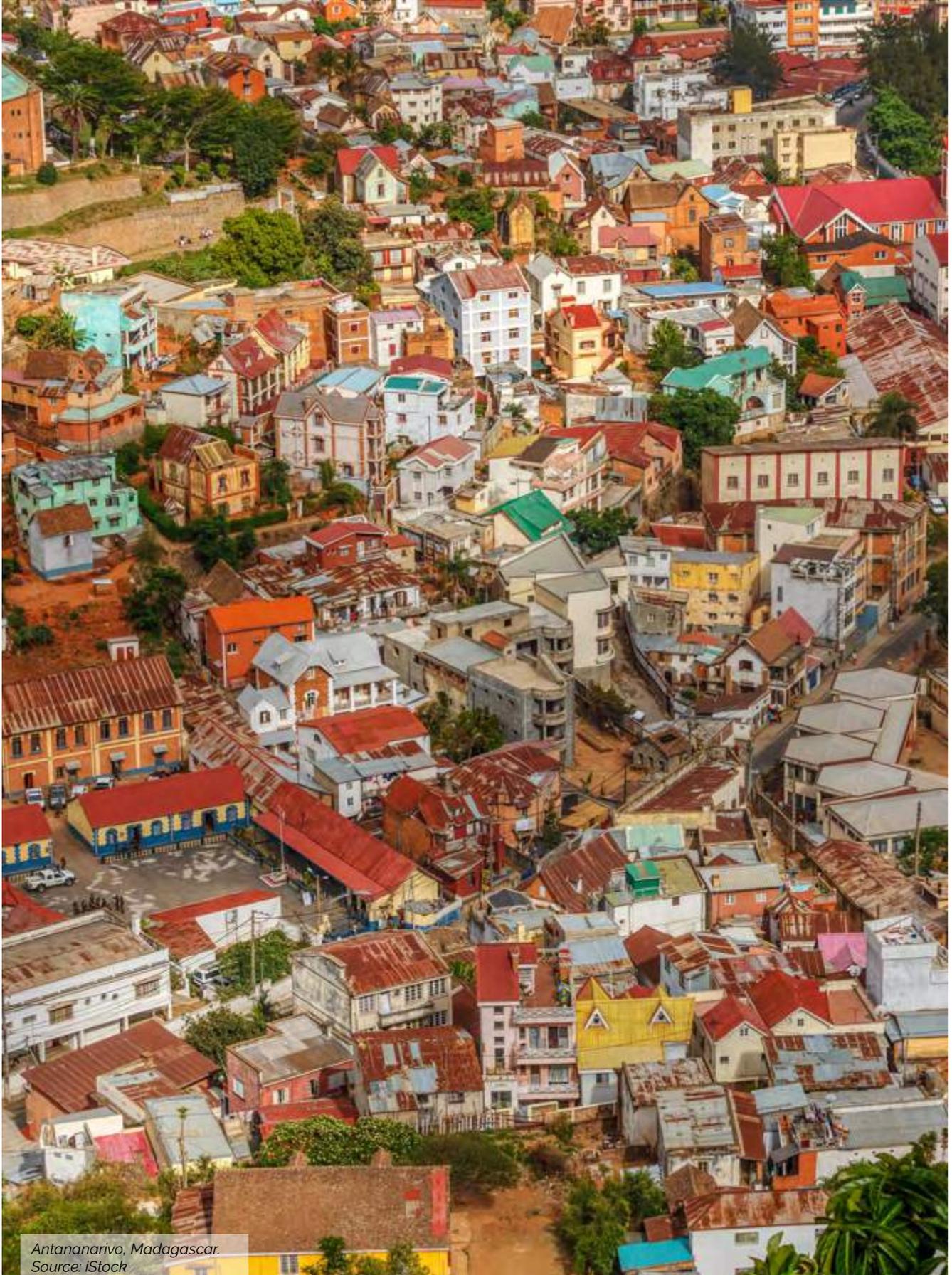
Notes : Les contributions financières et les dépenses déclarées sont consignées jusqu'au 30 juin 2019 ; tous les montants sont en dollars américains (\$), sauf indication contraire.

Mise en page : Websiteprojects LLP

Image de couverture: Image d'écoles endommagées aux Fidji, capturée par un drone dans le cadre d'un Projet ACP-UE NDRR. Crédit photo: Banque mondiale.

# Sigles et abréviations

<b>ACC</b>	Adaptation au changement climatique
<b>ACP</b>	Afrique, Caraïbes et Pacifique
<b>ADRF</b>	Africa Disaster Risk Financing Initiative (Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique)
<b>Cat-DDO</b>	Catastrophe Deferred Drawdown Option (Option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes)
<b>CDEMA</b>	Caribbean Disaster Emergency Management Agency (Agence de gestion des urgences et catastrophes des Caraïbes)
<b>CEEAC</b>	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>CER</b>	Communautés économiques régionales africaines
<b>CHaRIM</b>	Caribbean Handbook for Risk Information Management (Manuel des Caraïbes pour la gestion des informations sur les risques)
<b>CMP</b>	Seychelles Coastal Management Plan (Plan de gestion du littoral aux Seychelles)
<b>CRISP</b>	Community Resilience to Climate and Disaster Risk Project (Projet de Résilience communautaire au risque climatique et au risque de catastrophe aux îles Salomon)
<b>DaLA</b>	Damage and Loss Assessment (Évaluation des dommages et des pertes)
<b>DRF</b>	Disaster Recovery Framework (Cadre de relèvement post-catastrophe)
<b>Exercice 2019</b>	Exercice du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019
<b>GFDRR</b>	Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement)
<b>GRC</b>	Gestion des risques de catastrophes
<b>IDA</b>	International Development Association (Association internationale de développement)
<b>IGAD</b>	Inter-Governmental Authority on Development (Autorité intergouvernementale pour le développement)
<b>KCCA</b>	Kampala Capital City Authority (Administration municipale de la capitale Kampala)
<b>MettelSat</b>	Service météorologique et hydrologique national de la République démocratique du Congo
<b>MIS</b>	Management Information System (Système d'information pour la gestion)
<b>NDRR</b>	Natural Disaster Risk Reduction (Prévention des risques liés aux catastrophes naturelles) (Programme ACP-UE NDRR)
<b>OIM</b>	Organisation internationale pour les migrations
<b>OMM</b>	Organisation météorologique mondiale
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>OSC</b>	Organisation de la société civile
<b>PDNA</b>	Post-Disaster Needs Assessment (Évaluation des besoins post-catastrophe)
<b>PEID</b>	Petits États insulaires en développement
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>PMA</b>	Pays les moins avancés
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>PRC</b>	Prévention des risques de catastrophes
<b>RMI</b>	Republic of the Marshall Islands (République des Îles Marshall)
<b>SADC</b>	Southern African Development Community (Communauté de développement d'Afrique australe)
<b>SISRI</b>	Small Island States Resilience Initiative (Initiative des petits États insulaires)
<b>UAV</b>	Unmanned Aerial Vehicles (Véhicules aériens sans pilote - drones)
<b>UE</b>	Union européenne
<b>UNDRR</b>	United Nations Office for Disaster Risk Reduction (Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes)
<b>UR</b>	Understanding Risk (Comprendre le risque)
<b>WRC4</b>	fourth edition of the World Reconstruction Conference (quatrième édition de la conférence mondiale sur la reconstruction)



Antananarivo, Madagascar.  
Source: iStock

Sigles et abréviations	3
Avant-propos	6
Résumé analytique	7
À propos du programme	8
Comment nous travaillons	10
Thématiques transversales	11
Domaines d'intervention du programme	14
Le programme en Afrique	16
Le programme aux Caraïbes	22
Le programme dans le Pacifique	28
Renforcement des capacités	32
Quatrième édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction	33
Tirer parti des investissements dans la gestion des risques de catastrophes	35
Annexe I : Communication et visibilité	37
Annexe II : Fiches d'activité pour l'exercice 2019	44
Tous ACP	44
Afrique	48
Caraïbes	70
Pacifique	84

## PLEINS PHARES

<b>Pleins phares</b> : Relèvement et investissements axés sur la résilience suite à des inondations et des glissements de terrain à Freetown, au Sierra Leone	20
<b>Pleins phares</b> : Solliciter la participation des communautés locales à l'élaboration de données ouvertes (open data) liées aux risques climatiques en République du Congo	21
<b>Pleins phares</b> : Soutien à la reconstruction et au relèvement résilients à la Dominique	25
<b>Pleins phares</b> : Transformation et résilience urbaines pour une croissance économique inclusive, Saint-Vincent-et-les Grenadines	26
<b>Pleins phares</b> : Renforcement de la résilience communautaire dans les îles Salomon	30
<b>Pleins phares</b> : Renforcement des cadres politiques et réglementaires de gestion des risques de catastrophes dans le Pacifique	31

## Avant-propos

Les 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), qui comprennent 40 pays les moins avancés (PMA) et 37 petits États insulaires en développement (PEID), sont considérés comme figurant parmi les pays au monde les plus vulnérables aux catastrophes naturelles et aux effets néfastes du changement climatique. Tant aujourd'hui que demain, il demeure essentiel de renforcer la résilience dans les communautés et les pays, afin de réduire les risques pour la vie humaine et de favoriser les progrès de développement sur le plan social et économique. Le renforcement de la résilience est une condition préalable indispensable au développement durable. La résilience doit être envisagée comme une approche intégrée, qui s'articule non seulement autour de la prévention et de la préparation, mais aussi des interventions et du relèvement. À mesure que les pays s'efforcent d'accroître leur capacité à résister aux chocs causés par les catastrophes, à s'adapter et à s'en remettre, il est essentiel que nous mobilisions l'engagement de communautés aussi diverses que les acteurs du développement et de l'aide humanitaire, les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, le secteur privé et les représentants de la société civile.

C'est bien dans cette perspective qu'a été lancé en 2011 le programme Afrique Caraïbes et Pacifique – Union européenne de prévention des risques des catastrophes naturelles (ACP-UE NDRR), une initiative du Groupe des pays ACP, financée par l'Union européenne et gérée par la Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) de la Banque mondiale. L'initiative collabore avec les pays en vue d'intégrer des approches de gestion des risques dans la planification du développement et de stimuler des actions globales pour la résilience aux catastrophes.

Ce rapport d'activité met en évidence les efforts déployés par le programme ACP-UE NDRR au cours de l'exercice 2019 pour prévenir les aléas naturels, les atténuer et s'y préparer, aux niveaux régional, sous-régional, national et local dans les pays ACP. Au cours de l'exercice 2019, le programme ACP-UE NDRR a accordé un financement à 22 projets, dont le montant total s'élève à 10 millions de dollars, portant le portefeuille total du programme à 123 projets bénéficiant à plus de 70 pays. Certains de ces nouveaux projets portent sur la lutte contre les risques climatiques et les risques de catastrophes en milieu urbain en Afrique, sur la réponse à une demande accrue d'accès ouvert aux informations sur les risques dans les Caraïbes, et sur le renforcement du cadre stratégique et réglementaire pour la gestion des risques de catastrophes (GRC) dans le Pacifique. Les trois régions ont enregistré une demande renforcée d'activités liées à la résilience urbaine, à des infrastructures résilientes et au renforcement institutionnel de la GRC. Le soutien apporté à la suite de catastrophes reste un pilier essentiel du programme, qui a soutenu la réalisation par les pays d'évaluations post-catastrophe après les fortes crues survenues en Côte d'Ivoire et au Mali, ainsi que des activités de relèvement à plus long terme à Antigua-et-Barbuda, à la Dominique et au Sierra Leone. Le Programme a influencé l'attribution d'un financement additionnel important de plus de 1,2 milliard de dollars de la Banque mondiale et d'autres partenaires de développement pour l'exercice 2019, détaillé plus loin dans ce rapport.

L'exercice 2019 a été une année charnière pour le partenariat, dans la mesure où, pour la première fois, le Secrétariat ACP et la Commission européenne ont assuré la coprésidence conjointe du Groupe consultatif de la GFDRR, en s'acquittant d'un rôle clé dans la définition des priorités, l'établissement de l'ordre du jour et l'adoption de vastes stratégies opérationnelles en termes de GRC et d'adaptation au changement climatique (ACC). Les partenaires ont pu faire ressortir l'ampleur de leurs réalisations dans le domaine de la gestion des risques et de la résilience dans les pays ACP et/ou promouvoir des échanges multilatéraux qui reposent sur les fondements solides établis grâce à cette collaboration de longue date.

D'ici la fin de la période de mise en œuvre en 2020, le programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles démontrera son importante contribution à l'instauration d'un avenir plus résilient aux aléas climatiques et naturels dans les pays ACP, avec tous les avantages que cela pourra avoir sur les pauvres, les femmes, les jeunes et les communautés vulnérables les plus exposées aux aléas naturels.



Son Excellence Monsieur  
Léonard-Emile Ognimba,  
Sous-secrétaire général du Groupe des États  
d'Afrique, des Caraïbes et du  
Pacifique (ACP)



Carla Montesi, Directrice de  
l'unité Planète et Prospérité,  
DG DEVCO, Commission  
européenne



Julie Dana,  
Cheffe du Secrétariat, Facilité  
mondiale pour la prévention des  
risques de catastrophes et le  
relèvement

## Résumé analytique

Au cours de cette période, le programme ACP-UE NDRR a continué de collaborer avec les gouvernements à l'intégration de la GRC dans les programmes de développement des pays ACP. La forte demande de la part des gouvernements des pays ACP a donné lieu à l'attribution de financements à 22 nouveaux projets, portant le portefeuille du programme à 123 projets au total, venant à l'appui de plus de 70 pays ACP. Parmi ceux-ci, 47 étaient actifs au cours de l'exercice 2019. En voici les points saillants dans chaque région.

En **Afrique**, le portefeuille comptait 21 projets actifs, dont douze ont été lancés au cours de l'exercice 2018-2019. Le programme a fourni de l'assistance technique à un nombre croissant de pays à la mise en œuvre de leurs projets d'amélioration des capacités et de réforme des politiques. Au **Malawi**, le département des Affaires de la gestion des catastrophes a présenté un projet de loi de GRC qui a été entériné, qui permettra de mieux aligner les politiques du pays en matière de prévention des risques de catastrophes (PRC). Au **Ghana**, à **Madagascar et au Sénégal**, des communautés locales et des organismes nationaux ont entrepris des initiatives de développement urbain résilient et ont procédé à la mise en œuvre de mécanismes d'alerte précoce pour réagir et répondre à des situations d'urgence liées au climat. Les Gouvernements **de la Côte d'Ivoire et du Mali** ont entrepris des évaluations post-catastrophe suite à des inondations. Au **Sierra Leone**, le ministère des Finances a beaucoup fait avancer le programme gouvernemental de relèvement axé sur la résilience et de préparation, en s'appuyant d'une part sur l'évaluation des dommages et des pertes (*Damage and Loss Assessment, DaLA*) de 2017 suite aux glissements de terrain et d'autre part sur l'évaluation des aléas et des risques dans plusieurs villes (conclue en 2018), toutes deux financées par le programme ACP-UE NDRR.

Aux **Caraïbes**, à la fin de l'exercice 2019, le programme avait fourni de l'assistance technique à 14 projets actifs, dont 5 ont été lancés au cours de l'exercice 2018-2019. La deuxième phase du programme d'informations sur les risques dans les Caraïbes a débuté en septembre 2018. Mis en œuvre en étroite coordination avec l'Agence de gestion des urgences et catastrophes des Caraïbes (*Caribbean Disaster Emergency Management Agency - CDEMA*), le programme renforce la capacité des Caraïbes à concevoir et à guider les évaluations des aléas et des risques, ainsi qu'à utiliser les informations qui en résultent pour la prise de décisions. En **Haïti**, le ministère des Travaux publics planifie et porte à exécution des mesures de prévention des risques d'inondations à Cap-Haïtien, dont de grands travaux d'ingénierie hydraulique, et prend des mesures de prévention des risques non structurels dans les bassins hydrographiques urbains. Les Gouvernements **d'Antigua-et-Barbuda** et de la **Dominique** ont respectivement effectué à la fin de 2017 une évaluation post-catastrophe après le passage de l'ouragan Irma d'une part, et celui de l'ouragan Maria d'autre part. En s'appuyant sur les recommandations de l'évaluation post-catastrophe, le ministère du Logement de la Dominique commence désormais à mettre en œuvre des programmes de reconstruction de logements.

Dans le **Pacifique**, tout au long de l'exercice 2019, le Programme a fourni de l'assistance technique à 12 projets actifs, dont trois ont été lancés au cours de l'exercice 2018-2019. À **Samoa**, le gouvernement renforce son cadre de politique institutionnelle pour la gestion des risques de catastrophes dont ceux liés au climat, ce qui permettra au pays d'avoir accès à une ligne de crédit conditionnelle de la Banque mondiale qui fournit des liquidités immédiates aux pays à la suite d'une catastrophe naturelle. Aux **Fidji**, les ministères et les institutions concernés commencent à élaborer des lignes directrices pour la mise en œuvre du Code du bâtiment national en vigueur dans le pays pour de nouvelles maisons résidentielles à un seul étage et des établissements scolaires en milieu rural. Au **Vanuatu**, le gouvernement travaille à l'analyse des politiques et des stratégies actuelles et à la détermination des domaines à renforcer et à harmoniser pour assurer la gestion efficace de la GRC, en particulier en matière de prévention des risques. Les principales politiques pour lesquelles une assistance technique est fournie portent notamment sur la politique d'évacuation d'eau, le code du bâtiment et un projet de loi nationale relative à la GRC.

La stratégie de la GFDRR consiste à concentrer son financement au moyen de subventions là où d'autres ressources sont susceptibles d'être exploitées en vue de faire un effet de levier en faveur de plus importantes opérations de résilience aux catastrophes et au climat. Plusieurs projets mis en œuvre dans le cadre du programme ACP-UE NDRR ont permis de lever au total un financement de 1,2 milliard de dollars pour l'exercice 2019 (voir pages 35-36).

En tant que coprésidents du groupe consultatif de la GFDRR au cours de l'exercice 2019, le Secrétariat ACP et la Commission européenne ont accordé au cours de cette période une importance particulière à des domaines thématiques tels que le renforcement de la résilience au niveau communautaire, l'approfondissement de la protection financière, la consolidation du programme d'hydrométéorologie et des systèmes d'alerte précoce, ainsi que l'intensification de la résilience urbaine. Pendant leur coprésidence de la GFDRR, le Secrétariat ACP et la Commission européenne ont facilité les activités d'échange de connaissances en organisant une journée de partage de connaissances et une deuxième journée de réflexion intra-ACP portant sur le programme ACP-UE NDRR, qui toutes deux ont été organisées à Bruxelles, en Belgique, en novembre 2018. Ces rencontres ont réuni plus d'une centaine de parties prenantes des pays ACP et d'organisations internationales pour discuter des possibilités de renforcer la résilience au niveau communautaire et de promouvoir une gouvernance inclusive des risques.

## À propos du programme

Le programme ACP-UE NDRR est géré au moyen d'un fonds fiduciaire à bailleur de fonds unique de 54,5 millions d'euros. Son **objectif** est de prévenir les catastrophes naturelles, de renforcer la préparation à celles-ci, ainsi que d'en atténuer les impacts dans les États ACP, en mettant l'accent sur quatre domaines prioritaires :

L'intégration de la prévention des risques des catastrophes

L'identification et l'évaluation des risques

Les systèmes d'alerte précoce et la communication sur la PRC

Le transfert et l'intégration de la PRC dans les efforts de relèvement post-catastrophe

Les principaux **résultats attendus** du programme ACP-UE NDRR sont les suivants :

L'amélioration de la résilience des pays ACP face à l'impact des catastrophes naturelles

Un meilleur degré de préparation des populations dans les zones sujettes à des catastrophes naturelles

La réduction du coût des interventions dans le cas de catastrophes naturelles.

L'accomplissement de ces résultats est mesuré par rapport aux objectifs suivants, prévus d'être atteints d'ici la date de clôture du programme, en novembre 2020.



	Atteint au 30 juin 2019	En cours	Statut Au 30 juin 2019
<b>30</b> pays ACP ont intégré la PRC et l'ACC dans leur processus de planification national	25	18	L'objectif sera dépassé
<b>20</b> pays ont mis au point des outils de risque destinés à orienter les efforts de réduction de la vulnérabilité	33	20	<b>Objectif dépassé</b>
<b>3</b> bassins hydrographiques ont renforcé leurs capacités de gestion des risques d'inondations	3	4	<b>Objectif atteint</b>
<b>6</b> institutions sous-régionales sont dotées de capacités fonctionnelles en matière de PRC	6	—	<b>Objectif atteint</b>
<b>20</b> pays ont accès à des systèmes d'alerte précoce opérationnels pour les catastrophes naturelles (Objectif : 20)	12	7	Objectif en bonne voie
<b>15</b> pays ont élaboré des stratégies de financement et d'assurance des risques	14	1	L'objectif sera atteint
<b>20</b> pays ont développé leurs capacités nationales pour réaliser des évaluations des besoins post-catastrophe (PDNA)	18	6	L'objectif sera dépassé
<b>15</b> pays ont entrepris des PDNA et des activités de planification du relèvement multipartites	19	1	<b>Objectif dépassé</b>
<b>5</b> pays ont réellement mis en œuvre des activités de PRC à la phase de relèvement	3	7	L'objectif sera dépassé

## Comment nous travaillons

Le programme ACP-UE NDRR atteint ses objectifs par la mise en œuvre de trois volets d'activités :



Toutes les activités mises en œuvre dans le cadre du programme ACP-UE NDRR fournissent de l'assistance technique et s'efforcent de renforcer les capacités des pays ACP en termes de GRC et d'ACC, ainsi que d'intégrer des approches de gestion des risques multi-sectorielles et multi-aléas dans la planification du développement au plan national et régional. Le programme favorise la prise de décisions éclairées en matière de résilience, de relèvement, de reconstruction et de planification du développement à long terme.

Les projets sont impulsés sur la demande et basés sur les besoins. La mise en œuvre des projets passe un processus de validation ayant les critères suivants : (i) une **demande officielle** du gouvernement et/ou d'une organisation régionale ou sous-régionale démontrant l'appropriation du projet ; (ii) **la consultation de la délégation de l'UE concernée** pour confirmer que la proposition de projet est complémentaire à d'autres projets nationaux, régionaux et/ou intra-ACP de l'UE et (iii) **l'alignement sur les stratégies de la Banque mondiale** dans le pays concerné.

Le programme travaille avec les administrations publiques nationales et locales, les communautés, la société civile et d'autres partenaires, notamment des agences des Nations Unies et des organisations non gouvernementales (ONG) internationales.

Un **comité de pilotage**, composé de représentants de la Commission européenne, du Secrétariat ACP et de la Banque mondiale, se réunit régulièrement pour faire le point sur les progrès réalisés, formuler des avis et des conseils et remédier aux problèmes survenus lors de la mise en œuvre du programme. Chaque réunion est l'occasion de présenter le portefeuille global, l'aperçu financier et le statut du cadre de suivi. Au cours de l'exercice 2019, le comité de pilotage s'est réuni à Bruxelles, en Belgique, le 19 février 2019.

## Soutien aux communautés économiques régionales africaines

Le programme ACP-UE NDRR a été élargi en 2014 par une contribution supplémentaire de 20 millions d'euros destinée à des activités régionales, afin d'étayer les capacités de coordination de GRC des communautés économiques régionales (CER) africaines et plus précisément celles de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (*Intergovernmental Authority on Development - IGAD*) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (*Southern African Development Community - SADC*). D'un point de vue administratif, cette contribution supplémentaire relève du programme ACP-UE NDRR, mais les activités mises en œuvre contribuent à l'accomplissement du 2<sup>e</sup> résultat attendu (R2) du programme ACP-UE de « *Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne.* » Un rapport d'activité distinct présente les activités du programme R2 de l'exercice 2019.



## Thématiques transversales

L'inclusion du genre, l'autonomisation des femmes et la mobilisation de la société civile constituent les principes opératoires fondamentaux du programme ACP-UE NDRR, et plus généralement de l'action de la GFDRR.

### Inclusion du genre

La GFDRR a lancé le Plan d'action du genre 2016-2021<sup>1</sup> pour accélérer son engagement à comprendre et adresser les différents besoins entre hommes et femmes vis-à-vis des investissements dans la GRC, et à favoriser l'autonomisation des femmes en vue de renforcer leur résilience. Il met l'accent sur (i) des services de programmation, d'analyse et de conseil et sur (ii) les connaissances, l'apprentissage et l'innovation.

Depuis le lancement du Plan d'action du genre de la GFDRR, de nets progrès ont été réalisés pour intégrer dans le portefeuille du programme ACP-UE NDRR des considérations tenant compte de la dimension du genre, comme en attestent plusieurs exemples. En **Afrique australe**, un appui est fourni aux pays membres de la SADC pour gérer leurs risques dans le secteur agricole et le domaine de la sécurité alimentaire. Ce projet qui court jusqu'en juillet 2020 a pour vocation de cerner les principaux fossés entre hommes et femmes dans le secteur agricole et de fournir des données ventilées par sexe pour mieux comprendre comment les chocs affectent les femmes et les hommes différemment. Les constats serviront de base à la formulation d'hypothèses préliminaires sur l'établissement des priorités des risques et les solutions potentielles. À **Samoa**, le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement élabore actuellement des lignes directrices, ainsi que des documents de sensibilisation et de formation pour la construction de logements résidentiels et de bâtiments scolaires à un seul étage qui sont résilients au changement climatique et aux catastrophes. Ces lignes directrices s'intéressent spécifiquement aux avantages différenciés pour les femmes et les enfants, ainsi qu'à la prise en compte des besoins des personnes handicapées dans la conception des bâtiments scolaires. La présence d'installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène tenant compte de la dimension du genre peut contribuer à faire progresser l'éducation des filles et à réduire le risque de violences basées sur le genre suite à une catastrophe, compte tenu de l'utilisation probable des bâtiments scolaires comme refuges pendant des cyclones ou des tremblements de terre.

<sup>1</sup> <https://www.gfdr.org/en/gfdr-gender-action-plan-2016-2021>

Le programme a également appuyé **des événements internationaux axés sur les questions de genre et d'inclusion sociale**, en encourageant la participation de femmes des pays ACP à ces rencontres internationales. Ceux-ci comptaient la journée de partage de connaissances qui s'est déroulée à Bruxelles en novembre 2018 (40 femmes sur 103 participants), la deuxième journée de réflexion intra-ACP sur le programme (30 femmes sur 88 participants), une session technique sur le thème « reconstruire en mieux » et d'inclusion sociale et du genre dans les PEID (29 femmes sur 70 participants) à la quatrième édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction à Genève, et la quatrième réunion du réseau des praticiens de l'initiative pour la résilience des petits États insulaires (*Small Islands State Resilience Initiative - SISRI*) en mai 2019 (26 femmes sur 60 participants). L'événement de SISRI comprenait une présentation d'ONU Femmes sur le renforcement de la résilience sensible à la dimension du genre, par la mise en place de systèmes, de plans et d'outils sensibles à la dimension du genre, pour créer un environnement propice et mettre en œuvre des actions ciblées pour les filles et les femmes afin de veiller à prendre en compte leurs besoins et leurs capacités.

## Mobilisation de la société civile

En 2018, la GFDRR a lancé le Plan d'action de participation citoyenne 2019-2023<sup>2</sup> afin d'accroître la part des subventions accordées à des activités de participation citoyenne dans le portefeuille de la GFDRR. Dans plusieurs des projets ACP-UE NDRR, des organisations de la société civile (OSC) ont éclairé la conception des projets et, pour certains, en sont également un partenaire de mise en œuvre.

À **Saint-Vincent-et-les Grenadines**, par exemple, plusieurs ministères (dont ceux du Plan, du Développement durable et des Technologies de l'information ; des Transports, des Travaux publics, de la Rénovation urbaine et de l'Administration locale ; du Logement, des Établissements humains informels, et des Terres) collaborent pour faire progresser le programme de transformation du pays dans les domaines de la résilience urbaine et de la croissance économique, grâce à des contributions techniques et stratégiques financées par le programme visant le réaménagement de Kingstown et l'aménagement de la nouvelle « ville moderne » à Arnos Vale. Des groupes communautaires représentant des groupes de femmes et de personnes handicapées sont actuellement consultés à l'élaboration de stratégies, de politiques et de plans de résilience urbaine qui tiendront compte de considérations liées à la dimension du genre et du handicap. En **République des Îles Marshall** et en **Micronésie**, un projet mis en œuvre par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) renforce la résilience des communautés locales aux risques de catastrophes et les aide à s'adapter au changement climatique avec le soutien d'OSC locales.



Participants assistant à l'une des séances en petits groupes à UR Caraïbes.  
Crédit photo: Banque mondiale.

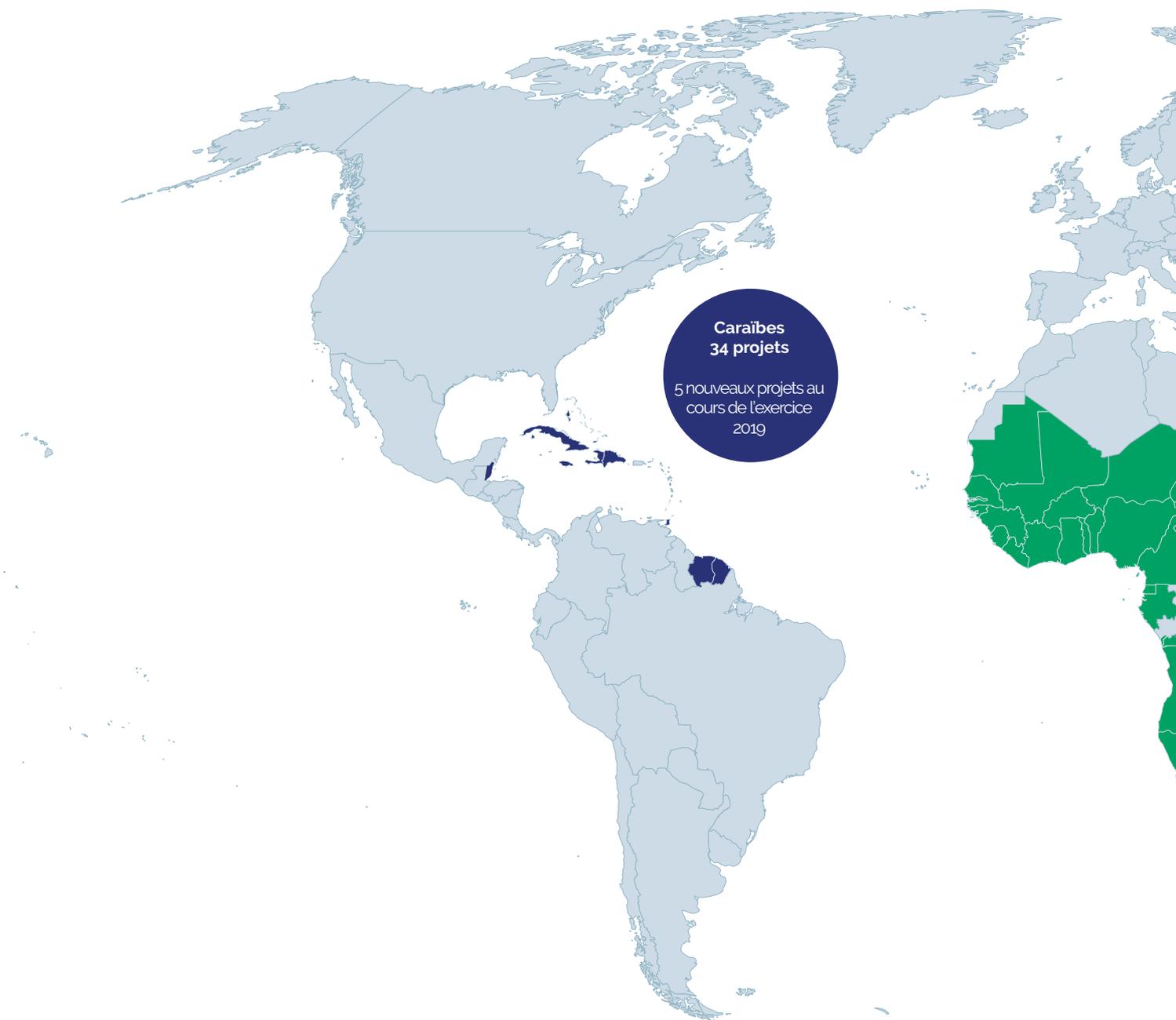
2 <https://www.gfdr.org/sites/default/files/Draft%20Citizen%20Engagement%20Action%20Plan.pdf>



*Stations d'observation météorologique au centre Mettelsat, République démocratique du Congo. Crédit photo Banque mondiale*

# Domaines d'intervention du programme

Répartition par région, au 30 juin 2019



Répartition par volet d'activité, au 30 juin 2019

**Volet 1**  
Projets au niveau régional

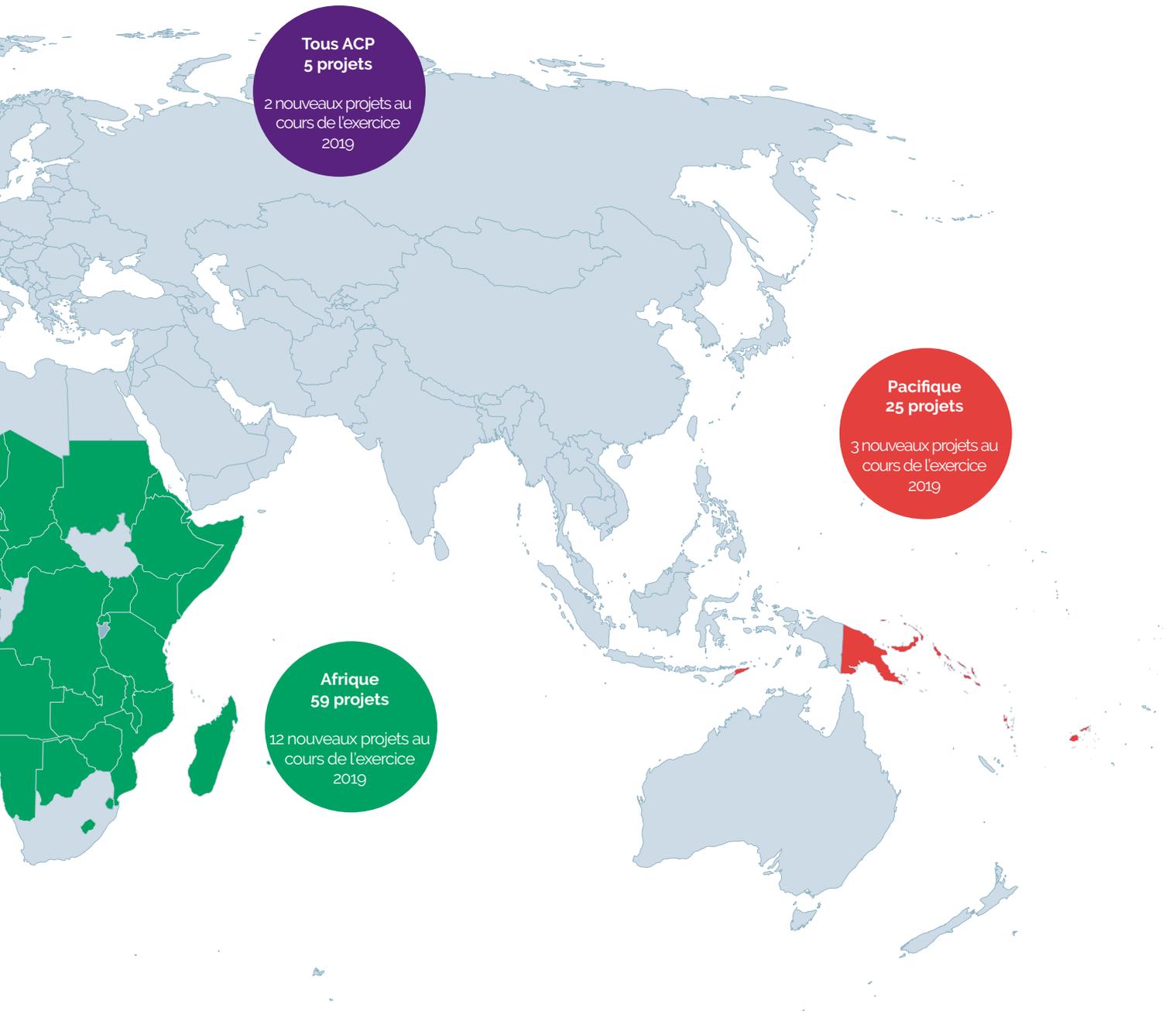
**21**  
**3 nouveaux au cours de l'exercice 2019**

**Volet 2**  
Projets au niveau national

**64**  
**15 nouveaux au cours de l'exercice 2019**

**Volet 3**  
Activités post-catastrophe et de renforcement des capacités

**38**  
**4 nouveaux au cours de l'exercice 2019**



## Vue d'ensemble des activités au cours de l'exercice 2019 Le programme en Afrique

Les activités menées en Afrique au cours de l'exercice 2019 ont répondu à l'intérêt croissant manifesté par les pays pour la conception, la formalisation et la mise en œuvre d'améliorations réglementaires et institutionnelles de gestion des risques climatiques et de catastrophe sur le plan national. Les grands axes visés ont porté sur l'accès à l'information, la coordination institutionnelle, la résilience socio-économique et l'aménagement du territoire axé sur la résilience.

### Activités en Afrique

Au cours de l'exercice 2019, le portefeuille pour l'Afrique comptait 21 projets actifs, dont 17 projets nationaux (Volet 2) et 4 projets post-catastrophe et de renforcement des capacités (Volet 3). Un financement a été approuvé pour 12 d'entre eux pendant l'exercice.





Centre ville de Kinshasa  
Crédit photo: Banque mondiale

Un nombre croissant de projets ont été conçus pour **soutenir de grandes réformes de politique générale et le renforcement des capacités institutionnelles**. Au **Malawi**, sous la direction du département des Affaires de gestion des catastrophes et en collaboration avec d'autres homologues, dont le ministère de l'Éducation, le département de l'Urbanisme, et le département du Changement climatique et des Services météorologiques, le gouvernement s'efforce d'institutionnaliser une approche globale de la GRC dans le pays par la formulation, la finalisation et l'approbation de politiques et de plans dans de multiples secteurs tels que les villes, les transports, l'éducation, ainsi qu'en matière de coordination multisectorielle de la GRC. Au cours de l'exercice 2019, un nouveau projet de loi sur la GRC comprenant des lignes directrices opérationnelles a été approuvé en conseil des ministres et publié en mai 2019. La nouvelle loi prévoit l'adoption d'une approche exhaustive sur la GRC, en cessant de porter l'accent sur les interventions d'urgence pour privilégier à la place la résilience globale et à plus long terme. Sa formulation s'est appuyée sur les recommandations d'un PDNA et d'un cadre de relèvement, qui ont été financés par le biais d'un précédent projet ACP-UE NDRR en mars 2015. S'est ajoutée à cela une évaluation du cadre réglementaire du bâtiment du pays, portant sur la réglementation relative à la construction et à l'utilisation des terres, ainsi que sur d'autres dispositifs législatifs d'appui et des mécanismes de conformité locaux. L'engagement du programme au Malawi a contribué à la formulation et à l'approbation en juin 2019 du prêt à l'appui de politiques de développement de GRC du Malawi de 70 millions de dollars s'accompagnant d'une option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes (*Catastrophe Deferred Drawdown Option - Cat-DDO*). Il s'agit là d'une ligne de crédit conditionnelle de la Banque mondiale qui fournit des liquidités immédiates aux pays à la suite d'une catastrophe naturelle. Cet engagement a également contribué à la création d'institutions renforcées, à la promotion du développement de capacités et à la participation d'acteurs qui jusque-là n'avaient pas participé au programme de résilience aux catastrophes.

Au **Kenya**, dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement pour mettre en place un fonds de contingence en vue de répondre aux besoins d'urgence et de relèvement, le pays a obtenu en juin 2018 l'approbation de la Banque mondiale d'un crédit de 200 millions de dollars pour sa politique de développement de GRC assortie d'un Cat-DDO. Il s'agit là du premier Cat-DDO de l'Association internationale de développement<sup>3</sup> (*International Development Association - IDA*) à être approuvé par la Banque mondiale en Afrique sub-saharienne. Son objectif est de renforcer les capacités institutionnelles, techniques et financières du pays à gérer l'impact des risques climatiques et des risques de catastrophes. Dans le cadre des préparatifs du Cat-DDO, le Gouvernement du Kenya a retenu sept grandes mesures pour renforcer le cadre du pays en matière de GRC, dont trois sont prises en charge par le programme. En mai 2019, le Centre national des opérations en cas de catastrophe a entamé l'actualisation de la méthodologie utilisée par l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse afin d'élaborer les profils de risque multi-aléas des comtés et de réviser le Plan national d'intervention en cas d'urgence de 2009.

<sup>3</sup> L'IDA, l'Association internationale de développement, fait partie de la Banque mondiale qui soutient les pays les plus pauvres du monde.

En **Ouganda**, l'Administration municipale de la capitale Kampala (*Kampala Capital City Authority - KCCA*) a pu mieux comprendre les conditions de risques présentes à Kampala grâce à l'élaboration de la Stratégie de Kampala de résilience aux catastrophes et au changement climatique. Celle-ci a donné lieu à un examen consolidé des aléas présents dans la ville, au recensement des événements historiques et de leur impact sur les personnes et les actifs, à l'établissement d'une carte des inondations de haute résolution, à la première analyse effectuée des pertes économiques de la ville suite à des inondations (estimées à 99,7 millions de shillings ougandais par an), et à une analyse innovante de réseau sur l'impact des inondations sur les emplois, les routes, les écoles et les hôpitaux. Des progrès ont également été accomplis en matière de renforcement de la résilience des communautés locales en améliorant les dispositifs de préparation et d'intervention en cas d'urgence à Kampala. La KCCA et les organismes d'intervention concernés ont relevé des lacunes au niveau de la politique, de la planification et des capacités en matière de préparation aux urgences et d'intervention. Ils ont formalisé des structures de planification et de coordination multi-agences au niveau de la ville, des divisions et des cantons. La KCCA a amorcé la mise en place du Comité technique de gestion des risques de catastrophes de la ville, qui améliorera la coordination des interventions d'urgence.

Au **Mozambique**, l'Institut national de gestion des catastrophes est en train de passer en revue les normes législatives existantes et d'élaborer des lignes directrices législatives améliorées, en étroite coordination avec les ministères sectoriels des Transports et des Infrastructures sanitaires, avec l'appui d'une subvention approuvée en février 2019. Juste après l'obtention de cette approbation, les cyclones Idai (en mars) et Kenneth (en avril) se sont abattus sur le pays, ce qui a incité les autorités et les partenaires mozambicains à se concentrer sur les interventions à la suite de cyclones. C'est ce qui explique que le soutien technique apporté par cette subvention a aidé le gouvernement (le ministère de l'Économie et des Finances, le ministère des Travaux publics et de la Gestion de l'eau, le ministère de la Santé) ainsi que l'Agence nationale de GRC à établir les termes de référence en vue de l'élaboration d'une stratégie de mise en place de systèmes intégrés d'information et d'alerte précoce et à créer des comités de GRC locaux fonctionnels dans l'ensemble du pays.

Aux **Seychelles**, un groupe d'experts du département de l'Énergie et du Changement climatique, avec l'aide de consultants de la Banque mondiale, ont travaillé à la lutte contre les aléas qui affectent les zones côtières des Seychelles en élaborant le premier Plan de gestion du littoral du pays. Ce plan de gestion du littoral consolide les informations recueillies sur les risques et en prévoit un cadre d'utilisation pour la gestion du littoral, l'adaptation et la gestion des risques. Il aidera en outre à maintenir et à protéger la zone côtière afin de réduire les risques côtiers, de favoriser des écosystèmes sains et de permettre un développement économique côtier durable.

Au **Bénin**, le ministère de l'Intérieur (en tant qu'organisme chef de file pour la GRC) ainsi que le ministère du Plan et du Développement économique renforcent les capacités techniques, législatives et institutionnelles du gouvernement en matière de gestion des risques liés au climat et des risques de catastrophes en apportant leur soutien à des réformes réglementaires et politiques déterminantes, ainsi qu'en procédant à l'analyse et à la documentation des impacts environnementaux et sociaux potentiels de ces réformes. En outre, le ministère de la Santé a mené des consultations avec plusieurs parties prenantes portant sur la préparation et les interventions en cas de situations d'urgence sanitaire dans le but d'élaborer un plan national d'opérations d'urgence sanitaire.

Enfin, au **Lesotho**, à la fin de l'exercice, avec la participation d'institutions gouvernementales multisectorielles et à échelons multiples, l'Agence de gestion des catastrophes a coordonné des efforts d'élaboration d'un plan de contingence multi-aléas afin d'améliorer la préparation aux catastrophes. En outre, les Services météorologiques du Lesotho sont en train d'élaborer un document de stratégie et son plan d'action connexe pour évaluer les capacités opérationnelles et humaines actuelles, déterminer les difficultés à porter à exécution leur mandat et élaborer un plan pour fixer les priorités, mobiliser les ressources, renforcer les opérations et veiller à ce que les employés et les autres parties prenantes œuvrent dans le but commun de renforcer la prestation des services météorologiques auprès des utilisateurs.

Le programme ACP-UE NDRR soutient également une démarche d'**urbanisme résilient** dans plusieurs pays. Au **Ghana**, des activités ont continué d'être mise en œuvre pour renforcer la gestion des inondations et des déchets solides et améliorer les conditions de vie des communautés les plus vulnérables vivant autour du bassin fluvial de l'Odaw dans la région du Grand Accra. Le ministère des Travaux et du Logement a dirigé la révision et la finalisation de la Stratégie de réduction des risques climatiques d'Accra, dont la publication est prévue en septembre 2019. Au **Madagascar**, sous la direction du ministère de l'Aménagement du territoire et en collaboration avec des agences nationales de GRC et des autorités municipales, le gouvernement renforce la résilience climatique dans la capitale Antananarivo en élaborant des plans de développement urbain innovants qui intègrent la GRC et évaluent les coûts, les avantages et les considérations de mise en œuvre pour des solutions fondées sur la nature. À ce titre, des ateliers techniques portant sur des solutions fondées sur la nature pour la gestion des inondations urbaines ont été organisés à l'intention de l'administration centrale et des administrations locales, ainsi que des organisations de la société civile et des partenaires, pour présenter les meilleures pratiques internationales et discuter des options et des points d'entrée pour le Grand Antananarivo. Dans le cadre du renforcement de la résilience urbaine et côtière, au **Sénégal**, la municipalité de Saint-Louis et son Département de soutien technique travaillent à l'élaboration d'un plan de résilience urbaine pour l'agglomération côtière de la ville de Saint-Louis. Les intéressés ont été informés et ont contribué activement à la prise de décisions fondée sur des bases factuelles pour la gestion des zones côtières dans la ville. Les expériences documentées de familles touchées par des catastrophes ont fourni des enseignements pour de futures initiatives de réinstallation préventive.

## Activités post-catastrophe

En **Côte d'Ivoire**, suite aux inondations de juin 2018 survenues dans la capitale Abidjan, le gouvernement, représenté par le ministère de la Sécurité, de l'Environnement et du Développement durable, le ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme et le ministère des Infrastructures, a dirigé la réalisation d'un PDNA et d'un cadre de relèvement post-catastrophe (*Disaster Recovery Framework - DRF*), en collaboration avec des partenaires de développement, notamment l'UE, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale. L'exercice du PDNA a été soutenu par le financement d'autres programmes de la GFDRR. Le gouvernement a demandé une assistance technique financée dans le cadre du programme ACP-UE NDRR pour soutenir les activités de validation et de suivi du PDNA et l'établissement **du cadre de relèvement**, tous deux achevés, qui seront publiés d'ici mars 2020.

Après les crues soudaines provoquées par de subites précipitations torrentielles à Bamako en mai 2019, le ministère de la Sécurité et de la Protection civile au **Mali** a entrepris une évaluation rapide des dommages et un DRF pour éclairer les besoins de relèvement et de reconstruction. L'évaluation rapide portait sur plusieurs secteurs, à savoir le logement, l'eau et l'assainissement, les transports, l'éducation, la santé et la PRC. Les activités liées au DRF comprennent également la cartographie par drone qui permettra de mieux comprendre les besoins.

S'appuyant sur l'évaluation rapide des besoins réalisée en 2017 au **Sierra Leone**, cofinancée par le programme ACP-UE NDRR, le ministère des Finances a de nouveau demandé une assistance pour renforcer les activités de **relèvement résilient**. Le but spécifique était de procéder à une évaluation des besoins de capacité qui permettrait de déterminer des moyens de renforcer les capacités de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence, ainsi que de consolider son cadre institutionnel et politique pour assurer une GRC efficace. Le soutien du programme ACP-UE NDRR a permis d'obtenir une assistance technique pour éclairer la conception d'une nouvelle agence de gestion des catastrophes, que le gouvernement étudie actuellement. Des experts techniques clés ont également été recrutés pour conseiller et guider le gouvernement sur la planification de la résilience urbaine et l'établissement des priorités des investissements.

*Les autres projets actifs au cours de l'exercice 2019 sont décrits à l'annexe 2 du présent rapport.*

## PLEINS PHARES : Relèvement et investissements axés sur la résilience suite à des inondations et des glissements de terrain à Freetown, au Sierra Leone

Le 14 août 2017, Freetown, la capitale du Sierra Leone, a connu des pluies torrentielles et des inondations, qui ont entraîné la chute d'une partie de la montagne de Sugar Loaf. Les glissements de terrain ont provoqué la mort de quelque 500 personnes, 600 autres personnes ont été portées disparues et plus de 3 000 personnes se sont retrouvées sans abri. Dans les jours qui ont suivi l'événement, de fortes pluies ont continué à tomber sur Freetown et accru le risque de nouveaux glissements de terrain, provoquant une augmentation du nombre de personnes déplacées.

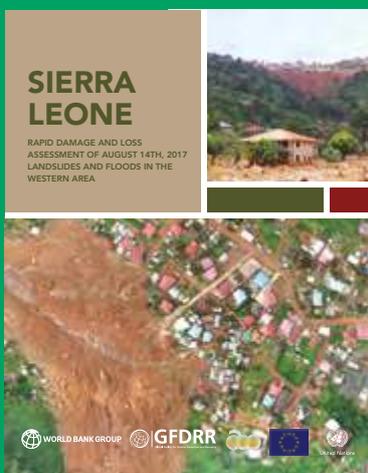
Immédiatement après le glissement de terrain et les inondations, des agences internationales ont produit et partagé des cartes et des images satellites d'avant et d'après la catastrophe. Le Gouvernement sierra-léonais a aussi demandé un soutien pour entreprendre une évaluation rapide des besoins suite aux coulées de boue et aux inondations et pour élaborer un cadre de relèvement après les inondations, financé par le programme ACP-UE NDRR.

Le rapport d'évaluation a été présenté le 8 septembre 2017 au président, au vice-président, aux ministres et à de hauts fonctionnaires, ce qui leur a permis de formuler rapidement un cadre de relèvement fondé sur des bases factuelles.

L'évaluation rapide des besoins a analysé les dommages humains et économiques causés par la catastrophe et a souligné les besoins de mobiliser des ressources de relèvement. Les recommandations formulées comportaient des mécanismes institutionnels ainsi que des options de politique publique pour accompagner des efforts de relèvement et de reconstruction propices à une résilience aux catastrophes à long terme. Le rapport constatait également l'insuffisance des infrastructures de Freetown pour faire face à la croissance démographique des dix dernières années. L'exposition et la vulnérabilité de la ville aux aléas naturels ont été exacerbées par des techniques de construction non réglementées et dangereuses dans des zones à haut risque, auxquelles d'autres facteurs se sont greffés, tels que le changement climatique.

En s'appuyant sur les recommandations de l'évaluation rapide des besoins, le programme soutient un projet ultérieur intitulé *Élaboration d'une politique, d'une planification et d'investissements résilients en matière de relèvement post-catastrophe à Freetown*, lancé au cours de l'exercice 2019 pour aider le gouvernement à renforcer ses institutions et ses capacités en matière de GRC et à promouvoir des efforts de réhabilitation et de relèvement éclairés en fonction des risques. Parmi les bénéficiaires et les partenaires visés figurent des cadres et des employés techniques du Bureau de la sécurité nationale, de l'Agence de protection de l'environnement, du ministère des Terres, du Logement et de l'Environnement, du conseil municipal de Freetown et du conseil de district rural de la région occidentale. Le projet a déjà donné lieu à la formulation de conseils techniques destinés au gouvernement sur les considérations institutionnelles et fonctionnelles à prendre en compte lors de la mise en place d'une nouvelle agence de gestion des catastrophes, ainsi qu'à l'apport d'une expertise technique pour éclairer la conception d'un nouveau projet de résilience urbaine. S'ajoutent à cela des conseils sur le partage de données et les systèmes d'information pour la GRC et un urbanisme résilient.

Un premier enseignement peut déjà en être tiré, à savoir la nécessité non seulement d'entreprendre une analyse post-catastrophe portant sur un événement de catastrophe spécifique, mais aussi de s'attaquer aux causes profondes des risques qui exposent les populations au changement climatique.



L'évaluation rapide des besoins financée par le programme ACP-UE NDRR est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/2HMDKv>

## PLEINS PHARES : Solliciter la participation des communautés locales à l'élaboration de données ouvertes (open data) liées aux risques climatiques en République du Congo

Avec une population de 4,4 millions d'habitants, dont 64 % vivent en milieu urbain, la République du Congo est l'un des pays les plus urbanisés d'Afrique. Les efforts de gestion, de réglementation et de facilitation d'une urbanisation productive et inclusive ont été entravés par le manque de capacités d'urbanisme, l'insuffisance des investissements et l'inadéquation des capacités institutionnelles des principales parties prenantes tant au niveau national que local. Toutes ces lacunes entraînent la détérioration progressive des conditions de vie et de travail dans les principales zones urbaines du pays, qui s'accompagne d'un étalement urbain et de spéculations foncières ayant pour effet de déplacer les résidents urbains pauvres vers des zones inadaptées à l'habitat.

Le projet *Intégration de la résilience urbaine dans les activités de revalorisation des quartiers pauvres à Brazzaville et Pointe-Noire* soutient des activités de renforcement des capacités et de développement d'outils pour faire en sorte que l'administration centrale et les administrations locales soient mieux préparées. Les activités de cartographie communautaire sur le terrain ont déjà amélioré les capacités et les réseaux locaux pour tenir à jour les informations sur les risques et les utiliser. Un atelier a eu lieu en octobre 2018 avec des parties prenantes de Brazzaville et de Pointe Noire représentant l'administration centrale, les administrations locales, les communautés et des organisations de la société civile. L'atelier a présenté les principaux objectifs du projet et le processus de collecte de données. Une fois vérifiées, les données ont été publiées sur la plateforme Open Street Map, devenant ainsi libres d'accès. Un deuxième atelier a eu lieu en mai 2019 pour présenter cette initiative, afin d'encourager les relations avec les parties prenantes locales et d'accroître la notoriété du projet au niveau national.

Il est prévu que le projet s'achève en juillet 2020. L'un des enseignements préliminaires tirés de ce projet tient au fait qu'un cadre participatif de collecte de données sur les risques permet de découvrir des possibilités de collaboration, d'éclairage et de développement. Un autre porte sur la nécessité de concevoir les méthodologies de collecte de données en ayant à l'esprit les utilisateurs qu'elles visent et l'impact qu'elles auront, en vue de recueillir des éclairages et des résultats clairs et exploitables.

Ces activités s'inscrivent dans une initiative de plus grande envergure intitulée *Villes Ouvertes en Afrique (Open Cities Africa)*, qui sollicite la participation des administrations locales, de la société civile et du secteur privé dans 11 villes d'Afrique subsaharienne en vue de développer les informations nécessaires pour relever les défis de la résilience aux catastrophes. L'initiative *Villes Ouvertes en Afrique* est également cofinancée par l'Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique financée par l'UE, qui fait partie du programme de coopération ACP-UE NDRR *Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne*.

Pour plus d'informations sur le projet ACP-UE NDRR et l'initiative Villes Ouvertes en Afrique :

- Un blog sur le travail de terrain participatif en matière de cartographie a été publié ici (en anglais) : <https://bit.ly/2WVp7D1>.
- Un article « Récits d'impacts » concernant l'initiative Villes Ouvertes en Afrique a été publié ici (en anglais) : <https://bit.ly/2WV8qDw>.



Activité de cartographie communautaire réalisée par un groupe de femmes à Brazzaville. Crédit photo: Banque mondiale

## *Vue d'ensemble des activités au cours de l'exercice 2019*

### Le programme aux Caraïbes

Les activités menées aux Caraïbes au cours de l'exercice 2019 ont répondu à une demande croissante non seulement d'accès libre aux informations sur les risques, mais aussi d'approfondir les activités dans les secteurs des infrastructures résilientes et de la résilience urbaine. Des gouvernements ont également sollicité une assistance technique pour concevoir des stratégies de préparation à l'échelle nationale qui permettront des réponses coordonnées et plus efficaces en cas de catastrophe.

## Activités aux Caraïbes

Au cours de l'exercice 2019, le portefeuille pour les Caraïbes comptait 14 projets actifs, dont 2 projets régionaux (Volet 1), 9 projets nationaux (Volet 2) et 3 projets post-catastrophe et de renforcement des capacités (Volet 3). Un financement a été approuvé pour 5 d'entre eux pendant l'exercice, de la manière expliquée ci-dessous.



Deux projets régionaux ont soutenu les efforts de **partage des connaissances et des données** entre les pays et les praticiens de GRC. Le Manuel des Caraïbes pour la gestion des renseignements sur les risques (*Caribbean Handbook for Risk Information and Management - CHaRIM*) a été élaboré en 2015-2016, avec le soutien du programme ACP-UE NDRR. CHaRIM fournit un cadre méthodologique sur mesure que les gouvernements peuvent consulter pendant la passation des marchés de services devant envisager les glissements de terrain et les inondations. Un projet de suivi lancé en novembre 2018 aide des pays des Caraïbes **à concevoir et à orienter des évaluations des aléas et des risques**, ainsi qu'à utiliser les informations qui en résultent pour la prise de décision. Ce travail est entrepris en étroite coordination avec la CDEMA et intègre d'autres plateformes régionales de partage des connaissances et des données, telles que le système d'information sur les risques aux Caraïbes. Un deuxième projet régional a cofinancé l'organisation de la **Conférence aux Caraïbes Comprendre les risques (*Understanding Risk - UR, Conférence UR Caraïbes*)** qui s'est tenue du 27 mai au 1<sup>er</sup> juin 2019 à la Barbade. Portant sur le thème « Du risque à la résilience : une fondation pour l'action », la conférence a réuni près de 500 participants, dont des responsables gouvernementaux, des universitaires, des entreprises du secteur privé, des praticiens de la gestion des catastrophes, des bailleurs de fonds et des organisations internationales pour partager des idées et les enseignements tirés du renforcement de la résilience aux Caraïbes (*voir page 34 pour plus d'informations sur la conférence*). Elle a posé les bases des décisions et des actions à prendre lors de la 11<sup>e</sup> Conférence des Caraïbes sur la gestion globale des catastrophes, organisée par la CDEMA en décembre 2019 à Sint Maarten. Le forum a également été l'occasion de lancer deux nouveaux programmes financés par l'UE et gérés par la GFDRR. Le premier est le Mécanisme régional de renforcement de la résilience dans les Caraïbes, qui soutient 15 pays des Caraïbes en fournissant une assistance technique pour renforcer la résilience, mobiliser des investissements afin de réduire la vulnérabilité et de renforcer la protection financière contre les catastrophes. Le second programme vise à fournir une assistance technique pour le financement et l'assurance des risques de catastrophes dans les pays et territoires d'outre-mer des Caraïbes.



Port-Au-Prince, Haïti  
Crédit photo: iStock

Des efforts de **renforcement des systèmes de préparation** en amont d'une catastrophe et de renforcement des capacités d'un système à intervenir efficacement en aval sont essentiels pour protéger la sécurité publique, préserver les gains de développement accomplis et accroître la résilience. Cinq projets nationaux à **Saint-Vincent-et-les Grenadines, à Sainte-Lucie, à Saint-Kitts-et-Nevis, à la Grenade et à la Dominique** ont été lancés à la fin de l'exercice 2019, à la demande de la CDEMA, au nom des gouvernements respectifs. Ayant le mandat de coordonner les activités régionales dans ce domaine, la CDEMA sert de partenaire conjoint pour entreprendre des évaluations institutionnelles et planifier des investissements stratégiques appuyant l'architecture nationale et régionale pour des activités de préparation et d'intervention en cas d'urgence. En **Haïti**, deux nouveaux projets lancés à la fin de l'exercice 2019 portent sur des problèmes de **résilience urbaine**. Le premier consiste à renforcer la résilience dans les milieux urbains et a mis au point une méthodologie pour classer par ordre de priorité les investissements dans la prévention des risques pour les infrastructures essentielles et des secteurs économiques ciblés, notamment ceux de l'éducation, de la santé et des transports. Plusieurs ministères sectoriels ont reçu des outils analytiques destinés à renforcer leurs capacités de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de catastrophe. L'autre projet vise à renforcer les capacités techniques du ministère des Travaux publics à planifier et à porter à exécution des mesures de prévention des risques d'inondations, y compris de grands travaux d'ingénierie hydraulique, ainsi que des mesures de prévention des risques non structurels dans des bassins hydrographiques urbains, notamment des initiatives d'infrastructures vertes à Cap-Haïtien, la deuxième ville du pays. À **Saint-Vincent-et-les Grenadines**, le gouvernement a demandé des orientations techniques et stratégiques sur la résilience urbaine pour le réaménagement de Kingstown, la capitale, et pour l'aménagement d'une nouvelle « ville moderne » à Arnos Vale. Afin de mieux comprendre les lacunes du cadre réglementaire, une enquête approfondie a été réalisée auprès des ministères concernés (à savoir ceux du Plan, du Développement durable et des Technologies de l'information ; des Transports, des Travaux publics, de la Rénovation urbaine et de l'Administration locale ; du Logement, des Établissements humains informels, des Terres et des Arpentages, etc.) et avec les organismes compétents en vue d'examiner les politiques et le cadre juridique connexes concernant l'aménagement du territoire, la planification, l'urbanisme, le logement et la GRC.

## Activités post-catastrophe

À la **Dominique**, suite aux recommandations formulées dans le PDNA réalisé après l'ouragan Maria de 2017, le ministère du Logement et le Département d'Aménagement du territoire ont demandé une assistance technique pour renforcer la planification d'une reconstruction et d'un relèvement résilients dans le secteur du logement, qui était l'un des plus touchés pendant l'ouragan. L'assistance technique contribue directement à la mise en œuvre du Projet de relèvement du logement de la Dominique financé par la Banque mondiale (40 millions de dollars) et soutient d'autres initiatives de relèvement du logement lancées par le gouvernement. L'un des éléments déterminants de la réussite du relèvement du logement tient à l'élaboration d'un système d'information pour la gestion visant à faciliter le processus de sélection et d'enregistrement des bénéficiaires, le suivi ultérieur de l'avancement du projet et la gestion des griefs liés au projet. Le projet de relèvement du logement a donc mis au point le système d'information pour la gestion et au cours de l'exercice 2019, le projet ACP-UE NDRR a pris en charge la tenue à jour du système et la formation de ses principaux utilisateurs, à savoir le personnel de l'unité d'exécution du projet, du ministère du Logement, du ministère du Plan, du ministère des Finances, et de l'unité des Technologies de l'information et des communications du gouvernement. Le renforcement des capacités est un aspect important pour la mise en œuvre réussie du système d'information pour la gestion, afin d'assurer un transfert rapide et efficace des connaissances, des technologies et de l'expérience, et de faciliter le renforcement institutionnel.

*Les autres projets actifs au cours de l'exercice 2019 sont décrits à l'annexe 2 du présent rapport.*

## PLEINS PHARES : Soutien à la reconstruction et au relèvement résilients à la Dominique

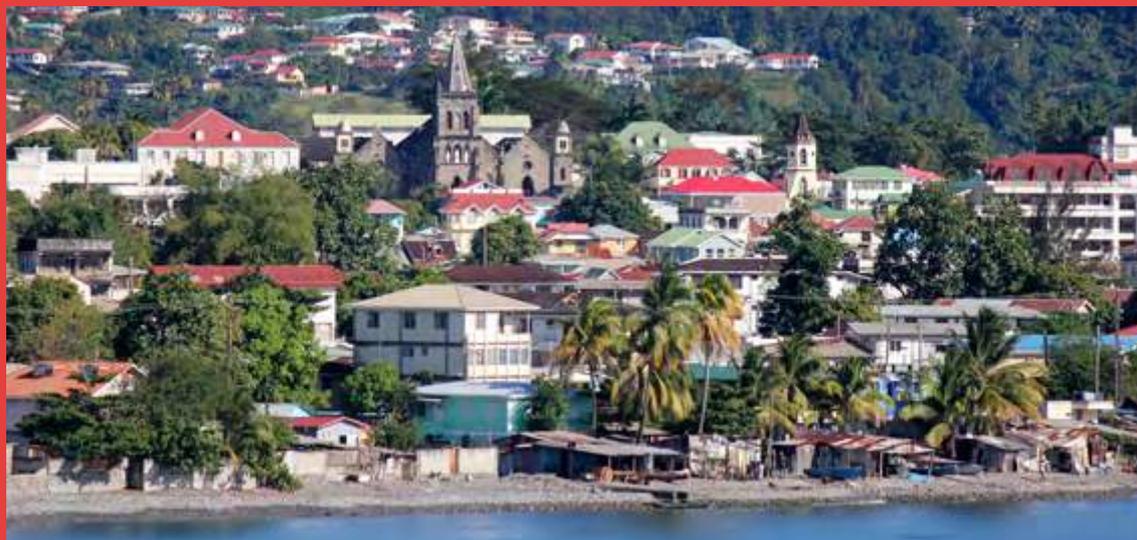
Situé dans la ceinture des ouragans de l'Atlantique, la Dominique est extrêmement vulnérable à des phénomènes météorologiques et à des événements géophysiques de forte intensité. L'aménagement du territoire se concentre le long d'étroites bandes côtières et la plupart des maisons ne sont pas construites pour résister à des aléas naturels.

L'ouragan Maria de 2017, le premier ouragan de catégorie 5 à s'abattre sur la Dominique, a provoqué des destructions majeures en termes de développement humain et sur l'économie d'un pays qui ne s'était toujours remis de la tempête tropicale Erika de 2015. Il a provoqué 31 morts et 37 personnes disparues, sur une population de moins de 80 000 personnes. Les habitants ont subi des milliers de blessures et près de 80 % des habitants ont été directement affectés par les perturbations causées aux réseaux d'approvisionnement d'eau et d'électricité, les pertes agricoles et les dommages subis par les maisons. Le PDNA financé par le programme ACP-UE NDRR en septembre 2017 a estimé le montant total des dommages et pertes subis par cette petite île à près de 1,3 milliard de dollars, soit 226 % de son PIB de 2016. En outre, le programme ACP-UE NDRR a soutenu l'élaboration d'un DRF, qui dresse dans les grandes lignes la planification et la mise en œuvre des interventions de relèvement après le passage de l'ouragan Maria par l'adoption d'un ensemble d'actions de soutien au relèvement et à la résilience à long terme en réduisant les risques d'aléas climatiques.

La communication des résultats du PDNA est essentielle pour mobiliser du soutien et des engagements de contributions aux efforts de reconstruction et de renforcement de la résilience. Une conférence d'annonces de contributions organisée à la suite de l'ouragan (en novembre 2017 à New York) a obtenu auprès de la communauté internationale plus de 1,3 milliard de dollars de fonds destinés aux pays sinistrés par les ouragans Irma et Maria, en suivant de près les résultats des PDNA financés par le programme ACP-UE NDRR.

Devant le constat du PDNA que le logement était le secteur le plus affecté tout en étant l'un des domaines de relèvement les plus importants et les plus difficiles à mettre en œuvre, un projet de suivi intitulé *Renforcer la reconstruction résiliente à la Dominique*, financé par le programme ACP-UE NDRR, a été lancé au cours de l'exercice 2019. Celui-ci vise à soutenir la phase critique de mise en œuvre précoce du projet *Relèvement du logement de la Dominique* de la Banque mondiale, dans le but d'améliorer tant l'application que l'adoption de pratiques de construction résiliente dans le secteur du logement de la Dominique. Dans le cadre du projet ACP-UE NDRR, la résilience au changement climatique et aux catastrophes fait partie intégrante du processus de reconstruction et de relèvement. Cette démarche a été rendue possible grâce à la mise en place d'un système d'information pour la gestion qui soutient le processus d'aménagement du territoire, ainsi que le renforcement des capacités fourni au département de l'Aménagement du territoire.

L'amélioration de pratiques résilientes exige l'adoption des principes « reconstruire en mieux » dans la planification, ainsi que le renforcement des capacités au niveau national et local. En plus de fournir de l'assistance technique sur la façon de planifier la construction « en mieux » de 1 700 maisons, un soutien pratique est fourni au ministère du Logement ainsi qu'à des entrepreneurs du bâtiment et des artisans locaux et à des membres de la communauté pour les faire participer activement aux efforts de relèvement et de reconstruction.



Roseau, Dominique  
Crédit photo: iStock

## PLEINS PHARES : Transformation et résilience urbaines pour une croissance économique inclusive, Saint-Vincent-et-les Grenadines

L'archipel de Saint-Vincent-et-les Grenadines est confronté à plusieurs défis liés à l'urbanisation rapide de ses villes qui sont affectées par les impacts du changement climatique. Ainsi, des infrastructures essentielles de la capitale Kingstown sont situées sur d'étroites zones côtières à faible altitude, vulnérables à des catastrophes naturelles. Kingstown souffre déjà d'inondations et d'embouteillages chroniques et la croissance attendue des zones urbaines ne fera qu'exercer des contraintes accrues sur les infrastructures de la ville qui se détériorent.

Le Gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines est soutenu par un projet du programme ACP-UE NDRR intitulé « *Transformation urbaine et résilience pour une croissance économique inclusive*, » qui vise à renforcer son cadre juridique pour la résilience urbaine et à intégrer la GRC et l'ACC dans les politiques publiques concernées, comme dans le secteur du logement. Il facilite également des investissements dans le secteur du tourisme, avec le réaménagement de l'ancienne zone aéroportuaire d'Arnos Vale pour en faire un quartier moderne. Les bonnes pratiques en matière de renouvellement urbain et d'urbanisme recueillies au cours du projet sont partagées à l'occasion d'activités d'échanges de connaissances. À ce jour, une enquête sur l'urbanisme résilient a été élaborée et partagée avec les parties prenantes afin de mieux comprendre les conditions urbaines et les difficultés présentes dans le pays. En mars 2019, un atelier a réuni plus de 80 parties prenantes du pays issues d'organismes gouvernementaux, d'organisations de la société civile (y compris des associations de femmes et des personnes handicapées), d'acteurs du secteur privé tels que des banques, des compagnies d'assurance et des entrepreneurs du bâtiment, ainsi que de la Banque de développement des Caraïbes. L'atelier a permis aux participants de parvenir à un consensus sur la vision d'un urbanisme résilient à Kingstown et à Arnos Vale.

Après avoir finalisé le rapport technique de l'atelier, le projet se concentre désormais sur l'examen et l'élaboration de politiques pour le cadre juridique et l'aménagement du territoire, l'urbanisme, le logement et la GRC. L'équipe de projet de la Banque mondiale entreprend actuellement des études et des analyses de Kingstown et d'Arnos Vale. Elle fournit de l'assistance technique en matière de règlements de construction et de leur application, elle dispense partout dans l'île des formations à des entrepreneurs portant sur l'adoption de meilleures pratiques de construction, de passation de marchés et de gestion des marchés, et elle mobilise des experts régionaux et internationaux pour se concentrer sur les besoins nationaux en matière de capacité.

Cette approche participative de la lutte contre les impacts et les défis du changement climatique liés à l'urbanisation future rapide constitue une façon novatrice de soutenir le gouvernement dans ses efforts de consolidation de la prise de décisions en matière de résilience urbaine.



Participants lors de l'atelier à Saint-Vincent-et-les-Grenadines  
Crédit photo : Banque mondiale



Kingstown, Saint Vincent et les Grenadines  
Crédit photo: iStock

## *Vue d'ensemble des activités au cours de l'exercice 2019*

# Le programme dans le Pacifique

La demande d'assistance technique de la part des pays du Pacifique s'est axée sur l'établissement de lignes directrices pour la mise en œuvre d'un code du bâtiment national aux Fidji et à Samoa, ainsi que sur l'assistance aux petits États insulaires comme les Fidji, les Tuvalu ou le Vanuatu dans le renforcement du cadre stratégique et réglementaire pour la GRC en vue d'informer des investissements de plus grande envergure.

## Activités dans le Pacifique

Au cours de l'exercice 2019, le portefeuille pour le Pacifique comptait 12 projets actifs, dont 3 projets régionaux (Volet 1), 8 projets nationaux (Volet 2) et 1 activité post-catastrophe et de renforcement des capacités (Volet 3). Trois de ces projets ont été approuvés au cours de l'exercice et sont présentés ci-dessous.



Le Programme a répondu à la demande croissante des gouvernements afin de soutenir le **renforcement institutionnel de la GRC**. Aux **Tuvalu**, un projet approuvé en mai 2019 fournit au ministère des Services publics de nouvelles ressources pour intégrer son système de gestion des actifs côtiers afin d'atténuer les impacts de l'érosion côtière et des inondations sur les infrastructures du littoral, tout en renforçant ses capacités de mise en œuvre et d'application des règlements de construction et des codes du bâtiment. Aux **Vanuatu**, le cabinet du Premier ministre, avec le ministère des Finances et de la Gestion économique et le ministère pour le Changement climatique et les Catastrophes naturelles, utilisent les ressources mises à disposition par le programme pour porter à exécution les réformes de politique publique de la loi nationale sur la GRC et de la politique nationale sur les subdivisions. L'objectif recherché est de renforcer les capacités du gouvernement à prioriser et à mettre en œuvre des programmes de GRC et à soutenir des efforts d'aménagement du territoire informés par les risques. Aux **Samoa**, une assistance technique a été fournie au gouvernement (ministère des Travaux publics, des Transports et de l'Infrastructure, ministère des Finances, ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles) pour renforcer son cadre politique institutionnel de gestion des risques de catastrophes et liés au changement climatique et pour répondre aux exigences d'accès à un Cat-DDO, cette ligne de crédit conditionnelle de la Banque mondiale qui fournit des liquidités immédiates aux pays après une catastrophe naturelle. Samoa est le premier pays insulaire du Pacifique à mettre en place une opération d'appui aux politiques de développement de GRC à l'aide d'un Cat-DDO.

Parmi les projets approuvés avant l'exercice 2019, une assistance technique est fournie afin d'améliorer la mise en œuvre et l'application du **code du bâtiment** national aux **Fidji**, à l'appui du ministère du Développement rural et maritime, de la Gestion des catastrophes et des Services météorologiques. À la fin de l'exercice 2019, des consultations initiales ont eu lieu auprès des parties prenantes, à savoir de hauts fonctionnaires (sur le plan national, sous-national et municipal), des institutions coutumières, le monde universitaire (universités et instituts techniques), des OSC et le secteur privé (intervenant dans l'ensemble du pays et dans les zones rurales) pour élaborer le projet de lignes directrices pour la mise en œuvre du code du bâtiment national. D'autres projets ont soutenu **la résilience des infrastructures essentielles et des villes**. Au **Kiribati**, des institutions gouvernementales, dont le bureau du président et les ministères des Terres et de la Pêche, contribuent activement à l'énumération des facteurs essentiels pour planifier les allocations à la résilience climatique et le financement de terrains sûrs et abordables pour l'expansion urbaine, en particulier pour les ménages à faible revenu.

## Activités post-catastrophe

Bien que le programme n'ait soutenu aucune évaluation post-catastrophe dans la région au cours de l'exercice 2019, les conclusions et les recommandations des évaluations précédentes se sont avérées essentielles pour faire progresser le programme de résilience et de gestion des risques de catastrophes dans le Pacifique. Par exemple, le **Gouvernement tongien** s'est appuyé sur les recommandations du **cadre d'évaluation rapide des dommages et de relèvement** entrepris en juillet 2018 après le passage du cyclone tropical Gita pour obtenir un financement additionnel d'un montant de 14,95 millions de dollars au titre du *Projet de résilience du Pacifique* de la Banque mondiale qui s'inscrit dans le cadre du Programme de résilience du Pacifique. Ce financement soutient le ministère de l'Éducation tongien à la réparation d'infrastructures scolaires. Dans le rapport d'évaluation post-catastrophe, le montant économique des effets causés par le cyclone tropical Gita était estimé au total à environ 356,1 millions de dollars tongiens (164,1 millions de dollars). Cela équivaut à 37,8 % du produit intérieur brut (PIB) nominal des Tonga. Conformément aux recommandations du rapport d'évaluation post-catastrophe, on constate l'utilisation accrue aux Tonga et aux Fidji des technologies et des bonnes pratiques élaborées dans le cadre d'un autre projet régional ACP-UE NDRR lancé en janvier 2017 : le projet UAV4Resilience qui a recours à des véhicules aériens sans pilote (des drones) pour réaliser des évaluations des catastrophes dans les îles du Pacifique. Des drones ont été utilisés par le ministère de l'Éducation pour des projets de reconstruction de bâtiments scolaires après le passage de Gita, et par le ministère des Terres, des Levés et des Ressources naturelles pour valider les demandes d'indemnisation, une étape clé dans les évaluations des risques de catastrophes et des risques climatiques.

*Les autres projets actifs au cours de l'exercice 2019 sont décrits à l'annexe 2 du présent rapport.*

## PLEINS PHARES : Renforcement de la résilience communautaire dans les îles Salomon

Les îles Salomon sont exposées à un large éventail d'aléas géologiques, hydrologiques et météorologiques : tremblements de terre, éruptions volcaniques, tsunamis, glissements de terrain, cyclones, inondations, sécheresses et élévation du niveau de la mer, ce qui en fait l'un des pays les plus vulnérables au monde aux risques climatiques et aux risques de catastrophes. Le projet de Résilience communautaire au risque climatique et au risque de catastrophe aux îles Salomon (*Community Resilience to Climate and Disaster Risk in Solomon Islands - CRISP*) a contribué à accroître la résilience des communautés rurales aux impacts des aléas naturels et du changement climatique.

Au niveau national, le projet a soutenu la révision du Plan national de gestion des catastrophes de 2018 qui est en cours de déploiement. Dans le cadre de ce plan, des structures et des lignes directrices ont été établies en vue d'améliorer la gestion des catastrophes et de renforcer la collaboration interorganisationnelle. Le projet CRISP a également contribué à l'intégration de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans des secteurs du développement, tels que ceux de la santé, des infrastructures et du tourisme, y compris au niveau provincial. Le ministère de la Santé a lancé des activités de proximité et de sensibilisation, notamment un programme de sensibilisation à la radio sur les risques liés au climat et les risques de catastrophes portant sur la consommation d'eau et l'hygiène, afin de réduire le risque de maladies vectorielles et d'origine hydrique. En outre, un indice de vulnérabilité aux risques pour les établissements de santé de Guadalcanal et des provinces centrales a été mis au point pour cartographier la vulnérabilité des cliniques de santé de la province.

Le projet a également soutenu le renforcement du système national d'information géographique pour partager des informations sur les risques de résilience au changement climatique et aux catastrophes. Le système a regroupé les informations sur les aléas naturels, la vulnérabilité et d'ordre socio-économique dans un système centralisé doté d'une connexion Internet fiable et sécurisée, capable de transmettre des informations cartographiques. Ces données sont utilisées pour des interventions d'urgence et de relèvement, notamment pour éclairer les décisions et à des fins de planification portant sur la résilience aux risques de catastrophes et aux risques climatiques et sur des interventions de gestion des catastrophes. Afin d'améliorer le système d'alerte précoce du pays, un système d'alerte précoce multi-aléas a été mis en place pour surveiller les précipitations, les sécheresses, les tremblements de terre, les volcans, les tsunamis et les cyclones. Ce système d'alerte précoce multi-aléas est désormais officiellement enregistré, opérationnel et connecté à la Fédération internationale de réseaux de sismographes numériques pour assurer la surveillance des tremblements de terre, des volcans, des tsunamis et des essais nucléaires illégaux dans les eaux des Îles Salomon.

Près de 60 000 personnes bénéficient d'investissements pour la résilience au changement climatique et aux catastrophes. Au niveau communautaire, 65 investissements ont été financés en s'appuyant sur les informations provenant des plans communautaires de GRC et 55 d'entre eux ont fourni l'accès à de l'eau potable. En outre, des aides ont été fournies à la construction de cinq refuges communautaires (qui servent également de centres polyvalents), au renforcement d'une partie des fondations et à l'élévation de deux écoles pour réduire les risques d'inondations et au renforcement de deux passerelles offrant aux enfants un accès sûr pour se rendre à l'école. D'après les commentaires reçus des bénéficiaires, ces investissements ont contribué à l'amélioration de la situation de la population en matière de développement.

Le fait de solliciter la participation active des femmes à la prise de décisions lors des préparatifs et de la mise en œuvre des projets dirigés par la communauté a fait avancer l'égalité des genres et l'autonomisation de la femme. Les femmes ont également bénéficié considérablement des gains de temps à aller chercher de l'eau et ont profité du temps supplémentaire à leur disposition pour se consacrer à des activités de jardinage et de commerce, qui ont ainsi augmenté leurs revenus.

Compte tenu des infrastructures de transport limitées en place, il s'est avéré extrêmement difficile d'atteindre les populations les plus vulnérables qui vivent dans les communautés les plus éloignées, isolées et éparpillées. Pour surmonter cette difficulté, un processus centralisé d'approvisionnement a été mis en place afin d'accélérer la mise en œuvre des investissements dirigés par la communauté. Un autre enseignement tiré tient à l'importance de l'appropriation du projet et au maintien des investissements au moyen de formations sur les opérations et la maintenance au niveau national et local, qui sont actuellement entreprises.



Ville de Honiara, Îles Salomon. Crédit photo: iStock

## PLEINS PHARES : Renforcement des cadres politiques et réglementaires de gestion des risques de catastrophes dans le Pacifique

Les pays insulaires du Pacifique sont particulièrement vulnérables aux impacts des catastrophes, comme en témoignent les cyclones tropicaux successifs qui se sont abattus dans la région : Evan en 2012, Ian en 2014, Pam en 2015, Winston en 2016 et Gita en 2018. Ils sont en outre exposés à aux sécheresses, inondations, tempêtes, tremblements de terre, éruptions volcaniques et tsunamis, ainsi qu'aux effets du changement climatique, comme l'élévation du niveau de la mer, l'intrusion d'eau salée et les changements de régimes de précipitations. Compte tenu du risque croissant que présente la variabilité des impacts des aléas liés au climat pour les pays insulaires du Pacifique, ceux-ci cherchent à renforcer et à harmoniser leurs politiques, leurs stratégies et leurs règlements pour faire en sorte que les actions de GRC et d'ACC soient efficaces. Les pays insulaires du Pacifique ont certes été les premiers au monde à procéder à une telle intégration, il leur reste néanmoins des difficultés à surmonter pour renforcer leurs cadres politiques et réglementaires en matière de développement résilient au changement climatique et aux catastrophes. Le programme ACP-UE NDRR a répondu à de nombreuses demandes émanant des pays insulaires du Pacifique pour soutenir ces efforts.

Aux **Tuvalu**, les ministères et organismes concernés reçoivent des contributions techniques et analytiques pour examiner les politiques, plans et règlements existants en matière de GRC, les éventuelles lacunes, et pour déterminer les actions de réforme que le gouvernement doit prendre à titre de priorité. L'objectif visé est d'améliorer sa capacité à mettre en œuvre le Plan d'action stratégique national pour le changement climatique et la GRC. L'assistance technique est entreprise en parallèle à une proposition d'opération d'appui aux politiques de développement de GRC assortie d'un Cat-DDO, que le gouvernement a demandée. Une assistance similaire est fournie au **Vanuatu**, où le gouvernement est en train d'analyser les actuelles politiques et stratégies et de relever les domaines où il est nécessaire de procéder au renforcement et à l'harmonisation des politiques pour assurer une GRC efficace. Au cours de l'exercice 2019, des experts de la Banque mondiale ont présenté des contributions techniques ciblées à la révision de la loi nationale sur la GRC et de la politique nationale sur les subdivisions du Vanuatu. Le programme soutient l'élaboration d'un cadre global de relèvement après une catastrophe qui offrira des orientations politiques et stratégiques pour l'établissement et la mise en œuvre de mesures de relèvement post-catastrophe et dans une perspective « reconstruire en mieux », ainsi que pour le déblocage, l'accessibilité et la mise en œuvre de sources de financement post-catastrophe. Les contributions techniques et analytiques soutiennent une opération planifiée d'appui aux politiques de développement de la GRC assortie d'un Cat-DDO, financée par la Banque mondiale.

Aux **Samoa**, le gouvernement renforce son cadre de politique institutionnelle pour le climat et la GRC et s'efforce de répondre aux exigences d'accès à un Cat-DDO en améliorant l'efficacité d'un système d'alerte précoce multi-aléas et en élaborant des solutions pratiques, des lignes directrices et des messages de sensibilisation sur le code du bâtiment et les normes de construction révisés. Grâce au financement apporté par le programme, des lignes directrices ont été élaborées pour renforcer les capacités du personnel du ministère des Travaux publics, des Transports et de l'Infrastructure à évaluer les demandes de permis de construire et à en vérifier la conformité aux normes et au code révisés. Le gouvernement a adopté aussi une démarche de communication, d'une part avec le secteur du bâtiment quant au contenu et aux implications du code du bâtiment révisé, et d'autre part avec les communautés au sujet des risques climatiques et liés aux catastrophes. Une assistance technique a également été fournie aux **Fidji** sur leur code du bâtiment national. En 2019, un projet a été lancé pour renforcer la capacité du gouvernement à améliorer la conception et la construction de maisons et d'établissements scolaires à un seul étage pour parer aux risques liés au climat et risques de catastrophes. Le projet fournit de l'assistance technique aux ministères et aux institutions concernés afin de les aider à élaborer des lignes directrices pour la mise en œuvre du code du bâtiment en vigueur dans le pays en vue de la construction de nouvelles maisons résidentielles à un seul étage et de nouveaux établissements scolaires à un seul étage situés dans les zones rurales. Ces activités soutiennent la deuxième Opération de viabilité budgétaire et de développement de la résilience au changement climatique aux Fidji de 63 millions de dollars financée par la Banque mondiale et approuvée en novembre 2019.



*Kiritibati, île de Tarawa. Crédit photo: iStock*

## Renforcement des capacités

Le programme ACP-UE NDRR permet également, par le biais de ses projets, le renforcement des capacités et le partage des meilleures pratiques. Ces activités se concrétisent par des événements et des ateliers internationaux, régionaux ou nationaux, où des décideurs politiques, des praticiens de la GRC, des acteurs de la société civile ou des universitaires peuvent partager leurs connaissances et les meilleures pratiques de leurs pays ou régions respectifs. Au cours de l'exercice 2019, le programme a soutenu un certain nombre d'activités de renforcement des capacités lors de plusieurs événements ou forums internationaux.

### Journée de partage de connaissances sur la résilience communautaire et la gouvernance inclusive des risques



Participants lors de la Journée de partage de connaissances en novembre 2018.  
Source : Banque mondiale

En novembre 2018, la Commission européenne et le Secrétariat ACP ont organisé à Bruxelles en Belgique la Journée de partage de connaissances. Au cours de l'événement, plus d'une centaine de parties prenantes, parmi lesquelles de hauts fonctionnaires des pays ACP et d'institutions régionales, du Secrétariat ACP, de la Commission européenne, d'ONG, des représentants de membres et d'observateurs de la GFDRR, les parties prenantes basées à Bruxelles, et de la Banque mondiale, ont discuté des possibilités de renforcer la résilience au niveau communautaire et de promouvoir une gouvernance inclusive des risques. Il a été largement convenu que l'inclusion des communautés locales est essentielle à la pérennité des projets de GRC et aux efforts pour faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte. Le rapport de synthèse de la journée de partage de connaissances et une vidéo récapitulative sont disponibles (en anglais) à : [www.bit.ly/NDRRKPD](http://www.bit.ly/NDRRKPD)

### Journée de réflexion intra-ACP sur l'intégration de la gestion des risques de catastrophes et de l'adaptation au changement climatique



Participants à la journée de réflexion intra-ACP en novembre 2018.  
Source : Commission européenne

Dans la foulée de la journée de partage de connaissances, une journée de réflexion sur le programme ACP-UE NDRR a également été organisée en novembre 2018 à Bruxelles en Belgique. Cet événement a rassemblé plus de 90 participants, notamment des hauts fonctionnaires des pays ACP et des organisations régionales, du Secrétariat ACP, de la Commission européenne et de la Banque mondiale. Le thème de la journée de réflexion portait sur *l'intégration de la GRC et de l'ACC dans les pays ACP*. Les participants ont partagé leurs expériences sur le terrain, dont celles relatives aux projets mis en œuvre dans le cadre du programme ACP-UE NDRR depuis 2011. Beaucoup d'entre eux ont souligné que l'efficacité des interventions de GRC est étroitement corrélée à leur alignement sur les priorités nationales et régionales. Les participants ont fait état de plusieurs difficultés, notamment le manque

de partage des données entre les acteurs de la GRC et l'insuffisance de l'intégration de la GRC dans les stratégies de développement nationales. Les participants ont largement reconnu les contributions positives apportées par le programme ACP-UE NDRR au renforcement de la résilience aux aléas naturels, par exemple en aidant à actualiser la législation sur la GRC et en élaborant des approches innovantes en matière de financement des risques de catastrophes. Le rapport de synthèse de la journée de réflexion, une courte vidéo et toutes les présentations sont disponibles (en anglais) à : <https://bit.ly/2u7EIJm>

# Quatrième édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction



GFDRR



Membres du groupe d'experts lors de la session plénière de clôture de la WRC4 en mai 2019  
Crédit photo : UNDRR

Les 13 et 14 mai 2019, la quatrième édition de la conférence mondiale sur la reconstruction (*World Reconstruction Conference - WRC4*) a réuni à Genève en Suisse plus d'un millier de participants issus de gouvernements nationaux et d'administrations locales, de la société civile, du secteur privé, du monde universitaire et d'organisations internationales du monde entier. La conférence était organisée conjointement par le Secrétariat ACP, la Commission européenne, le PNUD, la Banque mondiale et la GFDRR, sous l'égide du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR). Elle a eu lieu conjointement à la 6<sup>e</sup> plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophes, qui s'est tenue à Genève, du 13 au 17 mai 2019. L'objectif global recherché était de parvenir à un consensus en vue de renouveler et d'accélérer les efforts à la réalisation de processus inclusifs pour le relèvement. La conférence a défendu une démarche d'inclusion pour un relèvement axé sur la résilience et a examiné les raisons pour lesquelles certains groupes minoritaires sont les laissés pour compte des processus de relèvement post-catastrophe et les moyens à déployer pour mieux les inclure.

Le programme ACP-UE NDRR a facilité la participation de plus d'une cinquantaine de délégués des pays ACP à diverses sessions de la WRC4, y compris en tant qu'intervenants et membres de groupes d'experts. Les représentants des pays ACP ont partagé leurs connaissances et les enseignements tirés de l'inclusion de toutes les parties prenantes dans les processus de relèvement et de reconstruction post-catastrophe.

Toutes sortes de thèmes ont été abordés lors des sessions de la WRC4, parmi eux la protection civile, les milieux urbains et ruraux, le financement des risques, la promotion du leadership des femmes dans le relèvement et la sensibilité aux conflits. Plusieurs sessions ont également adopté un prisme géographique spécifique, que ce soit sur l'Asie du Sud, l'Afrique ou les petits États insulaires. En outre, des démonstrations de formation post-catastrophe ont été organisées pendant les deux jours de la conférence.

Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Léonard-Émile Ognimba, Sous-secrétaire général du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), a prononcé l'allocation de clôture de la WRC4, soulignant la diversité des sujets débattus lors de la conférence, qui illustrent bien toute la complexité du processus de relèvement et les difficultés pour faire en sorte qu'il relève d'une démarche inclusive. Il a également insisté sur l'importance cruciale de la collaboration de tous les partenaires et de tous les gouvernements en vue de parvenir à une inclusion réelle en matière de relèvement et de développement.

La WRC4 a contribué au dialogue international sur l'inclusion en sensibilisant les esprits à ce sujet, en facilitant les discussions, en aiguisant la réflexion et en établissant l'ordre du jour en vue d'un engagement futur.

- De plus amples informations sont disponibles (en anglais) à <https://www.gfdr.org/en/WRC4>.
- Le communiqué commun est disponible (en anglais) à <https://bit.ly/2VSNjN8>.
- Le lien vers la vidéo sur les points saillants et toutes les interviews (en anglais) est disponible à <https://bit.ly/2ERIKZb>.



Photo de groupe prise à la clôture de la réunion des praticiens de la SISRI à Genève (12-13 mai 2019)  
Crédit photo : GFDRR

## Réunion des praticiens de l'Initiative des petits États insulaires

Dans le cadre l'initiative SISRI<sup>4</sup>, le programme ACP-UE NDRR a cofinancé la quatrième réunion du réseau des praticiens de la SISRI qui s'est tenue à Genève les 12 et 13 mai 2019, en marge de la WRC4 et de la Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophes de 2019.

La réunion a rassemblé plus d'une soixantaine de participants de 29 PEID pour échanger sur leurs difficultés et leurs solutions et pour discuter de la manière d'intensifier les efforts de développement résilient au changement climatique et aux catastrophes. Elle a été coparrainée par la Commission européenne et coor-

ganisée par la GFDRR/la Banque mondiale, l'UNDRR, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.

La réunion a porté sur toute une série de sujets qui ont permis de faire avancer les points suivants

- Une prise de décision fondée sur les risques est essentielle pour aider les PEID à prioriser les investissements axés sur la résilience ;
- Des instruments financiers novateurs et la participation du secteur privé sont essentiels au maintien des investissements axés sur la résilience ;
- La stimulation des capacités de mise en œuvre doit aller de pair avec des efforts de renforcement de la résilience ; et
- Une planification de la résilience inclusive et sensible à la dimension du genre permettra de faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte.

Un blog (en anglais) de la Banque mondiale sur cet événement est disponible à <https://bit.ly/2lgyt8J> et plus d'informations sur le soutien apporté par le programme ACP-UE NDRR à cet événement sont disponibles (en anglais) à <https://bit.ly/31TOQCh>.



Participants à la Conférence UR Caraïbes  
Crédit photo : Banque mondiale

## Conférence UR Caraïbes

En mai 2019, la CDEMA et l'UE, en partenariat avec la Banque mondiale et la GFDRR, ont organisé la conférence UR (« Understanding Risk » : Comprendre le risque) à la Barbade en vue de cerner les enjeux posés par les risques de catastrophes dans la région entière et de s'y attaquer. La Conférence UR Caraïbes a réuni des praticiens de la GRC aux côtés de responsables gouvernementaux, d'urbanistes, de parties prenantes du secteur de l'assurance, des organisations du secteur privé, des universitaires, des banques multilatérales de développement, des OSC et d'autres

partenaires régionaux, en vue de prendre collectivement des mesures concrètes pour lutter contre les risques de catastrophes et les réduire.

La conférence a été cofinancée par le programme ACP-UE NDRR et a rassemblé plus de 500 délégués originaires de plus de 20 pays des Caraïbes venus assister à des sessions et des démonstrations en direct présentées par des institutions et des organisations telles que l'Université des Indes occidentales, l'Université de Harvard, l'agence spatiale américaine (la National Aeronautics and Space Administration - NASA), l'Organisation des États de la Caraïbe orientale et l'UNDRR.

- Pour plus d'informations sur des sessions spécifiques de la Conférence UR Caraïbes, voir la page (en anglais) : <https://bit.ly/2Chs8bj>.
- Pour plus d'informations sur le soutien apporté par le programme ACP-UE NDRR à cet événement, voir la page (en anglais) <https://bit.ly/2RCOtqH>.
- Toutes les vidéos liées à l'événement sont accessibles à <https://bit.ly/2JeB6JG>.
- Un article sur cet événement est disponible (en anglais) à <https://bit.ly/3222J16>.

<sup>4</sup> Pour plus d'informations sur la SISRI, consulter le site (en anglais) <https://bit.ly/2lo2y8v>

# Tirer parti des investissements dans la gestion des risques de catastrophes

Depuis son lancement, le programme ACP-UE NDRR a bénéficié de la capacité de la GFDRR à exploiter non seulement le pouvoir de mobilisation et l'expertise technique de la Banque mondiale mais aussi ses capacités de financement, et à attirer des financements provenant d'autres sources. Depuis son lancement, le programme ACP-UE NDRR a mobilisé plus de **3,2 milliards de dollars** au moyen de **cofinancement**, de **l'effet de levier de facilitation** et de **l'effet de levier de l'information**, dont environ **1,2 milliard de dollars pour l'exercice 2019**. Cette mobilisation souligne les importantes contributions apportées par le programme à l'intensification du financement pour la GRC, tout en ajoutant de la valeur au processus de formulation et de mise en œuvre d'opérations de GRC et d'investissement post-catastrophe. Le montant mobilisé est calculé à l'aide d'une analyse de portefeuille, qui distingue les types de mobilisation et relève les effets de levier connexes obtenus au cours de l'exercice 2019 :

**Cofinancement** : il s'agit du financement conjoint ou parallèle d'un projet au moyen de prêts et/ou de subventions en vue d'en accroître l'échelle. Dans le cas présent, le projet ACP-UE NDRR s'inscrit dans un montage financier de plus large envergure comportant d'autres sources de financement. Dans ce cas, toutes les différentes sources de financement financent le même programme, le même objectif, les mêmes composantes et les mêmes résultats attendus, en vue d'éviter la fragmentation de l'assistance apportée. Aucun effet de levier de ce type n'a été enregistré au cours de l'exercice 2019.

**Facilitation du financement du développement** : il s'agit de la capacité d'un projet ACP-UE NDRR à déclencher des financements qui sans lui n'auraient jamais vu le jour. On entend par là, par exemple, les cas où les activités financées par le programme soutiennent directement la conception et/ou la mise en œuvre d'une opération de GRC, ou les cas où les activités d'un projet ACP-UE NDRR veillent à ce qu'un pays réponde aux critères pour avoir droit à un prêt de la Banque mondiale (Opération d'appui aux politiques de développement). Voici quelques exemples de projets réalisés au cours de l'exercice 2019 :



- > Le projet **Renforcer la résilience urbaine et côtière de Saint-Louis** au Sénégal, financé par une contribution à hauteur de 400 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a soutenu le *Projet de relèvement d'urgence et de résilience de Saint-Louis* de 50 millions de dollars financé par la Banque mondiale.

---

- > Le projet **Élaboration d'une politique, d'une planification et d'investissements résilients en matière de relèvement post-catastrophe à Freetown** au Sierra Leone, financé par une contribution à hauteur de 450 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a soutenu le *Projet d'un Sierra Leone urbain résilient* de 50 millions de dollars financé par la Banque mondiale.

---

- > Le projet de **Renforcement de la résilience face aux catastrophes et au changement climatique** en Haïti, financé par une contribution à hauteur de 500 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a soutenu le *Projet de renforcement de la gestion des risques de catastrophes et de la résilience au changement climatique* de 35 millions de dollars financé par la Banque mondiale.

---

- > Le projet régional du **Programme d'information sur les risques aux Caraïbes II**, financé par une contribution à hauteur de 600 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a soutenu le *Projet de réduction de la vulnérabilité aux catastrophes de la Dominique* de 17 millions de dollars financé par la Banque mondiale.

---

- > Le projet régional **Utilisation de véhicules aériens sans pilote pour les évaluations des catastrophes dans les îles du Pacifique**, financé par une contribution à hauteur de 740 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a soutenu le *Programme de résilience du Pacifique pour le Tonga* de près de 15 millions de dollars financé par la Banque mondiale.

En outre, plusieurs subventions approuvées au cours de l'exercice 2019 ont soutenu l'établissement de prêts à l'appui de politiques de développement assortis d'un Cat-DDO<sup>5</sup>. Il s'agit d'un instrument de l'IDA ou de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement qui sert de ligne de crédit conditionnelle en fournissant des liquidités immédiates aux pays qui viennent de subir une catastrophe naturelle, tout en les aidant à élaborer des solutions pour renforcer les aspects juridiques, politiques et d'autres aspects institutionnels des mesures-cadres de la GRC. Au cours de l'exercice 2019, cela concernait les projets suivants :

- > Le projet de **Renforcement des capacités techniques et institutionnelles en matière de gestion des risques liés au climat et aux catastrophes** au Malawi, financé par une contribution à hauteur de 400 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, soutenait l'*Opération d'appui aux politiques de développement et le Cat-DDO de gestion des risques de catastrophes* de 70 millions de dollars financés par la Banque mondiale.
- > Le projet de **Renforcement des capacités de mise en œuvre des codes du bâtiment et d'amélioration des systèmes multirisques** aux Samoa, financé par une contribution à hauteur de 200 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, soutenait la *Deuxième opération d'appui aux politiques de développement de résilience avec Cat-DDO* de 13,7 millions de dollars financée par la Banque mondiale.
- > Le projet de **Renforcement du cadre politique et réglementaire pour la gestion des risques de catastrophes à Tuvalu**, financé par une contribution à hauteur de 200 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, soutenait l'*Opération d'appui aux politiques de développement et le Cat-DDO de gestion des risques de catastrophes* des Tuvalu de 13,5 millions de dollars financés par la Banque mondiale.
- > Le projet de **Renforcement du cadre institutionnel et juridique de la gestion des risques de catastrophes** au Vanuatu, financé par une contribution à hauteur de 200 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, soutenait l'*Opération d'appui aux politiques de développement et le Cat-DDO de gestion des risques de catastrophes du Vanuatu* de 10 millions de dollars financés par la Banque mondiale.

**Information sur la mobilisation des ressources :** Cette activité donne lieu à un projet ACP-UE NDRR qui influence la conception d'investissements plus importants de la part de gouvernements nationaux ou de partenaires de développement. Par exemple, un projet ACP-UE NDRR fournit des données empiriques telles que des évaluations des risques, des évaluations des besoins post-catastrophe ou un plan de relèvement, dont les analyses ou les éléments d'appréciation contribuent à influencer la conception d'un investissement plus important. Celui-ci aurait donc été conçu différemment si les activités au titre du projet ACP-UE NDRR n'avaient pas eu lieu. En voici quelques exemples au cours de l'exercice 2019 :



- > Le projet **Évaluation des besoins post-catastrophe, cadre de relèvement et études techniques pour la résilience urbaine au risque d'inondations d'Abidjan** en Côte d'Ivoire, financé par une contribution à hauteur de 350 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a informé le *Projet de résilience urbaine et de gestion des déchets solides* de 315 millions de dollars financé par la Banque mondiale.
- > Le projet **Interventions de développement urbain et de résilience de Kinshasa** en République démocratique du Congo, financé par une contribution à hauteur de 1 million de dollars du programme ACP-UE NDRR, a informé l'approbation du *Projet de développement urbain et de résilience de Kinshasa* de 500 millions de dollars financé par la Banque mondiale.
- > Le projet **Assistance technique à la résilience climatique et à la gestion des crues à Paramaribo** au Suriname, financé par une contribution à hauteur de 500 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a informé l'approbation du *Projet de remise en état du canal de Saramacca* de 35 millions de dollars financé par la Banque mondiale.
- > Le projet **Renforcement de la résilience face aux catastrophes et au changement climatique** en Haïti, financé par une contribution à hauteur de 500 000 dollars du projet ACP-UE NDRR, a informé l'approbation de l'*Opération d'appui aux politiques de développement et le Cat-DDO de gestion des risques de catastrophes en Haïti* de 42 millions de dollars financés par la Banque mondiale.

<sup>5</sup> Plus d'informations sont disponibles ici (en anglais) : <http://pubdocs.worldbank.org/en/563361507314948638/product-note-cat-ddo-ida-english-2018.pdf>.

# Annexe I : Communication et visibilité

Entre juillet 2018 et juin 2019, divers rapports, résultats de projet et documents de sensibilisation ont été publiés dans le cadre du programme ACP-UE NDRR.

## Rapports



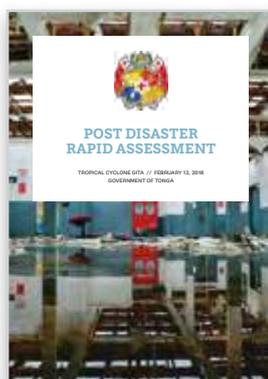
### Rapport d'activité du Programme ACP-UE NDRR 2017-2018

Le rapport d'activité du programme ACP-UE NDRR présente les résultats obtenus en 2017-2018. Le rapport est disponible en anglais à : <https://goo.gl/C15yHY> et en français à <https://bit.ly/33yLj9>.



### Rapport d'activité du Résultat 2 2017-2018

Ce rapport résume les activités et les accomplissements réalisés pour la période 2017-2018 au titre du Résultat 2 du Programme *Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne*<sup>6</sup> : les CER africaines ont des capacités opérationnelles de coordination et de planification et de conseil politique de PRC afin d'appuyer leurs États membres respectifs et leurs programmes régionaux et sous-régionaux. Le rapport est disponible en anglais à : <https://goo.gl/eN1o21> et en français à <https://bit.ly/33QSBch>



### Évaluation rapide post-catastrophe aux Tonga

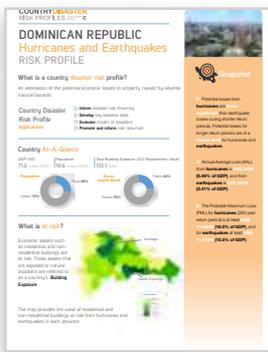
L'évaluation rapide post-catastrophe aux Tonga, entreprise avec le soutien du programme ACP-UE NDRR, a permis de réaliser l'évaluation des dommages et des impacts suite au passage du cyclone tropical Gita en février 2018. Le montant économique des effets causés par le cyclone tropical Gita était estimé au total à environ 356,1 millions de dollars tongiens (164,1 millions de dollars). Cela équivaut à 37,8 % du PIB nominal des Tonga. L'évaluation est disponible (en anglais) à : <https://goo.gl/kkJBIQ>

<sup>6</sup> Pour plus d'informations, voir <https://www.preventionweb.net/resilient-africa/>.



## Évaluation des besoins de relèvement suite à l'ouragan Irma - Résumé analytique

Suite au passage de l'ouragan Irma en septembre 2017, le programme ACP-UE NDRR a soutenu le Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda à la réalisation d'une évaluation des besoins de relèvement, conjointement avec les Nations Unies, l'Union européenne, la Banque de développement des Caraïbes et la Banque centrale des Caraïbes orientales. Le résumé analytique de cette évaluation est disponible (en anglais) à : <https://goo.gl/vAGHDF>



## Profil de risques de la République dominicaine

Le profil de risques de la République dominicaine a été élaboré dans le cadre du projet de *Renforcement de la résilience physique et budgétaire de la République dominicaine* du programme ACP-UE NDRR, qui vise à améliorer la capacité du gouvernement à renforcer la résilience physique et budgétaire du pays face à des catastrophes.

Le profil de risques est disponible en anglais à : [www.bit.ly/DRRiskProfileEnglish](http://www.bit.ly/DRRiskProfileEnglish) et en espagnol à : [www.bit.ly/DRRiskProfileSpanish](http://www.bit.ly/DRRiskProfileSpanish)



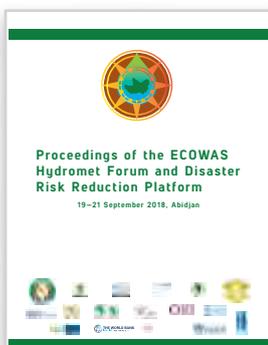
## Note sur la GRC dans les Caraïbes

Une note a été publiée résumant l'approche de la Banque mondiale en matière de GRC dans les Caraïbes, comprenant de nombreuses activités soutenues par le programme ACP-UE NDRR. Cette note vise à faire émerger des idées sur les moyens de soutien possibles que peuvent apporter les gouvernements et les organisations pour accroître la résilience des pays aux impacts des catastrophes et du changement climatique. La note est disponible (en anglais) à : [www.bit.ly/DRMintheCaribbean](http://www.bit.ly/DRMintheCaribbean)



## Urbanisme et cartographie communautaire : Rassemblement de personnes et de données à Pointe-Noire, République du Congo

Un article a été publié montrant le soutien apporté par l'Initiative Villes Ouvertes en Afrique (*Open Cities Africa*) à la cartographie communautaire à Pointe-Noire, en République du Congo. Cette activité a été cofinancée par le programme ACP-UE NDRR et l'Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique (*Africa Disaster Risk Financing - ADRF*). L'initiative Villes Ouvertes en Afrique Pointe-Noire collabore avec le *Projet de développement urbain et de modernisation des quartiers pauvres* de la Banque mondiale et des parties prenantes locales au regroupement des informations nécessaires à la planification urbaine dans toute la ville. L'article est disponible (en anglais) à : [www.bit.ly/RCPointeNoire](http://www.bit.ly/RCPointeNoire)



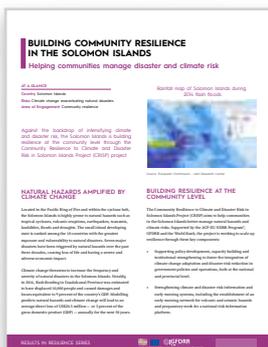
## Procès-verbal du Forum Hydromet et de la plateforme de réduction des risques de catastrophes de la CEDEAO

Le procès-verbal du Forum Hydromet et de la plateforme de réduction des risques de catastrophes de la CEDEAO qui ont eu lieu à Abidjan, en Côte d'Ivoire, en septembre 2018, a été publié.

Le document est disponible en anglais à : <https://bit.ly/2NxOqOP>

Le document est disponible en français à : <https://bit.ly/2RQFSKO>

## Série « Récits d'impacts »



## Renforcement de la résilience communautaire dans les îles Salomon.

Un « Récits d'Impacts » a été publié sur le projet *Résilience communautaire au risque climatique et au risque de catastrophe aux îles Salomon*. Celui-ci est disponible (en anglais) à <https://goo.gl/SX5TWv>



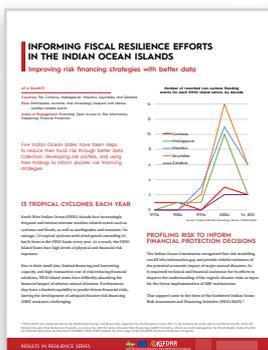
## Renforcement des services Hydromet au Lesotho.

Un « Récits d'impacts » a été publié au sujet du projet *Analyse des risques du changement climatique et gestion de l'information des systèmes d'alerte précoce*. Celui-ci est disponible (en anglais) à <https://goo.gl/KsyPo7>



## Utilisation de véhicules aériens sans pilote pour les évaluations de catastrophes aux Fidji et au Tonga.

Un « Récits d'impacts » a été publié, présentant le soutien que le programme ACP-UE NDRR a apporté aux Fidji et au Tonga pour renforcer leurs capacités et leur volonté de déployer des véhicules aériens sans pilote (des drones) en vue de réaliser des évaluations des risques de catastrophes et des risques climatiques, ainsi que pour l'identification rapide des dommages subis dans des situations de post-catastrophe. Le « Récits d'impacts » est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/RiRFijiTonga>



## Informer les efforts de résilience budgétaire dans l'océan Indien.

Un « Récits d'impacts » a été publié sur *l'Initiative d'évaluation et de financement des risques dans le sud-ouest de l'océan Indien*, cofinancée par le programme ACP-UE NDRR. Le projet a aidé cinq États de l'océan Indien : les Comores, Madagascar, Maurice, les Seychelles et Zanzibar,<sup>7</sup> à poser des bases solides pour bien comprendre leur profil de risques, leurs engagements conditionnels et leur situation budgétaire.

Le « Récits d'impacts » est disponible (en anglais) à : <http://www.bit.ly/SWIORAFI>

De plus amples renseignements sur l'Initiative d'évaluation et de financement des risques dans le sud-ouest de l'océan Indien sont disponibles (en anglais) à : [www.bit.ly/NDRRSWIORAFI](http://www.bit.ly/NDRRSWIORAFI)

<sup>7</sup> Zanzibar est une région semi-autonome de la Tanzanie.



## Soutien à la reconstruction résiliente à la Dominique suite au passage de l'ouragan Maria

Un « Récits d'impacts » a été publié décrivant le soutien apporté par le programme ACP-UE NDRR à la Dominique suite au passage de l'ouragan Maria en septembre 2017, par son engagement sur un PDNA, suivi d'un autre projet visant à améliorer l'application et l'adoption de pratiques de construction résilientes dans le secteur du logement à la Dominique. Le « Récits d'impacts » est disponible (en anglais) à : [www.bit.ly/RiRDominica](http://www.bit.ly/RiRDominica)



## Villes Ouvertes en Afrique

L'initiative Villes Ouvertes en Afrique (*Open Cities Africa*) vise à solliciter la participation des administrations locales, de la société civile et du secteur privé au développement des infrastructures d'information nécessaires pour relever les défis de la résilience urbaine. Cette initiative est soutenue par plusieurs programmes, dont le programme ACP-UE NDRR ainsi que par l'Initiative ADRF. Le « Récits d'impacts » est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/2WD8qDw>.

## Vidéos



## Temps forts de la journée de partage de connaissances et de la journée de réflexion sur le programme ACP-UE NDRR à Bruxelles en Belgique

Les 8 et 9 novembre 2018, une journée de partage de connaissances suivie d'une journée de réflexion sur le programme ACP-UE NDRR ont eu lieu à Bruxelles en Belgique. Plus de 90 délégués des pays ACP et d'organisations régionales, d'organisations internationales et d'ONG ont échangé sur les difficultés et les solutions qui existent pour parvenir à une gestion inclusive des risques de catastrophes et à l'intégration de la GRC et de l'adaptation au changement climatique dans les pays ACP. Les événements ont été organisés par le groupe des ACP, la Commission européenne et la Banque mondiale/GFDRR. La vidéo sur les temps forts de ces deux événements est disponible (en anglais) à : <https://goo.gl/2VG5SE>.



### Quatrième édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction

La vidéo des temps forts et de toutes les entrevues entreprises dans le cadre de la quatrième édition de la Conférence mondiale sur la reconstruction est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/2ERIKZb>.



### Conférence Understanding Risk des Caraïbes

Les vidéos de la Conférence UR Caraïbes qui s'est tenue à la Barbade du 27 mai 2019 au 1<sup>er</sup> juin 2019, cofinancée par le programme ACP-UE NDRR, sont disponibles (en anglais) à : <https://bit.ly/2JeB6JG>.



Ville de Maroantsetra, Madagascar  
Crédit photo: iStock

# Annexe II : Fiches d'activité pour l'exercice 2019

## Tous ACP

Voici une rapide description des quatre projets tous ACP actifs au cours de l'exercice 2019. La description des autres projets tous ACP qui étaient clos avant l'exercice 2019 est disponible à <https://www.gfdr.org/fr/acp-ue>



Lagon de Roviana, Îles Salomon  
Crédit photo: iStock

## Projets Tous ACP

Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :	Nombre total de projets : <b>5</b>	Montant total du financement : <b>\$2,410,000</b>
Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :	Nombre de projets : <b>4</b>	Montant total du financement : <b>\$2,060,000</b>

### Afrique, Caraïbes et Pacifique : Déploiement du guide du cadre de relèvement

Volet 3	
Contribution ACP-UE NDRR <b>\$1,190,000</b>	Durée <b>01/2016 – 07/2020</b>

Ce projet soutient des activités de renforcement des capacités liées au relèvement post-catastrophe et axées sur la résilience destinée à des organisations internationales et régionales, ainsi qu'à de hauts fonctionnaires dans les pays ACP. Trois types d'activités de renforcement des capacités ont lieu dans le cadre du projet :

- Formation de formateurs au niveau régional sur les méthodologies PDNA et DRF : Celle-ci inclut des événements qui aident des organisations régionales et leurs États membres à renforcer leurs connaissances et leurs compétences dans le domaine du relèvement après une catastrophe. Aucune formation de formateurs n'a été organisée au cours de l'exercice 2019.
- Programmes nationaux de développement des capacités : Au cours de l'exercice 2019, un large éventail de formations PDNA et DRF ont été dispensées à un total de 257 personnes, dont 73 femmes. Des formations ont été organisées à Maurice (60 personnes formées, dont 19 femmes), Djibouti (42 personnes formées, dont 9 femmes), Éthiopie (54 personnes formées, dont 15 femmes), Tchad (65 personnes formées, dont 12 femmes) et Kenya (36 personnes formées, dont 18 femmes).
- Modules d'apprentissage en ligne complétant le guide DRF : Une entreprise est en train de mettre au point cet outil qui sera finalisé au cours de l'exercice 2020. L'outil sera accessible au public en ligne dès qu'il sera terminé.



Participants à la formation PDNA/DRF à Nairobi au Kenya, du 27 au 31 mai 2019. Crédit photo : GFDRR

## Échange de connaissances intra-ACP sur l'intégration de la GRC et de l'adaptation au changement climatique dans les pays ACP

### Volet 3

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$270,000**

Durée  
**10/2018 – 07/2020**

Ce projet soutient l'organisation d'événements de renforcement des capacités organisés dans le cadre du programme ACP-UE NDRR. Des événements spécifiques relevant de cette subvention ont porté sur (i) l'organisation de la journée du partage de connaissances sur les thèmes de la résilience au niveau communautaire et de la promotion de la gouvernance inclusive des risques ; et (ii) la deuxième édition de la journée de réflexion sur le programme ACP-UE NDRR. Ces journées ont eu lieu les 8 et 9 novembre 2018 à Bruxelles en Belgique et étaient organisées par le Secrétariat ACP, la Commission européenne et la Banque mondiale/GFDRR.

Ces événements ont réuni près de 90 parties prenantes des pays ACP, des ambassades ACP à Bruxelles, du Secrétariat ACP, de l'UE, de la Banque mondiale/GFDRR et d'organisations de la société civile.

Pour plus d'informations sur ces deux événements, voir le chapitre Renforcement des capacités à la page 32.



Discussions en tables rondes lors de la journée de partage de connaissances en novembre 2018.  
Crédit photo : GFDRR

## Réseau des praticiens de l'Initiative des petits États insulaires

### Volet 3

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$300,000**

Durée  
**03/2018 – 06/2020**

L'Initiative des petits États insulaires est un programme mondial qui soutient les petits États insulaires dans la prévention des risques climatiques et des risques de catastrophes posés à leurs populations, leurs actifs, leurs écosystèmes et leurs économies. Le soutien apporté par l'initiative se manifeste par la fourniture d'assistance technique, le renforcement d'une base de connaissances consolidée et le développement d'une communauté de pratique.

Les 12 et 13 mai 2019, la réunion des praticiens de la SISRI a tenu sa quatrième réunion dans la foulée de la WRC4. Plus d'une soixantaine de participants de 29 PEID ont assisté à cette rencontre de deux jours pour discuter de la manière d'intensifier les efforts de développement résilient au changement climatique et aux catastrophes.

Pour plus d'informations, voir la section Renforcement des capacités à la page 34.

## Quatrième édition de la Conférence mondiale pour la reconstruction - Connaissances et enseignements tirés des pays ACP

### Volet 3

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$300,000**

Durée  
**12/2018 – 12/2019**

La Conférence mondiale sur la reconstruction est une plateforme mondiale où peuvent s'exprimer des dirigeants, des experts, des décideurs politiques et des praticiens d'organisations internationales, d'ONG, d'universités et du secteur privé, à la fois de pays en développement et de pays développés. Ce forum d'expression est pour eux l'occasion de partager leurs expériences en matière de reconstruction et de relèvement après une catastrophe et de faire avancer le dialogue sur l'action à mener en vue d'instaurer un cadre international efficace en matière de reconstruction et de relèvement après une catastrophe.

La quatrième édition de la WRC : la WRC4, a eu lieu les 13 et 14 mai 2019. Le programme ACP-UE NDRR a soutenu la participation de plus d'une cinquantaine de délégués de pays ACP, y compris comme intervenants et spécialistes, à diverses sessions organisées pendant la conférence.

Pour plus d'informations, voir la section Renforcement des capacités à la page 33.

# Afrique

Voici une description concise des 21 projets actifs en Afrique au cours de l'exercice 2019. La description des projets clos avant l'exercice 2019 est disponible à : <https://www.gfdr.org/fr/acp-ue>





## Bénin



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :	Nombre total de projets : <b>1</b>	Montant total du financement : <b>\$600,000</b>
Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :	Nombre de projets : <b>1</b>	Montant total du financement : <b>\$600,000</b>

### Renforcement des capacités juridiques, institutionnelles et techniques pour gérer les risques climatiques et de catastrophes, et les urgences sanitaires au Bénin

#### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$600,000**

Durée  
**03/2019 – 07/2020**

Le Bénin est exposé à une variété d'aléas naturels, notamment des inondations, des vents violents, l'érosion côtière et des feux de forêt. Le Gouvernement du Bénin entreprend des réformes profondes pour mieux gérer les risques de catastrophes, portant notamment sur la mise à jour des politiques et des lignes directrices sectorielles et l'intégration de mécanismes budgétaires pour la résilience financière.

L'objectif du projet est de renforcer les capacités techniques, législatives et institutionnelles du Gouvernement du Bénin à gérer les risques climatiques et de catastrophes en apportant un soutien à des réformes réglementaires et politiques essentielles dans le pays, ainsi que par l'analyse et la documentation des impacts environnementaux et sociaux potentiels de ces réformes. Les réformes soutenues par le projet font partie des actions antérieures du *Prêt à l'appui de politiques de développement assorti d'un Cat-DDO* de la Banque mondiale qui est en cours d'élaboration.

Plusieurs grands jalons ont déjà été franchis, dont des consultations pour l'élaboration de la loi sur la GRC et de la stratégie nationale en matière de GRC. En outre, un diagnostic des infrastructures scolaires a permis au gouvernement de mieux en comprendre la vulnérabilité aux aléas naturels et a aussi donné lieu à un partage de connaissances et de bonnes pratiques internationales en matière de planification, de construction et d'entretien d'écoles résilientes.

Le projet soutient également un dialogue initial sur les actions à mener comportant (i) des consultations et des réunions avec le ministère de la Santé sur la préparation et les interventions en cas d'urgence sanitaire ; (ii) des discussions techniques sur le renforcement des normes de construction, d'aménagement du territoire et d'urbanisme en faveur d'infrastructures résilientes aux catastrophes ; (iii) des réunions avec des homologues de la protection sociale sur les approches à adopter en matière de filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises ; et (iv) des discussions sur la méthodologie à utiliser pour les évaluations ex-ante de l'impact social et environnemental des réformes de GRC proposées.



## Burundi



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :

Nombre total de projets :  
**2**

Montant total du financement :  
**\$815,000**

Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :

Nombre de projets :  
**1**

Montant total du financement :  
**\$740,000**

### Préparation aux inondations et aux glissements de terrain pour améliorer la résilience des communautés

#### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$740,000**

Durée  
**06/2015 – 07/2020**

Le projet vise à renforcer la résilience des communautés vulnérables au Burundi face aux inondations et aux glissements de terrain, par l'élaboration de mécanismes d'alerte précoce et d'action rapide, basés sur des prévisions météorologiques améliorées et par les capacités renforcées des autorités locales dans des communautés à haut risque.

Les conflits au Burundi et les modifications ultérieures survenues au sein des équipes de projet ont retardé le démarrage du projet et aucune activité n'est à signaler pour l'exercice 2019, au cours duquel la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge au Burundi et les équipes de la Banque mondiale ont travaillé pour surmonter les obstacles administratifs.



# Cameroun



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :	Nombre total de projets :	Montant total du financement :
	<b>2</b>	<b>\$475,000</b>
Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :	Nombre de projets :	Montant total du financement :
	<b>1</b>	<b>\$400,000</b>

## Intégration des considérations liées au climat et aux risques de catastrophes dans la planification du développement

### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR <b>\$400,000</b>	Durée <b>09/2018 – 07/2020</b>
--	-----------------------------------



Inondations en milieu urbain au Cameroun. Crédit photo : Banque mondiale

Le Cameroun est exposé des phénomènes climatiques extrêmes récurrents, tels que de fortes précipitations et des sécheresses, qui présentent de multiples risques pour le développement socio-économique du pays. Les risques d'inondations sont particulièrement aigus dans les municipalités qui s'urbanisent rapidement, où vivent près de 52 % de la population. La croissance démographique récente s'est principalement concentrée dans des habitats spontanés et précaires, plus fortement exposés aux aléas naturels. Les villes continuent de grandir à un rythme rapide et on devrait compter 8 millions de citoyens en plus d'ici à 2030.

Dans ce contexte, le Gouvernement du Cameroun, sous la direction du ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (MINEPAT), vise à intégrer les considérations relatives aux

risques liés au climat et aux catastrophes dans la planification du développement.

Ce projet ACP-UE NDRR contribue à renforcer les capacités institutionnelles de planification en faveur d'un développement résilient, ainsi que celles des hauts fonctionnaires des ministères et organismes clés en vue de planifier un développement résilient. Un nouveau guide pour l'intégration des risques liés au climat et aux catastrophes dans la planification du développement a été élaboré (voir le lien ci-dessous). Plusieurs formations sont prévues afin d'appliquer les résultats du guide à la planification du développement pour des secteurs essentiels, notamment ceux de l'agriculture, des transports, de l'énergie et du développement urbain. En outre, un atelier a eu lieu en juin 2019, auquel ont participé 25 personnes, destiné à renforcer les capacités institutionnelles de planification d'un développement résilient. L'une des priorités de ces formations a été d'assurer l'adhésion institutionnelle des homologues de l'administration centrale et des administrations locales, du monde universitaire et d'autres partenaires pour un aménagement du territoire résilient.

Grâce à ses activités, ce projet éclaire le projet de Développement des villes inclusives et résilientes du Cameroun de 160 millions de dollars financé par la Banque mondiale, qui soutient les efforts déployés par le gouvernement pour améliorer les conditions de vie en milieu urbain et la résilience aux aléas naturels dans sept villes du Cameroun, en particulier dans des quartiers pauvres et vulnérables sélectionnés.

Le Guide méthodologique d'intégration de l'adaptation au changement climatique et de gestion des risques de catastrophes dans la planification du développement au Cameroun est disponible (en français) à : [www.bit.ly/GuideCameroon](http://www.bit.ly/GuideCameroon)



## Côte d'Ivoire



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :

Nombre total de projets : **2**

Montant total du financement : **\$785,000**

Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :

Nombre de projets : **1**

Montant total du financement : **\$700,000**

### Évaluation des besoins post-catastrophe, cadre de relèvement et études techniques pour la résilience urbaine au risque d'inondations d'Abidjan

#### Volet 3

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$700,000**

Durée  
**11/2018 – 02/2020**

Suite aux inondations survenues en juin 2018 dans la capitale Abidjan, qui ont gravement endommagé des infrastructures et près de 1 140 bâtiments résidentiels, ce projet aide le Gouvernement de la Côte d'Ivoire à établir un PDNA et un cadre de relèvement, tout en contribuant également à ses efforts plus larges pour faire face aux aléas naturels récurrents.

Les activités liées au PDNA sont maintenant terminées. Le rapport a été validé par le gouvernement et est en cours de publication. Le PDNA fournit des informations sur l'impact des inondations dans la ville d'Abidjan et appuie le dialogue au plan local sur les possibles mesures prioritaires à prendre pour réduire le risque d'inondations à Abidjan. En outre, les activités d'établissement du DRF ont commencé, en s'appuyant sur les informations recueillies dans le PDNA.

Les études approfondies réalisées dans le cadre de cette subvention informent la préparation du *Projet de résilience urbaine et de gestion des déchets solides* de 315 millions de dollars financé par la Banque mondiale, qui prévoit des investissements pour réduire les risques d'inondations et améliorer l'accès à des infrastructures résilientes, telles que des systèmes d'évacuation de l'eau et la gestion des déchets. Les activités ont consisté en (i) l'examen des données et des études existantes ; (ii) l'évaluation du risque hydrologique, d'inondations, d'érosion et de glissements de terrain ; et (iii) l'établissement de mesures plus précises visant à prévenir ou à atténuer les risques, en conformité avec le DRF.



# République démocratique du Congo



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :	Nombre total de projets : <b>2</b>	Montant total du financement : <b>\$4,000,000</b>
Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :	Nombre de projets : <b>2</b>	Montant total du financement : <b>\$4,000,000</b>

## Renforcement des services hydrométéorologiques et du climat

### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR <b>\$3,000,000</b>	Durée <b>08/2016 – 12/2019</b>
--	-----------------------------------

L'objectif du projet est de contribuer à l'amélioration de la qualité des services fournis par le Service météorologique et hydrologique national de la République démocratique du Congo, MettelSat. Le projet s'aligne sur l'initiative des Systèmes d'alerte précoce aux catastrophes du climat.<sup>8</sup> Les activités du programme renforcent les capacités institutionnelles et réglementaires de MettelSat, par la modernisation des installations et des infrastructures utilisées pour l'observation et la prévision et par l'amélioration de la prestation de services hydrométriques.

Les activités de modernisation des installations et de l'infrastructure de MettelSat se sont poursuivies au cours de l'exercice 2019, avec la finalisation des spécifications techniques pour le nouvel équipement à fournir à MettelSat, ainsi que le début des travaux de remise en état des bâtiments de MettelSat.

Parallèlement à ces efforts, des travaux analytiques sont également en cours, notamment l'élaboration d'une méthodologie pour renforcer les services d'aviation et le recouvrement des coûts. Par ailleurs, des ateliers de renforcement des capacités ont été organisés pour améliorer le système de gestion de la qualité de MettelSat en termes de normes et de procédures de contrôle interne et de validation de la qualité. Un premier atelier a eu lieu en novembre 2018, qui examinait le système de gestion de la qualité de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique. Un deuxième atelier a également eu lieu en novembre 2018, offrant l'occasion de discuter de l'orientation stratégique de MettelSat, ainsi que de la nécessité d'un cadre juridique rénové pour le secteur. Un troisième atelier a été organisé en avril 2019 avec des experts de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar pour discuter de l'approche régionale entreprise dans le cadre de ce projet.

<sup>8</sup> Pour plus d'informations, voir : <https://www.crews-initiative.org/fr>



# République démocratique du Congo



## Projet de développement urbain et de résilience de Kinshasa

### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$1,000,000**

Durée  
**02/2018 – 07/2020**

Ce projet soutient le renforcement du développement résilient de Kinshasa afin de mieux comprendre les risques d'aléas et d'accroître l'adoption d'informations sur les risques dans la prise de décisions par le Gouvernement de la République démocratique du Congo concernant des investissements majeurs. Il se concentre spécifiquement sur les infrastructures environnementales de prévention des risques d'inondations, de glissements de terrain et d'érosion le long de la N'Djili dans le bassin versant urbain de Kinshasa.

La phase de mise en place de l'évaluation des risques d'inondations et d'érosion dans le bassin versant urbain de la N'Djili à Kinshasa a été réalisée. Elle fournit une description détaillée des risques posés par ces aléas et présente des simulations d'inondations ou d'érosion et leur analyse. Cette évaluation a permis non seulement de faire ressortir les principaux problèmes et défis liés aux risques de catastrophes, mais aussi d'approfondir les connaissances et la compréhension concernant les inondations, l'érosion et le risque de glissements de terrain dans le bassin versant urbain de la N'Djili dans la ville et province de Kinshasa. Les informations recueillies dans le cadre de l'évaluation des risques d'inondations et d'érosion éclairent aussi un classement des investissements par ordre de priorité, ainsi que l'élaboration d'informations sur le climat et les catastrophes pour la conception d'infrastructures à l'épreuve du climat, notamment des ponts, des systèmes d'évacuation de l'eau et des routes.

Le projet a également lancé des activités de cartographie communautaire, dont une analyse des risques d'exposition, portant sur la corrélation qui existe entre l'érosion et les crues soudaines provoquées par des précipitations diluviennes. Les données et les couches collectées sont disponibles sur la plateforme en ligne suivante : <https://bit.ly/2pabvLX>

Les évaluations des risques entreprises dans le cadre de ce projet éclairent l'établissement et la mise en œuvre du *Projet de développement urbain et de résilience de Kinshasa* de 500 millions de dollars financé par la Banque mondiale, qui soutient le Gouvernement de la République démocratique du Congo à l'amélioration des conditions de vie de certains quartiers pauvres et vulnérables de Kinshasa.



Carte géologique du bassin versant urbain de Kinshasa  
Source : Banque mondiale



## Ghana



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :	Nombre total de projets : <b>1</b>	Montant total du financement : <b>\$550,000</b>
Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :	Nombre de projets : <b>1</b>	Montant total du financement : <b>\$550,000</b>

### Soutien à la prise de décision fondée sur des données probantes pour un Grand Accra propre, résilient et inclusif

#### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$550,000**

Durée  
**12/2017 – 02/2020**

Avec ses 5,3 millions d'habitants en 2019, la région du Grand Accra abrite 16,3 % de la population totale du Ghana de 2016 et est l'une des villes à la croissance la plus rapide d'Afrique de l'Ouest. L'objectif du projet est de renforcer la gestion des inondations et des déchets solides et d'améliorer les conditions de vie des communautés les plus vulnérables vivant autour du bassin fluvial de l'Odaw dans la région du Grand Accra. Des activités ont été mises en œuvre au titre de deux composantes qui mettent l'accent sur (i) le développement d'infrastructures de gestion des inondations, d'évacuation de l'eau et de traitement des déchets solides ; et (ii) le soutien apporté aux communautés vulnérables touchées par les inondations.

Dans le cadre de la première composante, une assistance technique a été fournie pour améliorer le système d'alerte et d'intervention, ainsi que la préparation, en cas d'inondations par des efforts de renforcement de la planification d'urgence, des campagnes de sensibilisation de la communauté et l'amélioration de la coordination des mesures de gestion des inondations.

Les activités de soutien des communautés vulnérables et touchées par les inondations ciblent trois communautés pour effectuer une cartographie de terrain afin d'améliorer la planification de la résilience aux inondations au sein des communautés à faible revenu à haut risque d'inondations. En outre, un projet d'étude a été finalisé en mettant l'accent sur les options de logement résilient aux inondations pour les communautés à faible revenu à haut risque, ainsi que sur l'éventuelle réinstallation préventive pour les quartiers informels dans les zones à haut risque d'inondations.

Les études réalisées dans le cadre de ce projet éclairent l'établissement du *Projet de développement résilient et intégré du Grand Accra* de 200 millions de dollars financé par la Banque mondiale, mentionné ci-dessus.



Infrastructures hydrologiques dans la région du Grand Accra. Source : Banque mondiale.



# Kenya



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :

Nombre total de projets : **2**

Montant total du financement : **\$602,000**

Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :

Nombre de projets : **1**

Montant total du financement : **\$400,000**

## Renforcement du cadre institutionnel, de planification, et de la politique pour gérer les risques climatiques et de catastrophes

### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$400,000**

Durée  
**04/2019 – 02/2020**

Ce projet soutient le Gouvernement du Kenya pour renforcer les cadres institutionnels de planification et de politique de gestion des risques climatiques et de catastrophes. Il y parvient en mettant en œuvre des réformes politiques pour renforcer le cadre de la GRC du pays.

Au cours des quelques mois de mise en œuvre de l'exercice 2019, une entreprise a été choisie pour appliquer une méthodologie à l'établissement de 8 profils de risques sous-nationaux au niveau des comtés pour le Kenya, en coordination avec le PNUD, l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse et le Centre national des opérations en cas de catastrophe.

En outre, la révision du Plan national d'intervention d'urgence de 2009 a commencé, qui consiste en la formulation d'une note d'orientation qui façonne l'établissement de plans d'intervention d'urgence locaux au niveau des comtés. En outre, des activités ont commencé pour la promotion d'un cadre juridique approuvé en matière de GRC, en soutenant le gouvernement dans l'application de la nouvelle politique nationale en matière de GRC et l'élaboration d'un code du bâtiment national.



# Lesotho



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :

Nombre total de projets : **2**

Montant total du financement : **\$1,650,000**

Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :

Nombre de projets : **1**

Montant total du financement : **\$450,000**

## Renforcement de la capacité institutionnelle de planification et de préparation afin d'améliorer la gestion des risques liés au climat et aux catastrophes au Lesotho

### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$450,000**

Durée  
**06/2019 – 06/2020**

Ce projet a été lancé à la fin de l'exercice 2019 et fournit de l'assistance technique au Gouvernement du Lesotho pour améliorer certains domaines de la capacité du gouvernement à assurer la préparation et les interventions en cas d'urgence. Les activités se concentrent sur la planification, le financement et la gestion connexes des imprévus et comprennent notamment (i) l'élaboration du document et du plan d'action des services météorologiques du Lesotho ; (ii) l'élaboration d'un plan d'urgence multi-aléas pour une meilleure préparation ; (iii) l'élaboration d'un plan national de préparation et d'intervention en cas d'urgence et de santé publique ; et (iv) l'amélioration de la gestion et du fonctionnement du Fonds de gestion des catastrophes, géré par l'Autorité de gestion des catastrophes.

La conception de ce projet a été éclairée par l'étude analytique financée dans le cadre d'un précédent projet ACP-UE NDRR au Lesotho : le projet *Systemes de gestion de l'information d'analyse des risques et de systemes d'alerte précoce*, disponible à : <https://bit.ly/3bckMGa>



# Madagascar



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :

Nombre total de projets : **1**

Montant total du financement : **\$500,000**

Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :

Nombre de projets : **1**

Montant total du financement : **\$500,000**

## Renforcer la résilience urbaine dans le grand Antananarivo

### ACP-UE NDRR Window 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$500,000**

Durée  
**11/2018 – 07/2020**

L'objectif du projet est de renforcer la résilience au changement climatique dans la capitale de Madagascar, Antananarivo, et ainsi d'améliorer les conditions de vie dans ses quartiers les plus pauvres et les plus vulnérables. Il aide à élaborer des plans d'urbanisme qui intègrent la GRC et évaluent les coûts, les avantages et les considérations de mise en œuvre de solutions fondées sur la nature à Antananarivo.

Les activités réalisées dans le cadre de ce projet comportent (i) des plans d'urbanisme novateurs et informés en matière de risques de catastrophes ; (ii) des solutions écologiques propices à un urbanisme résilient ; (iii) la gestion communautaire des déchets solides. Des visites sur le terrain portant sur les axes prioritaires du projet ont été effectuées afin de classer par ordre de priorité et d'aligner les activités. Des réunions techniques ont eu lieu avec des partenaires du développement pour partager des données et des informations afin de s'assurer que les activités sont alignées sur d'autres initiatives en cours dans la ville. En outre, deux ateliers ont été organisés en février et en juin 2019 sur des solutions fondées sur la nature, le premier sur la gestion des inondations urbaines et le deuxième sur un urbanisme informé par les risques de catastrophes. Ces ateliers ont été l'occasion de partager les meilleures pratiques sur le plan international, ainsi que de tenir des discussions sur les options et les points d'entrée pour le Grand Antananarivo. Ils ont rassemblé au total 40 participants, dont 15 femmes, issus de l'administration centrale, d'administrations locales, d'organisations de la société civile et de partenaires.

Les activités susmentionnées éclairent le *Projet de développement urbain intégré et de résilience (PRODUIR)* de 75 millions de dollars financé par la Banque mondiale, qui soutiendra des investissements propices destinés à améliorer les infrastructures d'évacuation de l'eau et de protection contre les inondations à Madagascar.



# Malawi



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :	Nombre total de projets : <b>2</b>	Montant total du financement : <b>\$770,000</b>
Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :	Nombre de projets : <b>1</b>	Montant total du financement : <b>\$400,000</b>

## Renforcement des capacités techniques et institutionnelles en matière de gestion des risques liés au climat et aux catastrophes

### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR <b>\$400,000</b>	Durée <b>01/2019 – 07/2020</b>
--	-----------------------------------

En 2015, le Gouvernement du Malawi a entrepris un PDNA et a élaboré un cadre de relèvement avec le soutien financier du programme ACP-UE NDRR après une période de très fortes précipitations. Ce nouveau projet est éclairé par les besoins institutionnels et politiques relevés en 2015 et soutient les réformes politiques essentielles pour répondre à ces besoins.

L'une des recommandations du PDNA était de mieux aligner les grandes politiques de PRC au Malawi. Ce projet soutient donc la formulation et la validation d'un nouveau projet de loi sur la GRC, qui a été approuvé en conseil des ministres en mai 2019. Avant cela, le projet avait soutenu l'élaboration de lignes directrices opérationnelles, qui clarifiaient les rôles et les responsabilités des différentes parties prenantes.

En outre, l'objectif du projet est de renforcer les politiques sectorielles du Malawi en permettant un examen technique des politiques de plusieurs secteurs, notamment ceux des transports, de l'éducation et de l'urbanisme. Il a soutenu les efforts du gouvernement visant à institutionnaliser une approche complète de la GRC au Malawi en prônant l'inclusion du changement climatique et de la GRC parmi les priorités à l'ordre du jour du programme national. De plus, une évaluation du cadre réglementaire national du bâtiment, portant sur les règlements relatifs à la construction et à l'occupation des terres, ainsi que sur la législation propice en la matière et les mécanismes de conformité locaux, a été réalisée pour faciliter la construction de bâtiments sûrs et résilients dans le pays.



# Mali



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :

Nombre total de projets : **1**

Montant total du financement : **\$400,000**

Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :

Nombre de projets : **1**

Montant total du financement : **\$400,000**

## Évaluation rapide de catastrophe et cadre de relèvement du Mali

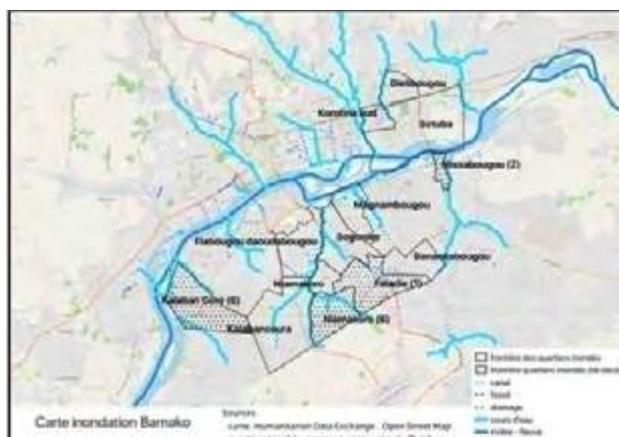
### Volet 3

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$230,000**

Durée  
**06/2019 – 06/2020**

Le 16 mai 2019, de soudaines précipitations torrentielles qui se sont abattues pendant plusieurs heures à Bamako ont provoqué des crues dans plusieurs parties de la capitale. En coordination avec le Gouvernement du Mali, les Nations Unies et l'UE, une évaluation rapide des dommages et un DRF sont en cours de réalisation dans le cadre de ce projet.

Dans la mesure où ce projet a été lancé à la fin de l'exercice 2019, les activités visant à entreprendre l'évaluation rapide venaient tout juste de commencer et prévoient de couvrir plusieurs secteurs, notamment ceux du logement, de l'eau et de l'assainissement, des transports, de l'éducation, de la santé et de la PRC. L'évaluation rapide comprendra également une enquête auprès des ménages en vue de déterminer l'impact de la catastrophe sur le plan social et humain dans les zones affectées. Les activités liées au DRF comprennent également la cartographie par drone qui permettra de mieux comprendre les besoins de relèvement et de reconstruction.



Quartiers touchés de Bamako après les inondations de mai 2019  
Crédit photo : Banque mondiale



# Mozambique



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :	Nombre total de projets : <b>3</b>	Montant total du financement : <b>\$1,180,000</b>
Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :	Nombre de projets : <b>1</b>	Montant total du financement : <b>\$500,000</b>

## Renforcer la gestion des risques de catastrophes et la résilience climatique

### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR <b>\$500,000</b>	Durée <b>02/2019 – 07/2020</b>
--	-----------------------------------

Le Gouvernement du Mozambique avait approuvé en octobre 2017 un plan directeur national ambitieux en matière de GRC pour la période 2017 à 2030, qui est maintenant l'instrument directeur des interventions de GRC au Mozambique. À ce titre, le projet soutient le gouvernement par des analyses et un dialogue sur les actions à mener. Des travaux consultatifs sont en cours, qui contribueront à intégrer la résilience aux catastrophes et au changement climatique dans des secteurs essentiels, tels que les transports et les infrastructures sanitaires, par l'examen des normes législatives existantes et l'élaboration de lignes directrices législatives améliorées. Les activités du projet comprennent également une évaluation du système d'alerte précoce au Mozambique.

Ce projet a été approuvé un mois avant le passage du cyclone tropical Idai au Mozambique. Cette subvention a donc soutenu un volet du PDNA consacré à la GRC au Mozambique (disponible en anglais à <https://bit.ly/35s236g>).

Les travaux d'analyse au titre de ce projet soutiennent les investissements réalisés dans le cadre du *Programme de gestion des risques de catastrophes et de résilience du Mozambique* de 75 millions de dollars financé par la Banque mondiale<sup>9</sup>. L'objectif visé est de renforcer les capacités et les systèmes du gouvernement, notamment par la mise en application et la capitalisation du fonds de catastrophe établi depuis peu, le renforcement de la capacité d'alerte précoce et l'accroissement de la résilience des bâtiments publics.

<sup>9</sup> Ce Programme pour Résultats a également été établi avec le soutien de l'Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique financée par l'UE ainsi que de la Facilité mondiale de financement des risques (*Global Risk Financing Facility - GRIF*).



## République du Congo



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :

Nombre total de projets :  
**1**

Montant total du financement :  
**\$300,000**

Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :

Nombre de projets :  
**1**

Montant total du financement :  
**\$300,000**

### Intégration de la résilience urbaine dans les activités de revalorisation des quartiers pauvres à Brazzaville et Pointe-Noire

#### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$300,000**

Durée  
**12/2017 – 12/2019**

L'objectif du projet est de renforcer les capacités et d'élaborer des outils pour faire en sorte que l'administration centrale et les administrations locales soient mieux préparées aux risques de catastrophes. Il vient compléter le *Projet de développement urbain et de modernisation des quartiers pauvres (DURQuaP)* de 80 millions de dollars financé par la Banque mondiale, qui améliorera l'accès aux infrastructures et à des services de base pour les populations d'habitats spontanés à Brazzaville et à Pointe Noire, et il renforce les capacités de l'administration publique et des municipalités en matière de revalorisation urbaine.

Ce projet est décrit plus en détail à la section Pleins phares à la page 21.



## Rwanda



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :

Nombre total de projets :  
**2**

Montant total du financement :  
**\$1,102,000**

Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :

Nombre de projets :  
**1**

Montant total du financement :  
**\$450,000**

### Renforcement de la résilience face au risque d'inondations dans le nord-ouest du pays grâce à l'amélioration des capacités nationales et locales

#### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$450,000**

Durée  
**10/2017 – 07/2020**

L'objectif du projet est d'élaborer un système opérationnel d'alerte précoce d'inondations pour le bassin fluvial de la Sebeya dans le nord-ouest du Rwanda, région frappée par des inondations à répétition. Ce système sera incorporé à une nouvelle plateforme nationale d'alerte précoce, qui peut être élargie pour lancer des alertes précoces d'aléas hydrométéorologiques dans l'ensemble du pays en y ajoutant d'autres composantes et modèles.

Au début du projet, un rapport initial a été établi, des données recueillies, des enquêtes topographiques détaillées réalisées et le logiciel de la plateforme est dorénavant installé. Par la suite, des modèles complexes ont permis de réaliser des prévisions exploitables des inondations, qui utilisent les nouvelles stations de surveillance hydrométéorologique achetées dans le cadre du projet, ainsi que les observations pluviométriques améliorées par radar et des prévisions avancées sur les précipitations. Le système d'alerte précoce d'inondations, en place depuis peu, envoie des alertes au moyen d'une nouvelle application sur smartphone et par d'autres moyens de communication.

L'analyse des cartes des aléas d'inondations a permis de relever les communautés et les secteurs à risque de catastrophes. Dans ces régions, du soutien est apporté en vue d'améliorer les plans de développement locaux et nationaux, ainsi que de concevoir et de mettre en œuvre des mesures d'atténuation des inondations. Par ailleurs, des formations ont été dispensées en vue de renforcer les capacités des communautés locales et des organismes nationaux à faire face à des situations d'urgence.

Ce projet est entrepris dans le cadre du *Projet d'approche paysagère du reboisement et de la conservation des forêts* de 5,49 millions de dollars financé par la Banque mondiale, qui vise à promouvoir la prévention des risques d'inondations comme étant essentielle aux activités de restauration des terres.



# Sénégal



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :

Nombre total de projets : **1**

Montant total du financement : **\$400,000**

Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :

Nombre de projets : **1**

Montant total du financement : **\$400,000**

## Renforcer la résilience urbaine et côtière à Saint-Louis

### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$400,000**

Durée  
**02/2019 – 07/2020**

Inscrite au patrimoine mondial, la ville historique de Saint-Louis située sur la côte nord-ouest du Sénégal est confrontée à des problèmes d'inondations et d'érosion. Le Gouvernement du Sénégal a lancé plusieurs initiatives visant à réduire la vulnérabilité des populations aux aléas climatiques et à renforcer la résilience urbaine et côtière. Ce projet soutient les efforts déployés par le gouvernement en facilitant la prise de décisions fondée sur des bases factuelles pour améliorer les conditions de vie des communautés les plus vulnérables et renforcer la gestion des zones côtières et l'urbanisme dans la ville de Saint-Louis.

Au cours de l'exercice 2019, les activités ont consisté en l'examen des contributions techniques (notamment des solutions fondées sur la nature) apportées aux rapports initiaux de l'étude du modèle du transport hydrodynamique des sédiments du delta de Saint-Louis, ainsi qu'en la conception d'une solution de gestion des risques côtiers pour protéger le littoral de la Langue de Barbarie. En outre, des études sur la réforme de l'urbanisme et de la politique urbaine ont été élaborées en vue de faciliter une prise de décisions fondée sur des bases factuelles.

Toutes les études mises en œuvre dans le cadre de ce projet sont conçues pour contribuer à l'élaboration d'un plan global de résilience urbaine pour l'agglomération de Saint-Louis. En outre, ce projet soutient des projets en cours de la Banque mondiale, dont le *Projet de relèvement d'urgence et de résilience de Saint-Louis* de 30 millions de dollars et le *Projet de gestion des eaux pluviales et d'adaptation au changement climatique* de 35 millions de dollars.



Érosion côtière près de la ville de Saint-Louis au Sénégal. Crédit photo : Banque mondiale



# Seychelles



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :	Nombre total de projets :	Montant total du financement :
	<b>3</b>	<b>\$350,000</b>
Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :	Nombre de projets :	Montant total du financement :
	<b>1</b>	<b>\$200,000</b>

## Renforcement de la gestion des interventions d'urgence et de la résilience climatique

### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR <b>\$200,000</b>	Durée <b>03/2019– 07/2020</b>
--	----------------------------------



Plan de gestion du littoral aux Seychelles  
Crédit photo : Banque mondiale

Depuis le passage du cyclone tropical Felleng qui s'est abattu sur les Seychelles en 2013, la Banque mondiale soutient le gouvernement dans ses efforts visant à renforcer la GRC et la résilience climatique dans le pays. C'est dans ce contexte qu'a été lancé ce projet, afin de renforcer le cadre global relatif aux risques de catastrophes et à la résilience climatique aux Seychelles.

Pour cela, il s'agit premièrement de renforcer la GRC au sein des instances publiques, notamment en améliorant le système de préparation et d'intervention en cas d'urgence des Seychelles par l'élaboration d'un plan national intégré de gestion des urgences, et de procéder à l'examen des plans d'urgence de district de cinq districts prioritaires. Le projet a soutenu la formu-

lation du Plan national intégré de gestion des urgences, validé en juin 2019, qui présente dans ses grandes lignes l'approche générale adoptée par le pays en matière de préparation et d'intervention en cas d'urgence.

Deuxièmement, le projet intègre la PRC dans la planification du développement et la prise de décisions, par la collecte et l'utilisation de données sur les risques géospatiaux et par l'application du plan de gestion du littoral 2019-2024<sup>10</sup> qui a été présenté au président et au conseil des ministres en juin 2019. Le plan présente dans ses grandes lignes les interventions à prendre à titre prioritaire dans le domaine des infrastructures côtières, du rétablissement des écosystèmes et de l'aménagement du territoire pour s'attaquer aux problèmes d'érosion et assurer la résilience du littoral. Les investissements pour la période quinquennale sont estimés au total à 15 millions de dollars, dont 2,6 millions de dollars sont consacrés au développement des capacités. Le président et les membres du conseil des ministres ont confirmé l'urgence de la gestion stratégique du littoral et ont donné leur aval officiel au plan.

Le plan de gestion du littoral aux Seychelles est accessible ici (en anglais) : <https://bit.ly/36b1fWX>

<sup>10</sup> Le plan de gestion du littoral aux Seychelles a été élaboré avec le soutien de l'Initiative ADRF.



## Sierra Leone



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :

Nombre total de projets : **3**

Montant total du financement : **\$1,550,000**

Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :

Nombre de projets : **3**

Montant total du financement : **\$1,550,000**

### Soutien de la prévention des risques de catastrophes communautaire

#### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$700,000**

Durée  
**10/2012 – 10/2018**

Ce projet a été finalisé en octobre 2018 et a contribué à l'intégration de la PRC et de l'ACC dans les stratégies de développement au Sierra Leone. Le projet a renforcé les capacités de communautés cibles à la mise en œuvre de GRC à base communautaire, et a apporté de l'assistance technique à des institutions de district et nationales en vue d'intégrer les dimensions de la PRC et de l'ACC dans les plans de développement.

Au cours de l'exercice 2019, les activités se sont concentrées sur l'évaluation participative des risques urbains et le renforcement des capacités en matière de PRC. Plus précisément, une évaluation des risques au niveau de la ville a été élaborée pour trois villes (Freetown, Makeni et Bo) en utilisant des ensembles de données disponibles à l'échelle mondiale et locale. L'évaluation des risques a fourni une analyse complète des risques, une description des aléas existants, ainsi qu'une cartographie des risques et des vulnérabilités pour la zone couverte. L'étude a également relevé les besoins prioritaires en matière de PRC, en plus des investissements prioritaires et des études de faisabilité pour les principaux aléas, comme les inondations et l'érosion côtière. La méthodologie de l'analyse et de la cartographie des risques a reposé sur des éléments géographiques, des données historiques, des connaissances relayées par les communautés et des prévisions des aléas futurs. Elle a également évalué l'éventail complet des vulnérabilités à de multiples aléas naturels, ce qui a éclairé les stratégies d'adaptation et adaptatives pour les communautés à risque.



## Sierra Leone



### Post-Mudslides and Floods Needs Assessment and Recovery

#### Volet 3

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$400,000**

Durée  
**10/2017 – 09/2018**



Domages à Freetown suite aux glissements de terrain et aux inondations survenus en août 2017.  
Source : Banque mondiale

En août 2017, les glissements de terrain et les inondations survenus à Freetown ont provoqué l'une des pires catastrophes à s'abattre sur la ville à ce jour. Quelque 6 000 personnes ont été touchées, dont 1 141 ont été déclarées mortes ou disparues. En réponse à cet événement, le Gouvernement du Sierra Leone a entrepris, avec le soutien du programme ACP-UE NDRR, une évaluation rapide des dommages et des pertes des glissements de terrain et des inondations dans la région occidentale du pays.

Le gouvernement a formulé une autre demande de soutien en vue, d'une part, de réaliser une évaluation rapide des dommages et des pertes dus aux glissements de terrain et aux inondations et, d'autre part, d'élaborer un cadre de relèvement suite aux inon-

ndations. Cette évaluation a calculé que le coût économique des glissements de terrain et des inondations s'établissait au total à 31,65 millions de dollars, les trois secteurs les plus touchés étant ceux du logement, de la protection sociale et de la santé. L'évaluation a éclairé l'établissement d'un cadre de relèvement : celui-ci a aidé le gouvernement à définir et à aligner les priorités de relèvement, et il a établi un cadre d'interventions de relèvement échelonnées classées par ordre de priorité, qui depuis a servi d'éclairage à des investissements par des partenaires externes.

L'évaluation des dommages et des pertes est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/2Pq4660>

### Élaboration d'une politique, d'une planification et d'investissements résilients en matière de relèvement post-catastrophe à Freetown

#### Volet 3

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$450,000**

Durée  
**10/2018 – 02/2020**

Après le soutien apporté par le Programme ACP-UE NDRR pour entreprendre une évaluation rapide des dommages et des pertes suite aux glissements de terrain et aux inondations survenus en août 2017 dans la capitale Freetown, le gouvernement a formulé une demande de soutien supplémentaire pour la mise en œuvre de son programme de relèvement et de préparation résilients.

Le projet apporte donc un soutien au Gouvernement sierra-léonais en vue de réaliser une évaluation des besoins en matière de capacité afin de renforcer ses capacités de préparation et d'intervention en cas d'urgence. Les activités visent à renforcer le cadre institutionnel et politique du pays pour assurer une GRC efficace. Plus précisément, l'assistance technique fournie a éclairé la conception d'une nouvelle agence de gestion des catastrophes, projet que le gouvernement étudie actuellement.

En outre, l'évaluation rapide des dommages et des pertes a mis en évidence les ouvrages mal planifiés dans les zones à haut risque comme étant l'une des principales causes de pertes et de vies. Un rapport de diagnostic sur l'état actuel des systèmes de permis de construire et d'enregistrement cadastral a été rédigé et présentera des recommandations à observer en matière d'intégration de la GRC dans ces processus une fois validés.



# Ouganda



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :	Nombre total de projets : <b>1</b>	Montant total du financement : <b>\$950,000</b>
Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :	Nombre de projets : <b>1</b>	Montant total du financement : <b>\$950,000</b>

## Plan d'action d'évaluation des risques et de la résilience

### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR <b>\$950,000</b>	Durée <b>04/2015 – 07/2020</b>
--	-----------------------------------

Ce projet vise à mieux comprendre les risques de catastrophes présents sur le plan national en Ouganda, à renforcer la résilience des communautés, à intégrer des considérations multisectorielles de PRC et d'ACC au niveau des communautés, à fournir un soutien de GRC ciblé à la ville de Kampala et à mesurer les progrès accomplis en matière de renforcement de la résilience.

En août 2018 a eu lieu une formation à l'aménagement du territoire éclairée en fonction des risques. Une évaluation des risques d'inondations pour le district de Kasese a été réalisée par des experts techniques de l'université de Makerere dont les capacités ont été renforcées par la même occasion. Cette évaluation a relevé les éventuelles mesures de réduction des risques et de résilience des communautés, qui ont été approfondies plus tard dans le cadre d'une évaluation de l'impact environnemental et social.

En outre, le cabinet du Premier ministre reçoit un soutien en vue de la préparation et de l'examen du projet de loi national sur la préparation et la gestion des catastrophes. Un soutien est également fourni à la ville de Kampala, entre autres pour l'élaboration d'une stratégie de GRC et de résilience. En collaboration avec la Banque mondiale, l'Administration municipale de la capitale Kampala a présenté en avril 2019 les progrès accomplis dans l'élaboration d'une stratégie de résilience aux catastrophes et au changement climatique, qui vise à soutenir la capacité de Kampala à (i) éviter de créer de nouveaux risques, (ii) gérer et à réduire les risques existants, et (iii) intervenir efficacement en cas de catastrophes.

À l'aide des cartes consolidées de haute résolution sur les aléas d'inondations établies dans le cadre de ce projet, ainsi que du cadre de modélisation des risques d'inondations présenté lors d'une réunion en février 2019 du groupe de travail sur la modélisation des inondations et les systèmes d'alerte précoce, les dirigeants de Kampala ont mieux compris la nature et l'application des options de prévision des inondations et d'alerte précoce et ont commencé à intégrer des options d'aménagement du territoire sensibles aux risques.

Ce projet a également apporté un soutien à la ville de Kampala pour former son groupe de travail sur la planification des interventions d'urgence et de préparation afin d'assurer (i) une coordination inter-organisation unifiée, (ii) une documentation normalisée pour la planification et le partage des données et (iii) des protocoles de sensibilisation du public et de communication.



*Hauts-plateaux en Ouganda  
Crédit photo: iStock*

# Caraïbes

Voici une description concise des 14 projets actifs aux Caraïbes au cours de l'exercice 2019.

La description des projets clos avant l'exercice 2019 est disponible à :  
<https://www.gfdr.org/fr/acp-ue>



## Projets régionaux aux Caraïbes



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :

Nombre total de projets : **6**

Montant total du financement : **\$3,130,000**

Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :

Nombre de projets : **2**

Montant total du financement : **\$1,100,000**

### Programme d'information sur les risques aux Caraïbes II

#### Volet 1

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$600,000**

Durée  
**11/2018 – 06/2020**

La bonne intégration de la GRC dans le développement nécessite des connaissances et des données sur les évaluations des aléas et des risques qui sont à la fois faciles d'accès et d'utilisation. Élaboré dans le cadre d'un précédent projet ACP-UE NDRR, le manuel CHaRIM a été rédigé pour fournir un cadre méthodologique sur mesure que les gouvernements peuvent consulter pendant la passation des marchés de services qui doivent prendre en compte les risques de glissements de terrain et d'inondations (voir le texte, en anglais, ici <https://bit.ly/2Ptxbok>).

Ce projet de suivi s'appuie sur le précédent projet ACP-UE NDRR visant à créer une plateforme régionale de données spatiales (Geo-CRIS) afin de s'assurer que les pays des Caraïbes ont accès aux données sur la GRC. GEO-CRIS intégrera le GeoNode CHaRIM et le système d'information sur les risques des Caraïbes, et servira de « guichet unique » pour la collecte et le partage d'informations et de données sur la GRC.

Au cours de l'exercice 2019, un guide des bonnes pratiques a été compilé pour faciliter l'élaboration des termes de référence pour la collecte d'enquêtes nationales sur les sols dans les îles des Caraïbes, ainsi que pour l'adoption d'une approche hiérarchique à la reconstruction des maisons à la Dominique. Le projet prévoit également de renforcer les capacités des hauts fonctionnaires des Caraïbes à concevoir et à diriger des évaluations des aléas et des risques et à utiliser les informations qui en résultent pour la prise de décisions.

### Conférence UR Caraïbes

#### Volet 1

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$500,000**

Durée  
**02/2019 – 03/2020**

Ce projet a soutenu l'organisation de la Conférence UR Caraïbes qui s'est tenue du 27 mai au 1er juin 2019 à La Barbade. La Conférence UR Caraïbes a fait progresser le partage des connaissances et la collaboration sur l'établissement des risques de catastrophes. La conférence a organisé 24 sessions techniques et 15 ateliers et formations, en mettant l'accent sur des projets et initiatives pertinents et novateurs dans les Caraïbes, qui peuvent aider les pays à utiliser l'information sur les risques pour prendre des décisions éclairées.

Pour plus d'informations, voir la section Renforcement des capacités à la page 34.



## Antigua-et-Barbuda



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :

Nombre total de projets :  
**1**

Montant total du financement :  
**\$250,000**

Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :

Nombre de projets :  
**1**

Montant total du financement :  
**\$250,000**

### Cadre d'évaluation des besoins post-catastrophe et du relèvement suite à l'ouragan Irma

#### Volet 3

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$250,000**

Durée  
**10/2017 – 01/2019**

En septembre 2017, après s'être transformé en un ouragan de catégorie 5, le plus puissant jamais enregistré dans l'océan Atlantique oriental, l'ouragan Irma s'est abattu sur l'État d'Antigua-et-Barbuda, générant des vents de plus de 290 km/h.

À la suite d'une demande officielle d'assistance après la catastrophe, ce projet a aidé le Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda à élaborer un PDNA, qui a été entrepris conjointement avec la CDEMA, l'UE, le PNUD, la Banque mondiale et la GFDRR. Le PDNA a estimé les dommages, les pertes et les besoins découlant de l'ouragan Irma et a contribué à l'élaboration d'une stratégie de relèvement représentative des besoins et des priorités des communautés touchées. Celui-ci a estimé le coût des pertes et des dommages à 155 millions de dollars et celui des besoins de relèvement et de reconstruction à 222 millions de dollars.

Une fois le rapport du PDNA finalisé, le projet a aussi soutenu le gouvernement dans sa planification du relèvement, ainsi que dans la programmation du financement des efforts de reconstruction. Les ressources mobilisées auprès d'institutions financières et de partenaires de développement comportaient une contribution à hauteur de 5,9 millions de dollars de la part de l'UE pour la reconstruction de 150 maisons à Barbuda.

Le résumé analytique du PDNA est disponible (en anglais) : <https://bit.ly/2RJ4fCw>



# Dominique



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :	Nombre total de projets : <b>4</b>	Montant total du financement : <b>\$1,810,097</b>
Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :	Nombre de projets : <b>2</b>	Montant total du financement : <b>\$950,000</b>

## Évaluation des catastrophes après le passage de l'ouragan Maria et soutien à la planification du relèvement

### Volet 3

Contribution ACP-UE NDRR <b>\$250,000</b>	Durée <b>10/2017 – 10/2018</b>
--	-----------------------------------

Le 18 septembre 2017, l'ouragan Maria s'est abattu sur la Dominique comme tempête de catégorie 5 avec des vents dépassant 277 km/h.

À la suite d'une demande officielle d'assistance après la catastrophe, ce projet a aidé le Gouvernement de la Dominique à élaborer un PDNA, qui a été entrepris conjointement avec l'UE, le PNUD et la Banque mondiale/la GFDRR, en étroite collaboration avec la CDEMA et la Banque de développement des Caraïbes.

Le PDNA a estimé le coût total des dommages à la Dominique à 930,9 millions de dollars, et celui des pertes à 380,2 millions de dollars. Le PDNA a éclairé le plan d'action et la stratégie globaux des mesures de relèvement à la Dominique. Ses résultats ont été présentés à une conférence d'annonce de contributions de haut niveau ONU-CARICOM à New York en novembre 2017, afin de mobiliser du soutien et des engagements afin d'aider les pays des Caraïbes dans leurs efforts de reconstruction et de renforcement de la résilience.

Ce projet a tiré parti de trois projets de la Banque mondiale : le *Projet de résilience au changement climatique et des moyens de subsistance agricoles d'urgence* de 25 millions de dollars, pour soutenir une production agricole intelligente face au climat, le financement additionnel pour le projet *Réduction de la vulnérabilité de la Dominique* de 31 millions de dollars et le projet *Relèvement du secteur du logement de la Dominique* de 40 millions de dollars.

Le PDNA est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/2JzNdlx>

Ce projet est décrit plus en détail à la section Pleins phares à la page 25.



Ravages après le passage du cyclone tropical Maria à la Dominique en septembre 2017.  
Source : Banque mondiale



# Dominique



## Renforcer la reconstruction résiliente

### Volet 3

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$700,000**

Durée  
**06/2018 – 07/2020**

Suite à l'ouragan Maria qui s'est abattu sur la Dominique en septembre 2017, le Gouvernement de la Dominique a lancé plusieurs programmes de reconstruction du logement de grande envergure. Ce projet ACP-UE NDRR soutient la phase critique de mise en œuvre précoce de l'un d'entre eux, à savoir le *Projet de relèvement du secteur du logement* de 40 millions de dollars financé par la Banque mondiale, qui vise à améliorer l'adoption et l'application de pratiques de construction résilientes et de considérations « reconstruire en mieux » dans le secteur du logement de la Dominique.

Le projet ACP-UE NDRR vise spécifiquement à améliorer le maintien d'un système d'information de gestion qui appuie à la fois le programme de relèvement du secteur du logement et les progrès réalisés en matière d'aménagement du territoire. Cet objectif est atteint par les formations dispensées au personnel du ministère du Logement. Le projet élabore un système d'identification et de sélection transparentes des bénéficiaires pour le *Projet de relèvement du secteur du logement* de 40 millions de dollars financé par la Banque mondiale. En outre, il fournira des conseils en matière de reconstruction résiliente en organisant des formations pratiques destinées aux entrepreneurs du bâtiment et aux artisans locaux, ainsi qu'aux fonctionnaires des centres d'assistance technique dont la mise en place est en cours.

Un « Récits d'impacts » sur ce projet est disponible ici (en anglais) : [www.bit.ly/RiRDominica](http://www.bit.ly/RiRDominica)



Ravages après le passage du cyclone tropical Maria à la Dominique en septembre 2017. Source : Banque mondiale



## République dominicaine



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :

Nombre total de projets :  
**4**

Montant total du financement :  
**\$1,860,000**

Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :

Nombre de projets :  
**2**

Montant total du financement :  
**\$800,000**

### Renforcement de la résilience physique et fiscale pour assurer une prospérité partagée en République Dominicaine

#### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$800,000**

Durée  
**12/2016 – 05/2020**



Atelier sur l'infrastructure de données spatiales de la République dominicaine en février 2019

Source : Banque mondiale

Ce projet vise à améliorer les capacités du Gouvernement de la République dominicaine à renforcer la résilience physique et budgétaire du pays face à des catastrophes (i) en favorisant des politiques de PRC dans les secteurs clés et en renforçant les capacités du ministère des Finances en matière de financement des risques de catastrophes ; et (ii) en prônant l'élaboration de politiques de GRC qui contribueront à la prospérité partagée.

Plus précisément, ce projet a permis l'élaboration du *Sistema Integral de Recopilación y Evaluación de Daños* (SIRED), une application mobile et web développée en partenariat avec le ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement et divers ministères sectoriels. Le SIRED permettra au gouvernement d'évaluer les pertes économiques post-catastrophe infligées aux biens publics dans des délais très courts à la suite d'une catastrophe.

Ce projet soutient également l'Institut géographique national dans la mise en place de l'infrastructure nationale des données spatiales en vue de fournir et de promouvoir l'utilisation d'informations géospatiales pour l'aménagement du territoire et la GRC. Dans le cadre de ces efforts, trois ateliers ont eu lieu au cours de l'exercice 2019 : (i) en février 2019, le premier atelier a lancé l'infrastructure de données spatiales avec la participation du ministre de l'Économie, de la Planification et du Développement ; (ii) en mai 2019, le deuxième atelier a créé un comité de coordination interinstitutionnel et a établi un cadre de compétences pour la production d'informations géographiques destinées aux différentes institutions publiques de la République dominicaine ; et (iii) en juin 2019, le troisième atelier a présenté un projet de proposition de profil de métadonnées géographiques pour l'infrastructure de données spatiales de la République dominicaine.

Enfin, une analyse a été lancée pour informer le gouvernement sur la façon de mieux protéger les populations les plus pauvres vivant dans des zones sujettes à des aléas naturels au moyen d'interventions de GRC et de résilience climatique. Celle-ci devrait permettre d'améliorer le ciblage du financement du relèvement pour que celui-ci ait des impacts mieux ciblés de diminution de la pauvreté à l'aide d'une Enquête sur le bien-être via le suivi instantané et fréquent, qui est en cours d'élaboration.



## République dominicaine



### Renforcement de la résilience physique et fiscale pour assurer une prospérité partagée en République Dominicaine

#### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$100,000**

Durée  
**04/2017 – 12/2019**

L'objectif de ce projet est de générer des données au niveau des ménages à l'aide de l'outil d'évaluation rapide de la pauvreté intitulé « Enquête sur le bien-être via le suivi instantané et fréquent » afin d'améliorer le ciblage des politiques et des investissements de GRC propices à la prospérité partagée en République dominicaine. Cet outil a produit un ensemble de données portant sur la relation entre l'exposition et la vulnérabilité aux inondations et leurs effets sur la pauvreté. Il a donné lieu à la rédaction d'un rapport qui décrit les résultats de l'analyse des données.

Cette étude soutient les activités d'un autre projet ACP-UE NDRR en République dominicaine intitulé *Renforcement de la résilience physique et fiscale pour assurer une prospérité partagée en République Dominicaine*, lui aussi décrit dans le présent rapport.



## Haiti



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :	Nombre total de projets : <b>3</b>	Montant total du financement : <b>\$1,490,000</b>
Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :	Nombre de projets : <b>2</b>	Montant total du financement : <b>\$700,000</b>

### Renforcement de la résilience face aux catastrophes et au changement climatique

#### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$500,000**

Durée  
**08/2018 – 01/2020**

Le projet soutient le Gouvernement d'Haïti au moyen d'outils d'analyse en vue de renforcer ses capacités de préparation et d'intervention en cas de catastrophe. Il vise aussi à améliorer la compréhension et les activités de planification d'urgence dans les secteurs essentiels à la préparation aux catastrophes et aux interventions en cas d'urgence, notamment ceux de l'éducation, de la santé et des transports. Le projet s'appuie sur les activités réalisées dans le cadre d'un autre projet ACP-UE NDRR intitulé *Programme d'intégration de la gestion des risques de catastrophes et de renforcement des capacités en Haïti* (<https://bit.ly/2RFOXxy>).

Au cours de l'exercice 2019, le projet a renforcé les services de données hydrométéorologiques et leur gestion, en soutenant une évaluation préliminaire des besoins en vue de l'élaboration d'un modèle local des risques d'inondations qui est connecté au système d'alerte précoce dans les communautés. En outre, une méthodologie a été élaborée en vue de classer par ordre de priorité les investissements de prévention des risques pour les infrastructures essentielles et des secteurs ciblés. Afin d'améliorer la préparation aux situations d'urgence, le projet a utilisé ce modèle et cette méthodologie de risques d'inondations pour classer par ordre de priorité les lieux qui présentent des besoins d'investissement dans les abris. En outre, le projet a effectué un diagnostic comportemental, afin de mieux comprendre les obstacles structurels et comportementaux qui limitent la capacité d'évacuation des populations vers des lieux sûrs pendant les ouragans.

Un soutien a également été fourni pour améliorer la transparence et l'efficacité des dépenses post-catastrophe en élaborant des règles de fonctionnement pour le fonds national d'urgence. Cet ensemble d'activités a éclairé la mise en œuvre du projet de *Renforcement de la résilience face aux catastrophes et au changement climatique en Haïti* de 35 millions de dollars financé par la Banque mondiale et le *Financement de la politique de développement en Haïti assorti d'un Cat-DDO* de 42 millions de dollars.



# Haïti



## Renforcement de la réduction des risques de catastrophes et la résilience urbaine à Cap Haïtien

### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$200,000**

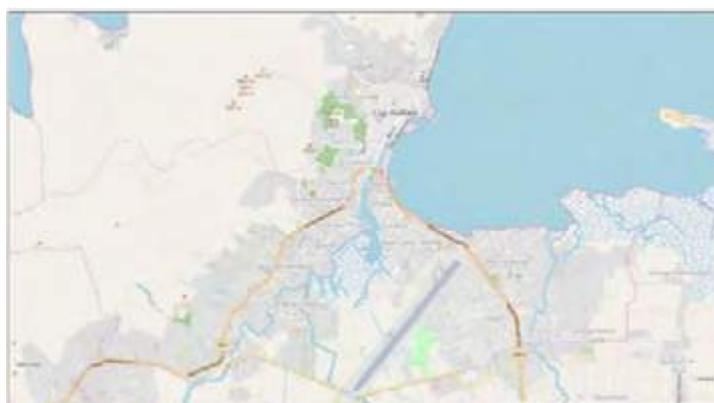
Durée  
**08/2019 – 02/2020**

Cap-Haïtien est la deuxième plus grande ville d'Haïti, comptant plus de 270 000 habitants, dont le taux de croissance démographique annuel est supérieur à 5 %. L'agglomération est extrêmement exposée aux aléas naturels, à savoir les inondations, les ouragans, les tremblements de terre et les tsunamis. Plus particulièrement, elle souffre d'inondations récurrentes qui provoquent des pertes en vies humaines et des dommages lourds au niveau de l'infrastructure et des logements résidentiels.

Ce projet appuie le Gouvernement haïtien dans l'intégration des aspects critiques de la GRC dans les activités le développement municipal et de résilience urbaine à Cap-Haïtien. Ces efforts renforcent les capacités techniques du ministère des Travaux publics en matière de planification et de prise de mesures de prévention des risques d'inondations à Cap-Haïtien, plus précisément de grands travaux d'ingénierie hydraulique, ainsi que des mesures de prévention des risques non structurels dans des bassins hydrographiques urbains, notamment des initiatives d'infrastructures vertes.

Cinq nouvelles couches de données des cartes des aléas ont été créées et utilisées lors des consultations auprès de parties prenantes locales en vue d'élaborer un critère de sélection pour les investissements dans les quartiers. Trois zones possibles ont été repérées et un accord a été conclu pour lancer des activités dans deux d'entre elles. Celui-ci a été convenu lors d'un atelier avec les autorités et des membres de la communauté qui a eu lieu en juin 2019 dans la municipalité de Cap-Haïtien, auquel ont participé 30 personnes, dont 10 femmes.

En outre, un exercice de modélisation tenant compte des risques d'inondations a été réalisé pour évaluer comment renforcer la résilience des routes aux inondations et cerner les impacts potentiels des inondations d'après plusieurs scénarios.



Carte de Cap-Haïtien et indication des zones d'activités.  
Source : Banque mondiale



# Jamaïque



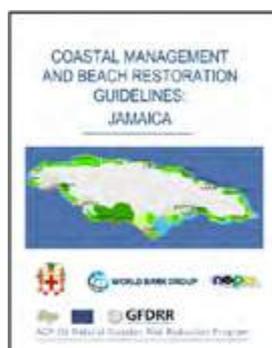
Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :	Nombre total de projets : <b>2</b>	Montant total du financement : <b>\$1,130,000</b>
Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :	Nombre de projets : <b>1</b>	Montant total du financement : <b>\$860,000</b>

## Renforcement de la gestion des risques de catastrophes et de la résilience climatique dans le processus de planification du développement

### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$860,000**

Durée  
**01/2015 – 02/2020**



Lignes directrices pour la protection du littoral et la restauration des plages.  
Source : Banque mondiale

Le projet vise à renforcer le cadre de GRC de la Jamaïque par (i) l'intégration de la GRC dans les politiques de développement, (ii) l'amélioration de l'application des analyses des risques de catastrophes dans des secteurs sélectionnés et (iii) le renforcement des capacités institutionnelles pour la prévention des vulnérabilités face aux catastrophes.

Le projet soutient les efforts du ministère des Transports de la Jamaïque à réaliser une analyse de l'impact des inondations et des aléas sur le réseau routier et les infrastructures de transport de la Jamaïque. Des lignes directrices pour la protection du littoral et la restauration des plages ont été finalisées (voir le lien ci-dessous), qui intègrent l'utilisation d'infrastructures fondées sur la nature, d'infrastructures en dur et de solutions non structurelles.

En outre, la version finale de la Stratégie nationale pour la réinstallation concernant les catastrophes naturelles a été achevée, sous la direction du ministère de la Croissance économique et de la Création d'emplois. Enfin, le projet a facilité une analyse de l'actuel manque de capacité des intervenants de premier secours en matière de gestion des situations d'urgence, dont la version finale a été remise au Bureau de la préparation aux catastrophes et des interventions d'urgence. Cette analyse pourrait être reprise dans un futur plan de formation pour la préparation et la gestion des situations d'urgence.

Les activités réalisées dans le cadre de ce projet ont servi au *Projet de réduction de la vulnérabilité de la Jamaïque face aux catastrophes* de 30 millions de dollars financé par la Banque mondiale.

Les lignes directrices pour la protection du littoral et la restauration des plages sont disponibles (en anglais) à : <https://bit.ly/2QW0qsk>



## Sainte-Lucie



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :	Nombre total de projets : <b>5</b>	Montant total du financement : <b>\$2,265,000</b>
Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :	Nombre de projets : <b>2</b>	Montant total du financement : <b>\$1,650,000</b>

### Mesurer l'impact des catastrophes sur la pauvreté et la vulnérabilité sociale

#### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR <b>\$350,000</b>	Durée <b>03/2017 – 02/2020</b>
--	-----------------------------------

Ce projet présente une analyse de l'impact des catastrophes naturelles sur la vulnérabilité sociale à Sainte-Lucie, qui à son tour éclaire les stratégies et politiques de GRC afin de mieux cibler les populations pauvres et socialement vulnérables dans le cadre d'un programme de GRC complet. À partir de ces analyses, des recommandations sont en train d'être formulées pour étayer des politiques de GRC et de protection sociale.

Une analyse des données existantes sur la pauvreté et la GRC a été entreprise et des analyses statistiques sont en cours pour déterminer s'il est possible d'examiner la corrélation entre exposition aux catastrophes et pauvreté. L'analyse finale devrait être achevée d'ici septembre 2019 et le rapport final publié d'ici décembre 2019.

En outre, un outil d'enquête est en cours d'élaboration afin de renforcer les données disponibles sur la pauvreté et la GRC dans le pays. Ce travail permettra de mieux comprendre les impacts des catastrophes sur le bien-être social par l'intégration d'un module sur les chocs en cas de catastrophe dans l'enquête sur la mesure des niveaux de vie et l'établissement d'un indice de vulnérabilité sociale.

De plus, ce projet intervient auprès des petits agriculteurs pour renforcer leur résilience au changement climatique. Cet effort est entrepris dans le cadre de la Facilité de financement à l'adaptation climatique, mise en œuvre par la Banque de développement de Sainte-Lucie, qui accorde des prêts concessionnels à faible taux d'intérêt aux ménages et aux petites entreprises en vue d'accroître leur résilience aux impacts des catastrophes et du changement climatique. Il a été constaté que de nombreux petits agriculteurs, souvent vulnérables aux événements climatiques, ont manifesté leur intérêt à l'idée de renforcer leur résilience climatique en accédant à ces prêts, mais ne sont pas en mesure d'élaborer un dossier de candidature qui réponde aux exigences de la Facilité de financement à l'adaptation climatique. Le projet ACP-UE NDRR fournit de l'expertise technique pour aider les agriculteurs à monter leurs dossiers de candidature et collabore avec la Banque de développement de Sainte-Lucie pour proposer des produits qui seraient bénéfiques pour ces agriculteurs.



## Sainte-Lucie



### Réduction mesurable des risques de catastrophes spécifiques aux infrastructures publiques

#### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$1,300,000**

Durée  
**02/2016 – 06/2019**

Lancé en février 2016, le projet s'est attaché dans un premier temps à apporter un soutien au Gouvernement de Sainte-Lucie en vue de mieux comprendre les risques de catastrophes concernant les infrastructures publiques, ainsi que de faciliter le suivi des niveaux de risque dans le temps. Il a donné lieu, entre autres, à l'organisation d'un atelier sur les évaluations des risques de glissements de terrain réunissant des ingénieurs géotechniques clés du pays, à la finalisation d'une analyse complète des risques de tremblements de terre et à l'achèvement d'un examen des infrastructures de drainage.

À l'issue de réunions avec le Gouvernement de Sainte-Lucie, la durée du projet a été prolongée et sa portée ajustée pour répondre aux grandes priorités du pays, à savoir le renforcement de la résilience du secteur du logement, le renforcement des infrastructures essentielles, la favorisation du partage des connaissances en matière d'urbanisme, l'amélioration des ressources en eau et la consolidation de systèmes résilients de protection sociale.

Au titre de cette nouvelle orientation, le projet a fourni un appui financier à l'élaboration d'un inventaire du logement pour les immeubles des villes de Castries, de Dennery et de Gros Islet, qui servira à évaluer la résilience climatique des immeubles et des toits. En ce qui concerne le renforcement des infrastructures essentielles, des contributions techniques ont été fournies pour la remise en état d'établissements scolaires, la création de refuges d'urgence et l'amélioration des infrastructures de transport. Le projet a également soutenu des initiatives de collecte de données et de renforcement institutionnel, surtout avec le département de l'Aménagement du territoire, le Bureau national de gestion des urgences et le Bureau météorologique du pays.

Le projet a en outre finalisé un rapport technique sur la capacité de l'outil de filet de protection sociale existant à identifier les ménages pauvres et les bénéficiaires potentiels des programmes sociaux. Sur la base de ce rapport, une version révisée de l'outil de filet de protection sociale a été élaborée pour mieux répondre aux besoins actuels. Des recommandations de politique générale ont été formulées et 30 fonctionnaires ont reçu une formation en août et en octobre 2018 à l'utilisation de l'outil de filet de sécurité révisé.

La Banque mondiale travaille également avec l'Agence de gestion des ressources en eau à la révision de la politique générale en matière d'eau. Ce travail a donné lieu à de nombreuses consultations en vue de l'ébauche d'une politique générale, éclairée par les analyses pertinentes, qui sera achevée d'ici février 2020.

En matière de renforcement des capacités, le projet a financé la participation d'un haut fonctionnaire de Sainte-Lucie à la XXVII<sup>e</sup> Assemblée générale des ministres et des autorités de haut niveau du logement et de l'urbanisme d'Amérique latine et des Caraïbes (MINUR-VI). Il a également soutenu la participation de 9 hauts fonctionnaires à la Conférence UR Caraïbes pour y partager les enseignements tirés des activités en cours à Sainte-Lucie, ainsi que pour apprendre d'autres pays.



## Saint-Vincent -et-les-Grenadines



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :	Nombre total de projets : <b>2</b>	Montant total du financement : <b>\$799.594</b>
Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :	Nombre de projets : <b>1</b>	Montant total du financement : <b>\$750,000</b>

### Transformation urbaine et résilience pour une croissance économique inclusive

#### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR <b>\$750,000</b>	Durée <b>10/2018 – 07/2020</b>
--	-----------------------------------

Ce projet soutient le Gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines dans l'examen et le renforcement de ses politiques et de ses cadres juridiques en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, de logement et de GRC.

Ce projet est décrit plus en détail à la section Pleins phares à la page 26.



## Suriname



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :	Nombre total de projets : <b>2</b>	Montant total du financement : <b>\$850,000</b>
Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :	Nombre de projets : <b>1</b>	Montant total du financement : <b>\$500,000</b>

### Assistance technique à la résilience climatique et à la gestion des crues à Paramaribo

#### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$500,000**

Durée  
**02/2018 – 07/2020**

Ce projet soutient les efforts déployés par le Gouvernement du Suriname pour lancer et mettre en œuvre un nouvel investissement dans la réduction de l'impact des crues le long du canal de Saramacca. Il s'appuie sur les conclusions et les recommandations d'un précédent projet ACP-UE NDRR intitulé *Programme de gestion des risques d'inondations du Grand Paramaribo*, qui évaluait les risques d'inondations dans la région du Grand Paramaribo et qui, dans le cadre de l'étude stratégique d'évaluation des risques de crues de Paramaribo, a désigné le canal de Saramacca comme étant l'une des priorités géographiques où concentrer les efforts d'atténuation des crues. Les analyses élaborées dans le cadre de ce projet ont appuyé la conception du *Projet de remise en état du canal de Saramacca* de 35 millions de dollars financé par la Banque mondiale, qui investit dans la prévention des risques d'inondations pour les habitants et les actifs dans la région du Grand Paramaribo, ainsi que dans l'amélioration du fonctionnement du réseau du canal de Saramacca.

Au cours de l'exercice 2019, une analyse de sensibilité de l'étude technique précédente, financée par le programme ACP-UE NDRR, a été effectuée en modélisant l'élévation numérique disponible. Cette analyse de sensibilité a permis au gouvernement d'optimiser les ressources afin de renforcer l'efficacité des mesures de réduction de l'impact des crues. Par ailleurs, le projet a aidé le gouvernement à évaluer l'impact environnemental et social de l'intervention et a sollicité la participation des citoyens lors de deux consultations distinctes et d'une audience publique dans les zones couvertes par le projet. Les citoyens ont réservé un accueil favorable à cette initiative et au nouvel investissement potentiel et se sont félicités de la possibilité de rester mobilisés pendant toute la durée du projet financé par la Banque mondiale.

En outre, la modélisation hydraulique du réseau de drainage du canal de Saramacca a permis d'améliorer la première évaluation stratégique globale des risques d'inondations qui avait été réalisée dans le cadre du précédent projet ACP-UE NDRR au Suriname. Les étapes suivantes s'appuieront sur la modélisation hydraulique et les formations de soutien en modélisation hydraulique et en génie civil, visant à mieux comprendre les problèmes liés aux inondations et l'impact du développement urbain, en ciblant les hauts fonctionnaires.

# Pacifique

Voici une description concise des 12 projets actifs dans le Pacifique au cours de l'exercice 2019.

La description des projets clos avant l'exercice 2019 est disponible à :  
<https://www.gfdr.org/fr/acp-ue>



# Projets régionaux dans le Pacifique



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :	Nombre total de projets : <b>4</b>	Montant total du financement : <b>\$3,760,000</b>
Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :	Nombre de projets : <b>3</b>	Montant total du financement : <b>\$2,460,000</b>

## Assistance technique programmatique - Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes

Volet 1	
Contribution ACP-UE NDRR <b>\$1,000,000</b>	Durée <b>10/2014 – 07/2020</b>

Ce projet est actif dans plusieurs États insulaires du Pacifique, à savoir les États fédérés de Micronésie, les Fidji, la République des Îles Marshall, Samoa, les îles Salomon, le Tonga et le Vanuatu. Les outils et méthodologies élaborés tout au long du projet contribuent au *Programme de résilience du Pacifique* de plus large envergure financé par la Banque mondiale, qui soutient les investissements dans les infrastructures.

Le projet vise en premier lieu à accroître les capacités de ces États insulaires du Pacifique à intégrer la GRC et l'ACC dans la conception d'investissements dans des infrastructures. À cette fin, deux notes d'information ont été finalisées, la première intitulée *Soutien aux évaluations de la vulnérabilité des réseaux routiers dans les pays insulaires du Pacifique*, et la deuxième sur la Gestion des risques d'inondations en milieu urbain dans le Pacifique. Aux Fidji, une évaluation des risques du secteur de l'éducation et de la santé a été réalisée et une note explicative de l'intégration de la GRC dans des établissements humains a été rédigée. À Samoa, une évaluation de la vulnérabilité routière a été élaborée, qui a permis d'éclairer le projet *Renforcement de la résilience au changement climatique de la route de la côte ouest* de 17 millions de dollars financé par la Banque mondiale. En République des Îles Marshall, une évaluation rapide des aléas côtiers et des risques de catastrophes a été élaborée, ce qui a permis au gouvernement de mieux comprendre les risques climatiques et les risques de catastrophes. Au Vanuatu, du soutien a été fourni pour intégrer des considérations de résilience et du type « reconstruire en mieux » dans le DRF que le gouvernement a récemment élaboré. En outre, des évaluations rapides des bâtiments scolaires ont été effectuées à Samoa, aux Tonga et au Vanuatu.

Le projet a réalisé une évaluation des besoins pour fournir des services d'alerte précoce multi-aléas et élaborera un plan d'investissements pour le renforcement des systèmes d'alerte précoce dans ces pays insulaires du Pacifique. Les propositions des plans d'investissement contribuent au *Programme de résilience du Pacifique* financé par la Banque mondiale à Samoa (9,25 millions de dollars) et aux Tonga (11,46 millions de dollars).

La note d'information sur les évaluations de la vulnérabilité du réseau routier est disponible à : <https://bit.ly/34FrXOo>

La note d'information sur la gestion des risques d'inondations en milieu urbain est disponible à : <https://bit.ly/2VbESdY>

# Projets régionaux dans le Pacifique



## Cartographie de la vulnérabilité des communautés en République des Îles Marshall et dans les États fédérés de Micronésie

### Volet 1

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$720,000**

Durée  
**02/2017 – 07/2020**

Ce projet, géré par l'OIM, renforce la résilience aux risques de catastrophes de communautés sélectionnées en République des Îles Marshall et en Micronésie et les aide à s'adapter au changement climatique.

L'OIM a sensibilisé au projet les chefs de l'île d'Ebeye en République des Îles Marshall, afin de faciliter une prise de décision commune au sujet de l'initiative. Un exercice de cartographie des aléas, de la vulnérabilité et des capacités ainsi qu'une évaluation des systèmes d'alerte précoce a eu lieu à Bouji en République des Îles Marshall et d'autres sont en cours dans 9 autres communautés du pays. Celui-ci comporte des sessions qui, entre autres, aident à sensibiliser les membres des communautés aux risques de catastrophes et à l'élaboration de cartes de risques d'aléas et des plans d'investissements communautaires propices à une résilience accrue. Par ailleurs, la collecte de données techniques et des consultations ont commencé en vue de faciliter la conception d'un système d'alerte précoce efficace tant sur le plan régional que national, ainsi qu'une évaluation des bâtiments publics, comme les établissements scolaires et les infrastructures.

L'OIM a également mené une campagne de sensibilisation de la communauté portant sur le changement climatique et les risques d'aléas. Des exercices d'évacuation en cas d'urgence ont été organisés dans les écoles en partenariat avec le système d'éducation publique, auquel ont participé



Exercice d'évacuation en cas d'urgence dans une école en République des Îles Marshall. Source : OIM

# Projets régionaux dans le Pacifique



## Utilisation de véhicules aériens sans pilote pour l'évaluation de catastrophes dans les îles du Pacifique

### Volet 1

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$740,000**

Durée  
**01/2017 – 07/2020**

Le projet développe les capacités et la volonté des Fidji et du Tonga à déployer des véhicules aériens sans pilote (des drones) en vue de réaliser des évaluations des risques de catastrophes et des risques climatiques, ainsi qu'un relevé rapide des dommages subis par le milieu physique dans des situations de post-catastrophe.

Au cours de l'exercice 2019, un document décrivant les meilleures pratiques en matière d'utilisation des drones a été publié, et une feuille de route élaborée, pour guider le déploiement de drones afin de produire des images de haute résolution. Ces documents sont mis à la disposition des Gouvernements des Fidji et du Tonga et peuvent être reproduits dans d'autres contextes.

Le projet contribue également à sensibiliser l'Autorité de l'aviation civile du Tonga à la nécessité de renforcer le cadre réglementaire portant sur l'utilisation de drones dans le Pacifique. L'intérêt manifesté lors des tests sur le terrain a donné lieu à une demande de formation de fonctionnaires. Ce renforcement des capacités devrait permettre aux pays de se mettre à faire des tests d'utilisation de drones et à développer leurs propres ensembles de données. Ces activités ont également suscité un intérêt pour l'élaboration de procédures opératoires standard pour la collecte de données par des drones à la suite de catastrophes naturelles au Tonga. Le projet organisera un atelier dans le cadre des activités de l'exercice 2020.

Ces activités ont contribué à un autre projet ACP-UE NDRR : *l'Évaluation rapide des dommages et des besoins de relèvement après le cyclone tropical Gita*, qui, en février 2018, a eu recours à des drones pour évaluer les dommages causés par le cyclone Gita aux Tonga. La comparaison des images d'avant et d'après la catastrophe a éclairé l'élaboration d'un cadre de relèvement pour le Tonga et a permis de créer une carte de référence post-catastrophe pouvant être progressivement actualisée au fil des phases de relèvement et de reconstruction.

- Les images de drone du Tonga sont disponibles à : [https://map.openaerialmap.org/#/-175.05615234375,-21.289374355860424,6/square/20002233?\\_k=3zs1ap](https://map.openaerialmap.org/#/-175.05615234375,-21.289374355860424,6/square/20002233?_k=3zs1ap)
- Un « Récits d'impacts » est disponible (en anglais) à : <https://www.gfdrr.org/sites/default/files/publication/UAV4Resilience.pdf>



**Fidji**



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :

Nombre total de projets : **4**

Montant total du financement : **\$870,000**

Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :

Nombre de projets : **1**

Montant total du financement : **\$100,000**

### Renforcement des capacités d'amélioration de la conception et de la construction de maisons et d'établissements scolaires à un seul étage pour les risques liés au climat et de catastrophes

#### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$100,000**

Durée  
**05/2019 – 07/2020**

Le cyclone tropical Winston de catégorie 5 s'est abattu sur les Fidji en février 2016, le plus fort cyclone à avoir jamais été enregistré dans l'archipel. Le montant total estimé des dommages subis dépassait 700 millions de dollars (1 517 millions de FJD), soit environ 20 % du PIB des Fidji en 2014, les dommages du secteur immobilier étant estimés à 350 millions de dollars (752 millions de FJD), représentant près de la moitié du total des dommages.

Ce projet a été lancé à la fin de l'exercice 2019 pour renforcer la capacité du pays à améliorer la conception et la construction de maisons et d'établissements scolaires à un seul étage afin de parer aux risques climatiques et aux risques de catastrophes aux Fidji. Le projet fournit spécifiquement de l'assistance technique aux ministères et aux institutions concernés des Fidji pour les aider à élaborer les lignes directrices de mise en œuvre du code du bâtiment en vigueur dans le pays pour la construction de nouvelles maisons résidentielles à un seul étage et de nouveaux établissements scolaires à un seul étage situés dans les zones rurales. Les activités du projet entrent dans le cadre de la *deuxième Opération de viabilité budgétaire et de développement de la résilience au changement climatique aux Fidji* de 63 millions de dollars financée par la Banque mondiale.



Village de Namarai Viti Levu aux Fidji. Le cyclone Winston a détruit sur son passage 30 des 36 maisons de la communauté le 20 février 2016.  
Crédit photo : Banque mondiale



## Kiribati



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :

Nombre total de projets :  
**1**

Montant total du financement :  
**\$455,000**

Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :

Nombre de projets :  
**1**

Montant total du financement :  
**\$455,000**

### Renforcement des atolls pour une future expansion résiliente au changement climatique

#### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$455,000**

Durée  
**08/2017 – 07/2020**

Ce projet soutient le Gouvernement de Kiribati afin d'identifier les facteurs clés et pour planifier l'affectation de fonds et le financement de terrains sûrs et abordables destinés à l'expansion urbaine, qui répondent aux besoins et aux priorités de ménages à revenu faible et à revenu intermédiaire faible, dans une perspective de résilience au changement climatique. À cette fin, le projet analyse les facteurs qui favorisent l'urbanisation à Kiribati, et la manière dont ceux-ci sont affectés par les impacts du changement climatique et les risques de catastrophes. Le projet évalue aussi les options politiques, techniques et de financement à Temaiku pour mettre à l'essai une subdivision entièrement nouvelle et abordable, résiliente au climat, sur des terres sous-développées et des parcelles urbaines qui appartiennent à l'État, qui pourrait ensuite servir d'exemple pour d'autres logements résilients au changement climatique à Kiribati. Le projet documente également les politiques, les systèmes et les procédures adaptés en vue de les reproduire à l'avenir, ainsi que la possibilité de mise à l'échelle de logements résilients au changement climatique à Kiribati.

Une enquête auprès des ménages a été conçue en étroite collaboration avec le bureau national des statistiques du ministère des Finances. Elle a été entreprise dans 6 principaux quartiers résidentiels et d'affaires de South Tarawa et de Betio. Au total, 288 ménages (soit 67 % de la population urbaine) ont été interviewés. Cela représente un grand pas en avant pour les pouvoirs publics, la dernière enquête fiable sur les dépenses des ménages pour Kiribati remontant à 2005. Le nettoyage et l'analyse préliminaire des données de l'enquête sur les ménages ont été effectués, ainsi que le calcul des estimations des besoins en terres et en logements et des schémas de dépenses des ménages à faible revenu vivant à South Tarawa.

Sur la base des premiers résultats de l'enquête réalisée auprès des ménages, l'analyse et les options pour une expansion urbaine et un développement des habitats à la fois abordables et résilients, ainsi que des renseignements et des travaux supplémentaires, ont été présentés à l'examen et à l'évaluation du ministère des Finances, du ministère des Travaux publics et des services publics et du ministère des Terres et du développement agricole. Par ailleurs, des exemples de meilleures pratiques venant de la région entière ont été rassemblés pour déterminer et faire ressortir les tendances et les options afin d'évaluer la réactivité au changement climatique et aux catastrophes des principes de conception de logements urbains. Cet exercice comprend un examen comparatif (i) des types de construction de foyer ; (ii) de la conception de bâtiments en termes de réactivité au changement climatique et de résilience aux catastrophes ; et (iii) des critères sociaux portant sur la protection de la vie privée, la sécurité, la sûreté, la communauté, l'accessibilité financière, la santé et l'assainissement.

Par ailleurs, des consultations ont été effectuées auprès de parties prenantes clés des pouvoirs publics, ainsi qu'avec l'organisme du logement de Kiribati (Kiribati Housing Corporation), sur les options permettant d'améliorer l'accessibilité financière, l'accessibilité physique et la résilience du parc immobilier à Kiribati. Ces consultations ont porté sur la possibilité de créer de nouveaux terrains surélevés comme option pour répondre aux besoins croissants d'établissements résilients.



# Samoa



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :

Nombre total de projets : **2**

Montant total du financement : **\$305,000**

Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :

Nombre de projets : **1**

Montant total du financement : **\$200,000**

## Renforcement des capacités de mise en œuvre des codes du bâtiment et d'amélioration des systèmes multirisques en vue de la création d'un Cat-DDO (Option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes)

### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$200,000**

Durée  
**07/2018 – 07/2020**

Ce projet aide le Gouvernement de Samoa à renforcer son cadre de politique institutionnelle de gestion des risques liés aux catastrophes et au climat, ainsi qu'à répondre aux exigences relatives à l'accès à un Cat-DDO. Il soutient spécifiquement l'élaboration de solutions pratiques, de lignes directrices et d'efforts de sensibilisation au code du bâtiment révisé et à la stratégie visant à améliorer l'efficacité d'un système d'alerte précoce multi-aléas.

Le projet soutient dans un premier temps le Gouvernement de Samoa à faire appliquer la version révisée de son code du bâtiment et des normes de construction. Le projet a déjà aidé à l'élaboration des lignes directrices visant à renforcer les capacités du personnel du ministère des Travaux publics, des Transports et de l'Infrastructure à évaluer les demandes de permis de construire et à en vérifier la conformité aux normes et au code révisés. Le projet a également soutenu le Gouvernement de Samoa dans ses efforts de communication, d'une part avec le secteur du bâtiment quant au contenu et aux implications du code du bâtiment révisé, et d'autre part avec les communautés au sujet des risques climatiques et liés aux catastrophes qui existent.

En un second temps, le projet soutient le Gouvernement de Samoa à l'élaboration de politiques et de stratégies visant à améliorer l'efficacité du système d'alerte précoce multi-aléas. Dans le cadre du soutien apporté, l'adéquation des procédures opératoires standard pour le système d'alerte précoce est en cours d'évaluation. Les modifications proposées aideront le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement à rédiger une politique et une stratégie d'intégration de toutes les informations disponibles, notamment les informations météorologiques, hydrologiques et sismiques.



## Îles Salomon



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :	Nombre total de projets : <b>3</b>	Montant total du financement : <b>\$2,540,000</b>
Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :	Nombre de projets : <b>2</b>	Montant total du financement : <b>\$2,500,000</b>

### Projet de résilience communautaire au risque climatique et au risque de catastrophes

Volet 2	
Contribution ACP-UE NDRR <b>\$2,000,000</b>	Durée <b>04/2014 – 04/2019</b>

Ce projet a aidé des communautés des Îles Salomon à mieux gérer les aléas naturels et les risques climatiques et a renforcé les capacités des pouvoirs publics en matière de GRC, en intégrant la GRC dans la planification et les budgets sectoriels et en intensifiant les efforts de surveillance sismique. De plus, le projet a permis d'augmenter les investissements dans la GRC dans plusieurs communautés à haut risque des provinces de Guadalcanal, de Temotu, de Malaita, des îles centrales et de Bellona.

Un « Récits d'impacts » sur ce projet est disponible (en anglais) ici : <https://bit.ly/2W3PctD>

Ce projet est décrit plus en détail à la section Pleins phares à la page 30.



## Îles Salomon



### Étude sur les risques d'inondations et plan de gestion d'Honiara

---

#### Volet 2

---

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$500,000**

Durée  
**06/2017 – 07/2020**

---

Honiara est la capitale des Îles Salomon et représente le pôle de transport et le centre économique, politique et éducatif pour l'archipel. Les inondations qui se sont produites en avril 2014 ont touché près de 80 % de la population d'Honiara. Ce projet étudie les risques d'inondations urbaines et fournit des informations de qualité sur la manière de mieux gérer et de réduire les risques d'inondations dans la région du Grand Honiara, renforçant ainsi les capacités de la ville en matière de préparation aux catastrophes et de résilience aux phénomènes météorologiques extrêmes.

La première composante du projet porte sur l'établissement d'un rapport d'étude détaillé sur les risques d'inondations, qui fournit une évaluation des risques d'inondations dans la zone d'étude et une description des impacts du changement climatique sur le comportement et le risque de crues. Plusieurs grands jalons ont été atteints, dont (i) l'amorce d'un vaste processus de collecte de données ; (ii) la mise en place et l'étalonnage de modèles hydrologiques et hydrauliques ; et (iii) l'achèvement de la modélisation des crues nominales. L'évaluation des risques d'inondations et des options de gestion des inondations est en cours.

La deuxième composante de ce projet appuie le plan gouvernemental portant sur les risques d'inondations futurs, en procédant à la recherche des options de gestion des risques d'inondations et à l'élaboration d'un plan de gestion des risques d'inondations. La recherche des options de gestion a commencé et ses résultats seront présentés dans deux documents de travail. Un atelier d'évaluation multicritères sera alors organisé pour réunir divers représentants gouvernementaux des Îles Salomon au début de 2020.



## Tonga



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :	Nombre total de projets : <b>3</b>	Montant total du financement : <b>\$2,180,000</b>
Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :	Nombre de projets : <b>2</b>	Montant total du financement : <b>\$2,100,000</b>

### Projet de reconstruction suite au cyclone Ian et de résilience au climat

Volet 2	
Contribution ACP-UE NDRR <b>\$2,000,000</b>	Durée <b>07/2015 – 11/2018</b>

Le projet a soutenu le Plan d'intervention nationale suite au cyclone tropical Ian. Il visait d'une part à améliorer la résilience au changement climatique des logements et d'installations communautaires sélectionnées pour la population touchée des îles Ha'apai, et d'autre part à consolider les efforts de préparation aux catastrophes du Gouvernement du Tonga pour se rétablir de catastrophes naturelles futures.

Le projet a aussi aidé à renforcer la résilience des logements et des communautés, en apportant un soutien au ministère des Finances et de la Planification nationale pour entreprendre la reconstruction de logements capables de résister à des vitesses de vent d'au moins 250 km/h. Une politique nationale de reconstruction de logements et une stratégie de reconstruction des logements ont été présentées au conseil des ministres. Le projet a également examiné et mis à jour le Plan national de gestion des urgences de 2010 et la loi sur la gestion des urgences de 2007.

Plusieurs documents clefs ont été rédigés pour appuyer le Gouvernement du Tonga, dont un manuel d'opérations détaillant les modalités de planification et de mise en œuvre des efforts de relèvement et de reconstruction après une catastrophe, ainsi qu'un système de surveillance de la construction de bâtiments. Ce dernier comprend un outil de collecte de données pour l'évaluation des dommages causés aux logements après une catastrophe et un outil de collecte de données sur les dommages. Au cours de ce processus, 50 fonctionnaires, dont 5 femmes, ont été formés à l'utilisation des outils et à la supervision des travaux de construction.

Le code du bâtiment du Tonga a été mis à jour et s'est accompagné d'une campagne de sensibilisation du public sur l'importance de le respecter. Le projet a également réalisé l'évaluation et la cartographie des risques d'aléas côtiers pour éclairer les plans de reconstruction et le renforcement de la résilience dans les zones touchées de Ha'apai.



# Tonga



## Évaluation rapide des dommages et cadre de relèvement suite au cyclone tropical Gita

### Volet 3

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$100,000**

Durée  
**04/2018 – 12/2018**

Le 12 février 2018, le royaume du Tonga a été frappé par le cyclone tropical Gita de catégorie 4. Suite à une demande du Gouvernement du Tonga, une évaluation rapide des dommages a été effectuée.

L'évaluation rapide a eu recours à des drones, qui avaient été testés lors du projet entrant dans le cadre du Volet 1 programme ACP-UE NDRR *Utilisation de véhicules aériens sans pilote pour les évaluations des catastrophes dans les îles du Pacifique (UAV4Resilience)*. Il a été possible de comparer les images post-catastrophe à celles prises par les drones avant la catastrophe en octobre 2017 lors du projet UAV4Resilience et de les utiliser pour éclairer la planification du relèvement et de la reconstruction. Les images ont aidé à créer une carte post-référence qui pourra être actualisée au fil des différentes phases de relèvement et de reconstruction. L'évaluation rapide a calculé que le coût économique des dommages provoqués par le cyclone tropical Gita s'élevait au total à près de 164,1 millions de dollars, soit l'équivalent de 37,8 % du PIB nominal du Tonga.

Dans le cadre du processus d'évaluation, le Gouvernement du Tonga a formé 5 personnes à l'utilisation des drones et a organisé des formations pour le département des Terres du Tonga et des Fidji, à l'appui du renforcement des capacités locales et de la production de données venant de la base. Les 44 images de drone couvrant l'île principale du Tonga, Tongatapu, ont été chargées sur la plateforme OpenAerialMap.org. Le ministère de l'Éducation s'en sert actuellement pour planifier la reconstruction des établissements scolaires et le ministère des Terres, des Levés et des Ressources naturelles, quant à lui, les utilise pour valider les demandes d'indemnisation.

Les recommandations découlant de l'évaluation rapide ont éclairé le financement additionnel de 14,95 millions de dollars pour le *Projet de résilience du Pacifique* de la Banque mondiale, qui entre dans le cadre du Programme de résilience du Pacifique, en vue d'aider le ministère de l'Éducation du Tonga aux travaux de réparation des infrastructures scolaires.

- L'évaluation rapide post-catastrophe est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/2RlmabU>
- Un « Récits d'impacts » est disponible (en anglais) à : <https://www.gfdrr.org/sites/default/files/publication/UAV4Resilience.pdf>
- Les images de drone du Tonga sont disponibles à : [https://map.openaerialmap.org/#/-175.078125,-21.289374355860424,6/square/20002233?\\_k=30r0sv](https://map.openaerialmap.org/#/-175.078125,-21.289374355860424,6/square/20002233?_k=30r0sv)



## Tuvalu



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :

Nombre total de projets :  
**1**

Montant total du financement :  
**\$200,000**

Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :

Nombre de projets :  
**1**

Montant total du financement :  
**\$200,000**

### Renforcement du cadre politique et réglementaire pour la gestion des risques de catastrophes à Tuvalu

#### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$200,000**

Durée  
**05/2019 – 07/2020**

L'archipel de Tuvalu se trouve dans une région où les cyclones tropicaux fréquents entraînent des vents, des pluies et des ondes de tempête qui provoquent des dommages, généralement entre les mois d'octobre et de mai. En 2015, le cyclone Pam a déplacé 45 % de la population des Tuvalu. Les vents de ces cyclones soufflent à des vitesses qui peuvent faire subir des dommages modérés à sévères aux bâtiments, aux infrastructures et aux cultures, entraînant des pertes économiques importantes. Bien qu'aucun grand tremblement de terre ne se soit produit aux Tuvalu récemment, l'archipel est entouré par ce qu'on appelle « l'anneau de feu » du Pacifique et, à ce titre, est exposé à des risques de tsunamis.

Lancé à la fin de l'exercice 2019, ce projet fournit un soutien technique et analytique aux ministères et organismes concernés pour examiner les politiques, les plans et les règlements existants en matière de GRC, les éventuelles lacunes et il relève les actions prioritaires de réforme à prendre par le gouvernement. Ces activités permettront de renforcer les capacités en vue de la mise en œuvre du Plan d'action stratégique national pour le changement climatique et la GRC.



# Vanuatu



Soutenu par le programme ACP-UE NDRR depuis son lancement :

Nombre total de projets : **3**

Montant total du financement : **\$3,340,000**

Soutien fourni au cours de l'exercice 2019 :

Nombre de projets : **1**

Montant total du financement : **\$200,000**

## Renforcement du cadre institutionnel et juridique de la gestion des risques de catastrophes

### Volet 2

Contribution ACP-UE NDRR  
**\$200,000**

Durée  
**02/2019 – 07/2020**

Ces dernières années, Vanuatu a été confronté à plusieurs catastrophes naturelles, dont le cyclone tropical Pam et des éruptions volcaniques (Ambae, Ambrym, Tanna). Face au risque croissant de catastrophes, il est nécessaire d'établir un cadre de prévention des risques de catastrophes et de prévoir l'harmonisation des politiques aux niveaux national, sectoriel et provincial. Cela permettra au Gouvernement du Vanuatu de réduire les facteurs sous-jacents des risques de catastrophes et de prendre des mesures efficaces dès que possible après une catastrophe.

Le projet fournit une assistance technique aux ministères et organismes concernés afin de renforcer certaines politiques et stratégies nationales en matière de GRC, ce qui permet de consolider les capacités de mise en œuvre et de priorisation de programmes de GRC.

Le projet contribue à l'intégration des politiques et stratégies de GRC dans la planification du développement sectoriel. Pour ce faire, il fournit un soutien technique et analytique afin d'aider le gouvernement à prendre des décisions éclairées sur le renforcement de politiques de développement résilientes. Le projet aide le gouvernement à analyser les politiques et stratégies en vigueur et à relever les domaines où il est nécessaire de procéder au renforcement et à l'harmonisation des politiques pour assurer une GRC efficace. Des contributions techniques spécifiques ont visé la révision de la loi nationale sur la GRC et de la politique nationale sur les subdivisions du Vanuatu.

Le projet appuiera des activités visant à renforcer un relèvement résilient lors du dialogue sur les actions à mener et des contributions techniques en vue de l'établissement d'un DRF global. Ces efforts fourniront des orientations politiques et stratégiques pour l'établissement et la mise en œuvre de mesures de relèvement post-catastrophe et dans une perspective « reconstruire en mieux », ainsi que pour le déblocage, l'accessibilité et la mise en œuvre de sources de financement post-catastrophe.

• ANGOLA • ANTIGUA ET BARBUDA • BELIZE • CAP VERT • COMORES • BAHAMAS •  
• BARBADES • BÉNIN • BOTSWANA • BURKINA FASO • BURUNDI • CAMEROUN •  
• RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE • CONGO (BRAZZAVILLE) • CONGO (KINSHASA) •  
• ILES COOK • CÔTE D'IVOIRE • CUBA • DJIBOUTI • RÉPUBLIQUE DOMINICAINE •  
• DOMINIQUE • ERYTHRÉE • ETHIOPIE • FIDJI • GABON • GAMBIE • GHANA • GRENADÉ •  
• RÉPUBLIQUE DE GUINÉE • GUINÉE-BISSAU • GUINÉE EQUATORIALE • GUYANE •  
• HAITI • JAMAÏQUE • KENYA • KIRIBATI • LESOTHO • LIBERIA • MADAGASCAR •  
• MALAWI • MALI • ILES MARSHALL • MAURICE • MAURITANIE • MICRONÉSIE •  
• MOZAMBIQUE • NAMIBIE • NAURU • NIGER • NIGERIA • NIUE • OUGANDA • PALAU •  
• PAPOUASIE NOUVELLE GUINÉE • RWANDA • SAINT CHRISTOPHE ET NEVIS •  
• SAINT VINCENT ET GRENADINES • SAINTE LUCIE • ILES SALOMON • SAMOA •  
• SAO TOME ET PRINCIPE • SÉNÉGAL • SEYCHELLES • SIERRA LEONE • SOMALIE •  
• SOUDAN • SURINAME • SWAZILAND • TANZANIE • TCHAD • TIMOR LESTE • TOGO •  
• TONGA • TRINITÉ ET TOBAGO • TUVALU • VANUATU • ZAMBIE • ZIMBABWE •



Desert en Namibie  
Crédit photo: iStock

# Les partenaires au programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles

## GRUPE DES ACP

Le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) est une organisation intergouvernementale créée par l'accord de Georgetown en 1975. Il est composé de 79 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, signataires de l'accord de Cotonou (appelé « Accord de partenariat ACP-CE »), qui les lie à l'Union européenne. Le programme ACP-UE NDRR est opérationnel dans les pays et régions ACP.

Parmi les principaux objectifs du groupe ACP figure le développement durable de ses États membres et leur intégration dans l'économie mondiale. À cet égard, dès 2004, le groupe des ACP a pris l'initiative d'inaugurer des mesures de prévention et de résilience face aux catastrophes naturelles. Il y est parvenu en sensibilisant l'Union européenne au besoin d'élargir son champ d'action au-delà des interventions humanitaires pour adopter une approche globale plus proactive de prévention et de gestion des risques de catastrophes naturelles.

Le programme ACP-UE NDRR s'inscrit dans la coopération de longue date qui existe entre le groupe des ACP et l'UE. Il réunit des entités de résilience aux catastrophes naturelles et au changement climatique des régions aux côtés de partenaires spécialisés tels que la GFDRR, pour lutter contre les vulnérabilités des pays ACP face à des chocs exogènes en adoptant des mesures intégrées à l'adaptation au changement climatique, à la protection de l'environnement et à la gestion des risques de catastrophes naturelles.

Pour plus d'informations : [www.acp.int](http://www.acp.int)

---

## UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne (UE) est le principal bailleur de fonds d'aide au développement et du financement climatique. L'UE finance le programme NDRR par un don de 54,5 millions d'euros versé sur un Fonds fiduciaire à bailleur unique, dans le cadre du 10<sup>e</sup> Fonds européen de développement.

L'UE se trouve au premier plan de l'agenda international en matière de résilience, en apportant son appui aux pays en développement pour qu'ils se préparent à des catastrophes, y résistent et s'en relèvent. L'UE est pleinement engagée à appuyer la mise en œuvre du nouvel Agenda 2030 et des objectifs de développement durable, de l'Accord de Paris et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes.

Les efforts de l'UE à réduire la vulnérabilité et à renforcer la résilience des régions, pays et communautés découlent de la stratégie de l'UE pour la prévention des risques de catastrophes (2011), du Plan d'action sur la résilience dans les pays sujets aux crises (2013) et du Plan d'action sur le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015-2030 (2016). Ces plans mettent en commun les ressources humanitaires et de développement afin de mettre en œuvre des initiatives phares telles que AGIR (Alliance mondiale pour la résilience dans le Sahel), SHARE (Aide à résilience de la corne de l'Afrique), AMCC+ (Alliance mondiale contre le changement climatique plus) ou DIPECHO. Par sa coopération avec le groupe des ACP, l'UE a inscrit au cœur de ses interventions la nécessité de réduire la vulnérabilité et de renforcer la résilience des régions, des pays et des communautés.

Pour plus d'informations : [www.europa.eu](http://www.europa.eu)

---

## FACILITÉ MONDIALE POUR LA PRÉVENTION DES RISQUES DE CATASTROPHES ET LE RELÈVEMENT

La GFDRR est un partenariat mondial créé en 2006 pour aider les pays en développement à comprendre, à gérer et à réduire les risques découlant d'aléas naturels et du changement climatique. La mission de la GFDRR est de faciliter la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes et de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris en veillant à concevoir les politiques, les plans et les investissements de développement politiques, y compris la reconstruction post-catastrophe, de sorte à minimiser les risques de catastrophes et à renforcer la résilience des populations et des économies au changement climatique. La GFDRR accorde des financements au moyen de subventions, de l'assistance technique, des formations et des activités de partage des connaissances, afin d'intégrer dans les politiques et les stratégies la gestion des risques de catastrophes et climatiques.

Pour plus d'informations : [www.gfdr.org](http://www.gfdr.org)



Bissau, Guinea-Bissau  
Crédit photo: iStock

Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles  
Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement  
Banque mondiale - Bureau de Bruxelles  
17 avenue Marnix - B-1000 Bruxelles, Belgique  
[infoacpeu@worldbank.org](mailto:infoacpeu@worldbank.org)  
[www.drrinacp.org](http://www.drrinacp.org)



**GFDRR**  
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery

**ACP-EU NATURAL DISASTER RISK REDUCTION PROGRAM**

AN INITIATIVE OF THE AFRICAN, CARIBBEAN AND PACIFIC GROUP, FUNDED BY THE EUROPEAN UNION AND MANAGED BY GFDRR